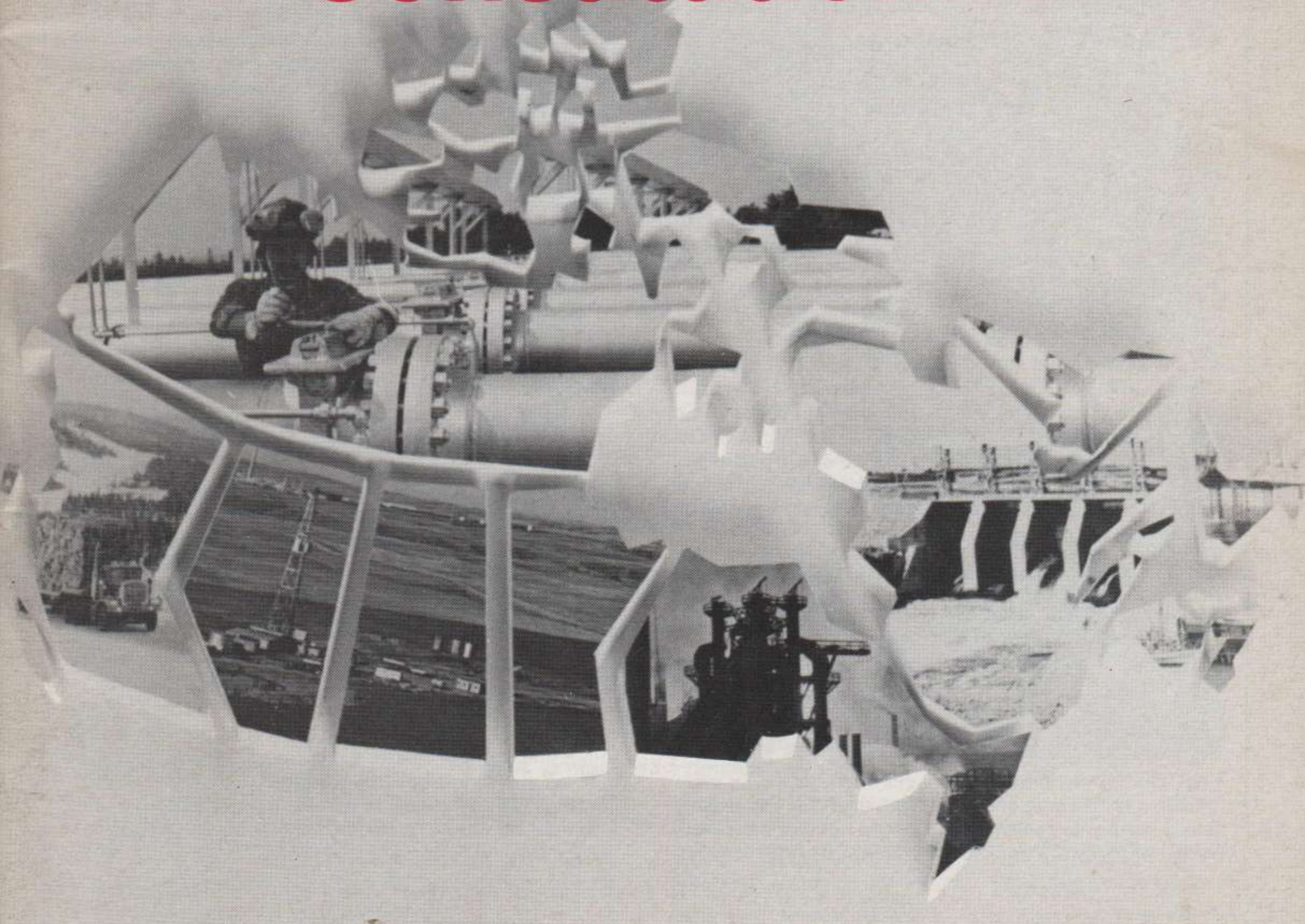
$2.00

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique et politique
de l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!
No 23 (vol. 5, no 1) janvier-février-mars 1980

Des militantes féministes nous parlent (page 13)

Derrière le débat constitutionnel



Note de la rédaction

A nouveau sur les questions financières

Dans notre dernier numéro nous annoncions une augmentation du prix de vente de la revue. Nous revenons aujourd'hui sur ces questions car les lecteurs auront probablement remarqué que le numéro qu'ils ont entre les mains a été réduit d'environ une dizaine de pages. C'est là une mesure supplémentaire que nous avons dû prendre pour affronter la hausse constante des coûts à laquelle fait face la revue.

Disons tout de suite que la situation n'est pas alarmante, la publication de la revue n'est en aucune façon remise en question. Il s'agit en fait de mieux faire correspondre la situation actuelle à nos moyens réels. En effet, depuis un an, EN LUTTE! a développé considérablement ses activités. Dans le domaine des publications, nous publions maintenant FORUM INTERNATIONAL, nous avons apporté des modifications considérables à la présentation visuelle d'UNITÉ PROLÉTARIENNE (papier glacé en 1ère page, plus de photos, etc.), le journal EN LUTTE! de son côté a vu son nombre de pages augmenter. Tout cela entraîne des dépenses considérables et nous oblige donc à réajuster un peu la situation.

Pour nos lecteurs, ces modifications ne changeront pas beaucoup de choses. La modification la plus importante sera la disparition de notre chronique sur le mouvement communiste international qui, depuis quelque temps, faisait double emploi avec la parution de FORUM INTERNATIONAL. La revue continuera à s'impliquer activement dans la polémique à l'égard du mouvement communiste international. Elle pourra aussi publier, à l'occasion, certains textes de partis ou d'organisations étrangères, mais pas sous la forme d'une chronique régulière. Au niveau de la présentation visuelle de la revue, les modifications seront mineures et sont surtout liées à l'amélioration du processus de production de la revue.

Tout cela devrait nous rappeler qu'une revue comme UNITÉ PROLÉTARIENNE ne peut survivre sans le soutien financier et humain de tous ceux qui la lisent. La survie et le développement d'une revue comme la nôtre, c'est la responsabilité de chacun. Une façon d'y participer, c'est de contribuer activement à la campagne de financement d'EN LUTTE! (voir notre annonce à l'endos du couvert).

La revue et les milieux intellectuels

Un lecteur nous écrivait récemment pour nous demander "pourquoi EN LUTTE! publiait une revue pour intellectuels?", "Pourquoi un instrument particulier qui est surtout lu par des intellectuels?" Ces interrogations sont à notre avis le reflet d'un questionnement qui existe certainement chez plus d'un lecteur.

Précisons tout d'abord qu'UNITÉ PROLÉTARIENNE ne rejoint pas que des intellectuels. Le questionnaire sur la revue que nous avons distribué l'an dernier nous a permis de constater que de plus en plus de travailleurs progressistes et qui se rapprochent des idées révolutionnaires lisent la revue. Depuis la dernière année nous avons investi des efforts considérables pour faire en sorte que nos articles puissent être lus par des militants ouvriers qui n'ont pas nécessairement une formation intellectuelle.

Ceci dit, il reste que la revue, à cause même du type de publication qu'elle représente, est encore surtout lue dans les milieux intellectuels. C'est là premièrement un reflet du développement encore récent du mouvement communiste au Canada. Cette situation est aussi liée au rôle que nous voulons faire jouer à la revue. Nous croyons en effet qu'UNITÉ PROLÉTARIENNE a un rôle important à jouer aujourd'hui afin de diffuser le point de vue communiste dans ces milieux où l'on retrouve de nombreux progressistes. UNITÉ PROLÉTARIENNE veut justement devenir en quelque sorte un point de référence, un lieu de débats politiques et idéologiques capable de faire entendre son point de vue parmi les milieux intellectuels et la gauche en général. Il n'y a qu'à regarder le rôle qu'ont pu jouer des revues comme Canadian Dimension, Canadian Revolution, This Magazine au Canada anglais; Parti-Pris, Révolution québécoise, etc. au Québec pour constater que les débats que ces revues ont engagés dans le passé, le point de référence politique qu'ils sont arrivés à constituer n'ont pas été sans influencer le mouvement ouvrier et les courants politiques qui se sont développés dans les années 60 et 70.

C'est pour ces raisons que nous avons travaillé récemment à diversifier le contenu de la revue, à en faire un lieu de débats où des militantes féministes, des économistes marxistes, des groupes de théâtre progressiste peuvent aussi s'exprimer et contribuer au débat politique. Nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire pour que la revue puisse vraiment jouer son rôle face aux milieux intellectuels, tout en poursuivant nos efforts pour rendre son contenu accessible au plus grand nombre de lecteurs. Ces deux objectifs ne sont pas à notre avis incompatibles.

Qui peut écrire dans la revue?

Nous attirons votre attention sur la lettre d'un lecteur de Regina publiée dans le présent numéro qui nous demande "Qui peut écrire dans la revue?" Il faut reconnaître avec ce lecteur que la rédaction des articles de la revue a jusqu'ici été très centralisée. Ce n'est que récemment que nos pages se sont ouvertes à des contributions extérieures. Cela nous semble d'ailleurs très positif et nous recevons de plus en plus de correspondance et même des articles qui dans certains cas feront l'objet de publication. Cela n'est pas aussi sans soulever de nouvelles questions. La revue devrait-elle se donner une politique éditoriale sur les articles qu'elle publie? Doit-elle publier des articles avec lesquels elle n'est pas entièrement d'accord? Voilà quelques-unes des questions sur lesquelles nous vous invitons à nous faire connaître vos points de vue, d'ici à ce que la revue prenne une position plus arrêtée dans un prochain numéro. D'ici là aucun lecteur ne devrait hésiter à nous faire parvenir des articles ou toute contribution particulière pour publication dans la revue.

UNITÉ PROLÉTARIENNE

No. 23 (Vol. 5, no. 1) janvier-février-mars 1981

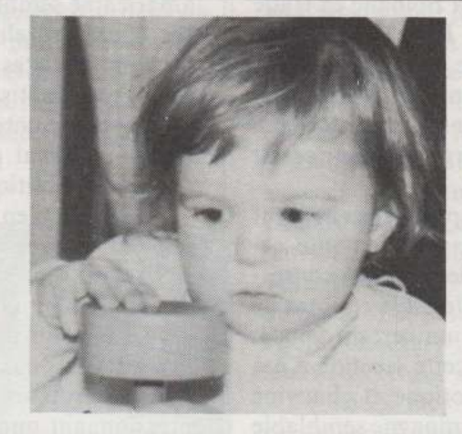
Sommaire



Les bases économiques de la crise constitutionnelle. **Voilà plusieurs mois que nos députés sont engagés dans le débat sur le rapatriement de la Constitution. Que se cache-t-il derrière ce débat dont singulièrement les masses populaires sont tenues à l'écart? Notre article tente de saisir les contradictions qui sont à la source de la crise constitutionnelle.** **Page 6**

Le travail révolutionnaire parmi les femmes. **Des militantes féministes de l'organisation International Women's Committee Day de Toronto nous accordent une entrevue. Elles nous parlent ouvertement de leur mouvement féministe et socialiste, des courants qui traversent le mouvement féministe et de l'action d'EN LUTTE! depuis plusieurs années dans les luttes des femmes.** **Page 13**





La psychologie de l'enfant, une science en développement. **La mort récente de Jean Piaget a remis sur la table les points de vue qu'il a développés sur le développement de l'intelligence chez l'enfant. Un psychologue et un professeur en psychologie se prononcent sur les théories de Jean Piaget, leur application en pédagogie et la nécessité d'appliquer le matérialisme dialectique à cette science encore jeune, la psychologie.** **Page 28**

Ronald Reagan à la Maison blanche: un signe des temps? **Depuis à peine trois mois nous avons eu droit à l'élection de l'ultra-conservateur Ronald Reagan, à l'attentat antisémite de la rue Copernic à Paris, à celui des néofascistes à Bologne (Italie) pendant que les cours de justice canadiennes acquittent les policiers assassins d'un Noir à Toronto et d'un Amérindien à Montréal. L'élection de Ronald Reagan ne serait-elle donc que le reflet de la montée de la droite dans plusieurs pays capitalistes avancés?** **Page 2**



La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! Elle est publiée au Canada à chaque trimestre en anglais et en français. Adressez vos lettres, articles, suggestions, commentaires à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, A/S Presses de l'Unité, C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, Québec, Canada, H2N 2N6. Pour contacter directement la revue, téléphoner à (514) 526-9870.
Editeur: Presses de l'Unité Inc., C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, Québec Canada, H2N 2N6
Photocomposition, mise en page, impression: Les Presses Solidaires Inc., 2381 Jeanne-d'Arc, Montréal, Québec, Canada. (514) 253-8331
Distributeur, Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1. (514) 526-7319
Membre de la Canadian Periodical Publishers' Association, 54 Wolseley Street, Toronto, Ontario, Canada
ISSN 0707-7696

Ronald Reagan à la Maison blanche Un signe des temps?

"Aujourd'hui, j'ai senti un frisson me parcourir, mais ce n'est pas à cause de l'approche de l'hiver. J'ai senti le souffle glacial du fascisme rampant. Vous me direz peut-être que j'exagère mais lorsque le loup se présente, il apparaît sans bruit, portant la toge du juge ou l'uniforme du policier."
(Lennox Farrell, militant noir de Toronto)

L'élection de Ronald Reagan, ce colonel de cavalerie western qui aujourd'hui s'est donné pour mission de pourfendre tous ceux qui luttent pour l'égalité des femmes, le droit à l'avortement, les droits des homosexuels ou contre le nucléaire a de quoi faire frémir. On réalisera d'autant plus la gravité de la situation si on se rappelle que dans les mêmes trois mois on a eu droit aussi à l'attentat antisémite de la rue Copernic à Paris, à celui des néo-fascistes à Bologne en Italie et qu'au Canada les activités du Ku Klux Klan (KKK) sont en recrudescence pendant que les cours de justice acquittent des policiers assassins d'un Noir à Toronto et d'un Amérindien à Montréal. L'élection de l'ultraconservateur Reagan ne serait-elle donc que la pointe d'un iceberg qui, lui ne serait pas seulement américain?

Cette élection ne signifie certainement pas un revirement complet de la politique américaine. Elle représentente cependant un cran de plus dans la montée de la droite conservatrice, d'autant plus qu'aux Etats-Unis elle est le résultat de toute une campagne engagée depuis déjà un certain temps. Peut-on en effet oublier que depuis un an cette élection a été précédée d'une véritable campagne patriotique et chauvine contre la prise d'otages à Téhéran? Une campagne semblable a eu lieu contre Cuba qui déversait des centaines de réfugiés sur les côtes de la Floride. L'invasion soviétique en Afghanistan a aussi fourni le prétexte rêvé pour donner plus de vigueur à une campagne militariste que Ronald Reagan se chargera de rendre plus déterminée et moins hésitante que son prédécesseur.

Cette élection s'est aussi déroulée après qu'un nombre assez impressionnant de référendums d'Etat ou municipaux aient favorisé l'adoption de mesures souvent rétrogrades suite à l'adoption de la fameuse proposition 13 en Californie il y a deux ans et qui devait réduire les taxes en coupant de façon drastique dans les budgets sociaux et le nombre d'employés gouvernementaux. Depuis ce temps, c'est au Massachusset, en Arkansas et au Montana que des propositions semblables ont été adoptées. En Iowa, on a rejeté un amendement au niveau de l'Etat pour l'égalité des droits des femmes. Le Missouri et le South Dakota ont rejeté des restrictions contre les centrales nucléaires. En Floride à Dode County on mettait fin à 6 ans de bilinguisme (anglais/espagnol) en interdisant l'utilisation de toute autre langue que l'anglais dans les communications de l'Etat. Cela donne une toute autre idée du programme de Ronald Reagan quand on sait qu'il a déjà commencé à être mis en pratique dans plusieurs Etats américains.

Mais il y a plus grave. Il y a le fait que Ronald Reagan a été porté au pouvoir avec le concours de toute la droite américaine, en particulier la droite religieuse. Depuis leur rally à Washington sous le thème "Washington for Jesus" ("Washington pour Dieu"), les grands prédicateurs de la télévision américaine semblent avoir réussi à faire l'unité de tout ce que ces courants religieux comptent de plus réactionnaire, des fondamentalistes aux évangélistes, en passant par les luthériens et les baptistes. Si bien que Jerry Falwell qui bénéficie à lui seul d'une cote d'écoute de 6 millions de spectateurs sur le réseau national pouvait déclarer: "Nous pouvons être une des forces politiques les plus importantes en Amérique."

Il semble bien que la droite religieuse doit d'ores et déjà être considérée comme une force politique de poids aux USA. Ses représentants n'ont-ils pas été reçus à Taïwan en juillet dernier comme de véritables chefs d'Etat, escortés qu'ils étaient par les Phantoms de l'armée américaine? N'avaient-ils pas en août dernier réussi à faire inscrire 3 millions d'électeurs sur les listes électorales? Un chiffre impressionnant quand on sait que le président américain n'est élu que par 25% de la population puisque 50% n'ont pas daigné se déplacer le jour du scrutin. Ronald Reagan déclarait d'ailleurs 3 jours après son élection, lors d'une conférence de presse, qu'il entendait continuer à s'appuyer sur les représentants de ces groupes religieux qui ont favorisé son ascension.

C'est d'ailleurs dans tous les domaines que Ronald Reagan entend s'appuyer sur les hommes qui l'ont porté au pouvoir. Le sénateur Orrin Hatch (Utah) qui veut combattre le chômage en abaissant le salaire minimum des jeunes est le candidat actuellement le plus pressenti au comité du sénat sur les relations de travail. Un des hommes les plus opposé aux mesures antipollution, James McLure, vient d'être nommé au Comité du Sénat sur l'énergie qui s'occupe des législations les plus importantes concernant la lutte contre la pollution. Il ne fait pas de doute qu'avec la majorité qu'il a conquise Ronald Reagan pourra appliquer plusieurs mesures de son programme réactionnaire.

* * *

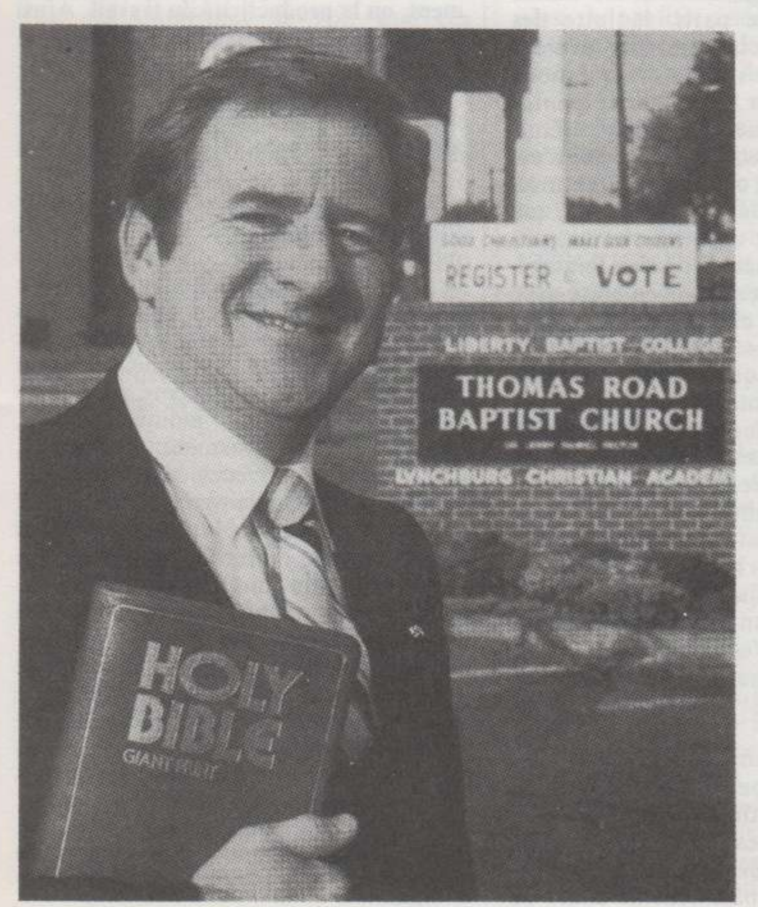
L'élection de Ronald Reagan à la Maison blanche n'est pas un phénomène isolé, elle est plutôt un signe de notre

époque. Elle est un reflet de la crise économique actuelle ainsi que de ses conséquences sur les masses.

Les stratégies libre échangistes, caractéristiques de l'époque d'après-guerre et qui pouvaient s'appuyer sur un dollar américain solide et une hégémonie US qui n'était pas contestée, sont en train de laisser la place à autre chose. Aujourd'hui que les approvisionnements en ressources énergétiques sont de moins en moins sûrs, que le Japon pénètre le marché américain, en particulier dans le domaine de l'automobile et que le marché commun et surtout l'URSS lui mènent une dure concurrence auprès des pays sous-développés, les bourgeois sont en train de changer d'air. Le libre échangisme des années 50 et 60 tant défendu par les représentantsde la Commission trilatérale fondée par Rockefeller semble donc perdre du poids au profit d'un protectionnisme plus conservateur qui tente de protéger par d'autres moyens la suprématie américaine. Au libéralisme, on entend donc de plus en plus opposer le néoconservatisme.

Pendant ce temps, au sein des masses, la crise ne crée pas que des effets économiques, mais aussi politiques, idéologiques et culturels. Les 50% d'Américains qui ne sont pas allés voter sont certainement une illustration éloquente de ce malaise qui confronte les masses. "L'American Dream" touche à sa fin et la désillusion entraîne la recherche de nouvelles alternatives qui parfois ne sont pas si nouvelles qu'on le voudrait. Les débouchés ne sont pas seulement dans la révolte contre l'ordre établi, ils prennent malheureusement aussi la forme de ce qu'on appelle le "retour aux valeurs sûres" de la famille, de l'ordre, de l'individu face à une société qui offre effectivement le spectacle de la dégénérescence.

* * *



Le révérend Falwell à Lynchburg: "nous joignons nos mains pour rajeunir la nation". Sur la pancarte derrière, on peut lire: "de bons chrétiens font de bons citoyens, enregistrez-vous pour voter."

On a là certaines des bases économiques et sociales de la montée de la droite qui ne se produit pas actuellement seulement aux Etats-Unis mais dans plusieurs pays capitalistes avancés.

En France, on parle de plus en plus de la "Nouvelle droite". Etrangement aussi la police française, si experte à retracer n'importe quel "gauchiste" dans les rues de Paris semble démunie pour retrouver les antisémites qui attentent à la vie des Juifs. En Italie on assiste à la recrudescence des attentats néofascistes. Aux Etats-Unis des enfants noirs sont assassinés à Atlanta en Georgie. Au Canada, le KKK diffuse sa propagande dans les écoles secondaires.

La parenté entre tous ces faits est trop frappante pour qu'on puisse la nier ou parler d'un mal passager. Il y a là plus que quelques symptômes parmi d'autres de la crise, mais un mouvement de droite, une idéologie qui est en train de se gagner du terrain sous la complicité ouverte ou indirecte des pouvoirs politiques bourgeois.

Le secrétaire provincial du Crédit social en Colombie-Britannique ne déclarait-il pas candidement pas plus tard que cette année: "Nous allons suivre le KKK de près et, si nécessaire, nous utiliserons les lois du pays. Mais nous ne prévoyons pas actuellement user de répression."

L'élection américaine aura certainement des conséquences au Canada pour la raison bien simple que des conditions semblables y existent pour la montée des mouvements de droite, sans compter que les organisations d'extrême droite ne s'embarassent pas de frontières tout comme les prédicateurs américains ont aussi leur cote d'écoute sur les réseaux canadiens. L'acquittement récent des membres du KKK qui ont assassiné 5 membres du Communist Workers Party à Greensboro en Caroline du nord ressemble trop aux acquittements successifs des assassins du Noir Albert Johnson à Toronto et de l'Amérindien David Cross à Montréal pour qu'on se méprenne. Faudrait-il attendre que le Canada ait rejoint les Etats-Unis dans ce domaine aussi? Faudrait-il attendre un retour au libéralisme qui ne viendra peut-être pas?

Ce choix n'existe pas comme l'ont compris les 200,000 personnes de toutes les tendances politiques qui sont descendues dans les rues de Paris après l'attentat de la rue Copernic et les milliers qui ont fait de même suite aux événements de Bologne. Il est possible de combattre la montée de la droite comme l'ont fait les syndicats et les organisations progressistes dans les années 30 pour chasser le KKK de l'Ouest du pays et comme le font dès maintenant les coalitions antiracistes à Toronto, Regina et d'autre villes du pays. Cette montée de la droite au Canada, comme dans d'autres pays, il ne faut pas lui laisser un pouce de terrain, car c'est une graine qui fait des petits.

Hommes et femmes du prolétariat

La lettre qui suit formule certaines critiques à une brochure publiée il y a déjà un certain temps par EN LUTTE! **Hommes et femmes du prolétariat, un seul ennemi, un seul combat.** *Tout en indiquant son accord avec le style et la forme de la brochure, de même qu'avec son contenu général, notre lecteur critique la secondarisation qui y est faite de la lutte contre le chauvinisme. Puis, le lecteur enchaîne en examinant la façon dont la brochure aborde le mouvement féministe.*

(...) La pire section, je dirais, est celle sur les féministes et c'est en quelque sorte une tentative de justification de la première erreur dont je viens de parler (secondarisation de la lutte contre le chauvinisme - NDLR). C'est sans doute les faibles liens avec le mouvement de lutte des femmes, majoritairement engagées dans "une voie erronée", qui nous a entraînés à faire une telle analyse. Puisqu'elles ne participent pas spontanément à la lutte globale pour renverser la bourgeoisie, elles doivent sûrement **toutes** définir l'homme comme ennemi principal. Là aussi notre plus grande implication dans la lutte pour l'égalité des femmes et des hommes nous a amenés à changer notre point de vue. Il nous apparaît assez grossier aujourd'hui d'affirmer que "lorsqu'on parle de **féminisme**, (...) on parle des groupes organisés de féministes de toutes les tendances (p. 51) ou encore que "les féministes **trompent les femmes**. Car elles aussi proposent la lutte pour des réformes comme solution aux problèmes des femmes" (p. 53). Il n'est point besoin d'insister, car nos dernières publications ou prises de position (supplément pour la JIF 80) ont corrigé ces points de vue erronés. Mais il faut voir qu'ils ont eu longtemps des conséquences néfastes dans notre compréhension de la lutte des femmes, et que parfois de tels points de vue sectaires ont la vie dure. Combien de femmes avons-nous repoussées de la lutte révolutionnaire? Combien de luttes avons-nous refusé de supporter?

(...) Finalement, il faut aussi corriger le point de vue de la page 60 sur le mouvement autonome de femmes. Il y a là de la confusion. Ce à quoi nous nous opposons, c'est à une organisation **politique** des femmes, un parti "révolutionnaire" féministe qui organiserait la lutte classe (de femmes) contre classe (d'hommes). Ce courant est représenté par les féministes radicales qui, soit dit en passant, me semblent marginales au Canada. Il n'y a pas d'opposition automatique entre un parti du prolétariat et une organisation autonome de masse de femmes, bien au contraire. Plus les femmes auront d'organisations pour défendre leurs droits, plus elles seront unies, plus le parti y interviendra pour faire triompher le point de vue du prolétariat, plus il y a de chances de victoire, y compris celle de renverser le système capitaliste. Dans cette même page, nous sommes obligés de reconnaître que toutes les révolutions se sont faites parce que les femmes étaient mobilisées et que ces mobilisations étaient faites par les organisations de femmes, organisations qui continuent à exister sous l'Etat de dictature du prolétariat. Si on applique le même point de vue matérialiste historique à la situation canadienne, la conclusion est facile à tirer et il faut lever toutes les ambiguïtés de ce passage de la brochure. (...)

C'est sans doute sur la base de ce que je viens de soulever que des femmes d'un collectif de Regina (WACH) ont posé de sérieuses questions à notre compréhension de ce qu'est la classe ouvrière, ce qu'est la lutte de classes, les liens entre les organisations de masse des femmes et le parti, la lutte des femmes sous le socialisme. Elles avaient bien raison de nous poser ces questions et de nous critiquer. La majorité d'entre elles qui se définissent comme des féministes socialistes reconnaissent que c'est le capitalisme qui opprime les femmes, donc qu'il faut lutter pour l'abattre, que le socialisme crée de meilleures conditions pour l'émancipation des femmes, que cette lutte doit se faire en unité avec les hommes de la classe ouvrière et des masses opprimées mais: pourquoi ne parlons-nous presqu'exclusivement que des luttes des femmes-ouvrières-dans-les-usines-ou-sur-le-marché-du-travail? Où sont les luttes des femmes du peuple? Ceci se reflète aussi dans les photos de la brochure...;

pourquoi serait-ce erroné si on lutte pas pour la lutte globale? Si on lutte pour des réformes?;

pourquoi les femmes n'auraient-elles pas le droit de s'organiser entre elles tout en reconnaissant la nécessité d'un parti du prolétariat formé d'hommes et de femmes?;

pourquoi les femmes devraient-elles cesser de lutter pour leur émancipation aussitôt la révolution accomplie?

Voilà de bonnes questions. Je sais que nous avons développé des réponses plus justes, principalement au cours de la dernière année, mais alors, il faut les exprimer plus clairement.

Un lecteur de Regina

Les communistes et la famille

Un lecteur de l'Ontario nous a fait parvenir cette lettre dans laquelle il affirme avoir beaucoup apprécié notre article sur **Les communistes et la famille** *publié dans le no. 21. Il estime cependant que l'article passait rapidement sur certaines questions historiques. En voici une qu'il tient à souligner.*

Est-ce que le développement du clan vers la famille prend effectivement sa source dans la production et la reproduction de la vie immédiate? Alors, comment expliquer l'interdiction des relations incestueuses dans ce contexte? Quelle est la place réelle d'une telle loi sociale? Comment et pourquoi est-elle apparue?

Une des choses que le clan primitif a certainement eu de la facilité à découvrir de façon empirique, c'est que la **coopération dans l'accomplissement des différentes tâches augmentait le rendement, ou la productivité du travail**. Ainsi en était-il de la chasse, de la défense du territoire, etc. L'homme prend "conscience" que l'augmentation du nombre de membres dans le clan en augmente aussi le rendement. (Il faut relativiser le contexte et voir que l'on parle, tout au plus, de centaines d'individus et non de millions). Pour procéder à l'augmentation du nombre de membres dans le clan, l'homme de l'époque ne dispose que d'un moyen, l'alliance avec d'autres clans. Ce processus se renforcera et prendra finalement la forme de fusion des différents clans. Même si tout ce processus, comme l'indique Engels, procède "par tâtonnement tout intuitif, sans claire conscience du but à atteindre", il semble évident que **c'est lorsque ce processus de fusion des clans est engagé** que l'interdiction de l'inceste prend force de loi. Pourquoi? Simplement parce que la fusion des clans devient une nécessité répondant au développement de la production, et que la force de l'habitude était plus forte que la nécessité. Depuis son origine l'homme se reproduit de façon endogamique ([1]); il est donc évident que la né-

---

1. Endogamie: obligation, pour les membres de certaines tribus, de se marier dans leur propre tribu.

cessité de la coopération, de la fusion des clans, de la reproduction exogamique [2] ait dû combattre cette force de l'habitude. La nécessité de produire toujours plus, le progrès inévitable de l'humanité entière, pose comme condition la fusion des clans pour sceller cette nouvelle unité sociale de coopération.

C'est donc en réponse à cette nécessité historique que répond, peu à peu, l'interdiction de la reproduction incestueue, c'est-à-dire la nécessité d'augmenter, par la coopération plus grande des hommes, la production des moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'ils nécessitent. Lorsque l'homme se rend compte, de façon empirique et après plusieurs générations, que sa propre reproduction gagne en qualité (et sûrement en quantité) après fusion entre gens de différents clans (probablement par la comparaison des rencontres inévitables entre clans fusionnés et clan non-fusionnés), il renforce encore cette interdiction de la reproduction humaine entre enfants cosanguins et la promulgue au rang de loi sociale. A long terme, l'ensemble des communautés primitives parvenues à ce stade d'évolution se sont vues dans l'obligation d'interdire sévèrement les rapports incestueux, afin d'éliminer les conséquences biologiques néfastes de la reproduction cosanguine.

Il est important de voir que ces conséquences biologiques néfastes n'ont pu apparaître évidentes qu'après un long processus de reproduction exogamique. Il est impossible de prendre conscience de ces conséquences lorsque la loi générale est... l'endogamie, et il est impossible de généralisr l'exogamie sans a) les nécessités matérielles poussant à la fusion des clans, et sans b) la promulgation d'une loi sociale (interdiction de l'inceste) consacrant une autre loi sociale devant régir la stabilité de la nouvelle base de la structure sociale plus évoluée: l'exogamie.

On est loin ici des explications de l'Eglise, desquelles s'accomode très bien la bourgeoisie, à savoir que l'inceste est un acte de barbarie et une cochonnerie dégoûtante. Loin de découler de la répugnance ou de la crainte instinctive, l'interdiction de l'inceste a bel et bien ses racines dans la nécessité historique du développement de l'espèce humaine et ce, dans des conditions matérielles bien déterminées. Aussi, l'interdiction de l'inceste n'est pas due aux conséquences biologiques néfastes qui en découlent, mais au contraire, ces conséquences néfastes ont bel et bien agi en tant que renforcement de l'interdiction de l'inceste et à renforcer la reproduction exogamique, jusqu'à en faire une loi du développement social.

Qui peut écrire dans la revue?

Je lis UNITÉ PROLÉTARIENNE depuis le premier numéro en 1976. Depuis ce temps j'ai pu apprécier vos efforts pour diversifier le contenu de la revue et en améliorer sensiblement le style et la présentation. Bravo! Aujourd'hui je voudrais soumettre à votre attention une suggestion qui pourrait vous aider à l'améliorer davantage si elle était retenue, et qui en même temps vous donnera l'occasion de clarifier un problème qui me laisse encore un peu mal à l'aise face à votre revue.

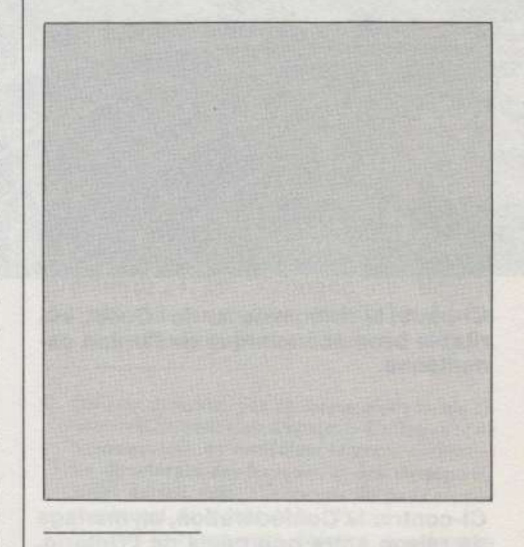
Le problème est celui-ci: à maintes reprises vous avez fait appel aux lecteurs pour qu'ils "mettent la main à la pâte" et contribuent à enrichir la revue. C'est là une excellente attitude qu'on ne retrouve généralement pas chez les médias bourgeois. Cependant, ce qui manque encore à la revue à mon avis, c'est **une politique clairement établie et publique sur qui écrit dans UNITÉ PROLÉTARIENNE et qui peut y écrire 1. J'insiste sur une politique publique**, car il me semble qu'il y aurait moyen ainsi de profiter encore plus des capacités de recherche, d'analyse et de créativité des membres de base de l'OMLC EN LUTTE! et des masses en général.

Permettez-moi de m'expliquer. Voici comment, en tant que lecteur assidu, je comprends l'actuelle politique de rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE: l'équipe de rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE est chargée d'écrire tous les principaux articles de la revue; dans certains cas elle fera appel à divers comités politiques de l'OMLC ou au secrétaire général pour certains articles particuliers; des lecteurs en général on attend des critiques, des notes de lecture et quelques autres brefs commentaires par voie de lettre. Ce qui me frappe dans une telle politique si je la comprends bien, c'est la **centralisation** de tout le processus de rédaction, où finalement seul un groupe choisi et relativement restreint est invité à rédiger des articles pour publication.

Or, la masse des lecteurs d'UNITÉ PROLÉTARIENNE pourrait contribuer d'une façon beaucoup plus large. Par exemple, j'ai beaucoup apprécié la contribution dans le no 21 de ce lecteur qui écrivait pour dire ce qui se passe sur le terrain scientifique. A mon avis cette contribution aurait mérité d'être publiée en entier sous son propre titre plutôt que d'être comprimée dans la section des lettres de lecteurs. Et je suis sûr que parmi tous les lecteurs d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, il y en a beaucoup qui seraient capables de soumettre pour publication des manuscrits d'une très grande valeur dans des domaines aussi variés que l'histoire, la philosophie, l'économie, la littérature, la psychologie, les sciences, etc., tous des domaines où les marxistes devraient avoir leur mot à dire et où la revue devrait jouer un rôle d'avant-garde. Si on y pense bien, on se rendra compte sans difficulté que l'équipe de rédaction ne pourrait pas, à elle seule, faire tout ce travail-là, même si elle était très nombreuse, mais on s'apercevra aussi qu'il y a, parmi les centaines de lecteurs de la revue, de nombreux experts dont il ne s'agit que de mettre les talents à profits.

J'aimerais donc que vous clarifiiez cette question: un lecteur ordinaire peut-il vous envoyer un texte sur un sujet quelconque faisant partie du champ de spécialisation de votre revue et espérer qu'il soit publié? Dans les cas où la rédaction ne voudrait pas endosser un tel article, soit parce qu'il exprime des positions différentes de celles de l'OMLC, ou parce qu'un certain nombre de thèses sur lesquelles l'OMLC ne s'est pas encore prononcée y sont avancées, etc., accepteriez-vous de le publier quand même sous la signature de l'auteur ou sous un pseudonyme? Enfin, quels critères utilisez-vous pour déterminer les lettres et les articles qui sont publiés et ceux qui ne le sont pas?

Un lecteur de Regina, Saskatchewan



2. Exogamie: coutume suivant laquelle les mariages se font entre les membres de clans différents.

Les bases économiques de la crise constitutionnelle

Rapatriement unilatéral de la constitution et taxe fédérale sur le pétrole et le gaz, ces deux gestes auront été au coeur de la crise politique au Canada depuis le référendum québécois sur la souveraineté-association. Trudeau s'érige en porte-parole de "tous les Canadiens". Les Lévesque, Lougheed, Peckford et compagnie se présentent comme les vaillants défenseurs des intérêts de leur province. Et, pendant que tout ce "beau monde" se chicane, les revendications du peuple pour l'égalité et les libertés politiques sont passées sous silence.

Ainsi, comme en 1867, la constitution devient l'enjeu des rivalités entre fractions bourgeoises qui tentent d'amener les travailleurs des différentes régions du pays à les appuyer dans leurs tractations de banquier. Voilà comment les différentes sections de la bourgeoisie s'efforcent de faire oublier que le pouvoir dans ce pays, qu'il soit provincial ou fédéral, est le pouvoir du capital et du profit, le pouvoir de la discrimination nationale et sexuelle, le pouvoir de la répression contre les organisations populaires.

Que s'est-il passé depuis 1867 pour que la constitution devienne, de nouveau, l'objet de tous ces marchandages? Pourquoi la question du pétrole et des ressources naturelles en général est-elle au centre de tous les débats? Quels sont finalement les intérêts économiques capitalistes qui fondent cette nouvelle ronde de chicanes fédérale-provinciales? Voilà les questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans cet article.

Le triomphe de l'oligarchie financière

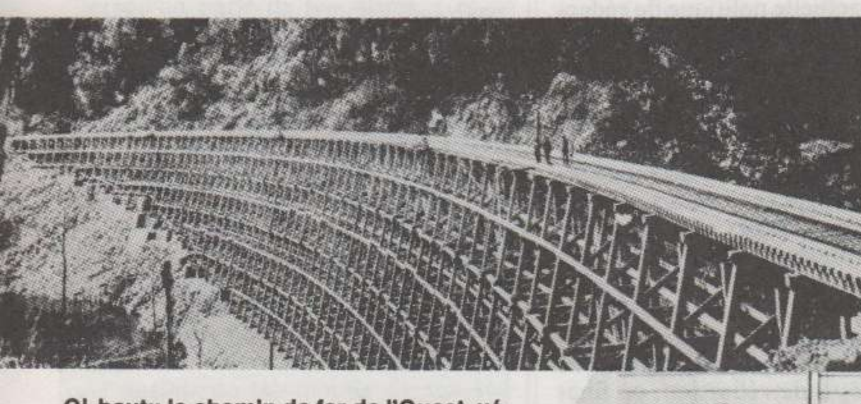
Il n'y a pas si longtemps encore, on aurait dit qu'il n'y avait que le Québec qui, dans la grande "famille canadienne", faisait la forte tête en s'opposant aux visées du gouvernement fédéral. Qu'on pense, par exemple, à la Conférence constitutionnelle de Victoria en 1971 et où toutes les provinces, à l'exception du Québec dirigé alors par le Parti libéral de Robert Bourassa, avaient souscrit au projet de rapatriement de la constitution et à la formule d'amendement [1] qui lui était associée.

Que s'est-il donc passé pour qu'aujourd'hui on assiste à une levée de boucliers contre le projet du fédéral de rapatrier unilatéralement la constitution? Serait-ce que les gouvernements provinciaux, plus "près du peuple" (!), voudraient jouer les démocrates? En fait, quand on voit jusqu'à quel point tous les premiers ministres du Canada s'entendent pour faire le silence autour des revendications populaires, on se convainc vite que leur motivation se calcule plutôt en millions de dollars!

Aussi, si elle est plus vive que jamais, cette rivalité entre fractions bourgeoises au Canada est loin d'être nouvelle. En réalité, elle est née avec la Confédération elle-même, alors qu'en 1867 les bourgeois de 4 colonies britanniques du Nord de l'Amérique se sont réunis pour établir un nouveau pays. C'est ainsi que le Canada s'est constitué sur la base d'une entente négociée avec la métropole britannique, et alors que la menace des Etats-Unis se faisait de plus en plus pressante sur les colonies britanniques du Nord.

La Confédération était donc, si on peut dire, un mariage de raison qui ne s'est pas fait sans heurts. Il faut rappeler en effet que si, avant la Confédération, les matières premières circulaient librement entre les colonies britanniques, il n'en allait pas de même des produits manufacturés qui étaient protégés par des tarifs élevés. Aussi, même si le Haut et le Bas Canada (Ontario et Québec) avaient été réunis dans une seule colonie par l'Acte d'union de 1841, l'opposition entre les bourgeoisies

1. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) qui sert de constitution au Canada est en effet une loi du Parlement britannique. Son rapatriement au Canada, qui en ferait une loi canadienne, pose donc la question des règles nécessaires pour l'amender, dans la mesure où le mode d'amendement actuel par le Parlement britannique ne se poserait plus.



Ci-haut:: le chemin de fer de l'Ouest, véritable base économique de l'Union canadienne.



Ci-contre: la Confédération, un mariage de raison entre bourgeois de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick — conférence de Québec en octobre 1864.



Louis Riel à son procès. La conquête de l'Ouest se fait sur le dos des Autochtones et des Métis.

anglophone et francophone, opposition fondée sur la domination de la nation québécoise depuis la conquête britannique, était très vive.

La Confédération qui, en 1867, réunira l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick s'est donc constituée sur la base de marchés et de bourgeoisies distinctes déjà relativement formées. Et, c'est précisément pour garantir les intérêts particuliers de ces bourgeoisies que le Canada a pris une forme fédérative, avec des pouvoirs provinciaux appartenant en propre aux bourgeois des anciennes colonies.

Très tôt cependant, la nouvelle bourgeoisie canadienne va se lancer dans une vaste opération de consolidation en utilisant à plein les pouvoirs de l'Etat fédéral. C'est la "national policy" de 1879. Ce projet politique comprendra trois volets:
— l'imposition de barrières tarifaires élevées pour protéger l'industrie manufacturière au Canada;
— l'annexion progressive des vastes territoires des Autochtones de l'Ouest, afin de contrer l'expansionnisme américain, et pour faire la jonction avec la colonie de la côte ouest, la Colombie-Britannique;
— enfin, la consolidation du marché national par la construction du chemin de fer transcontinental; c'est le fédéral qui va garantir les emprunts en concédant des privilèges énormes aux capitalistes, en particulier au Canadien pacifique qui deviendra le premier grand monopole canadien.

Cette "national policy" marquera non seulement l'essor de la bourgeoisie canadienne en général, mais aussi le triomphe, au sein de cette bourgeoisie, de la fraction ontarienne, coeur de la future oligarchie ([2]) financière canadienne. Très tôt en effet, la bourgeoisie canadienne sera amenée à se monopoliser pour résister à la concurrence américaine. Pour contrer l'effet négatif des barrières tarifaires, on verra le grand capital américain procéder à des investissements directs importants. Ainsi, de 1897 à 1935, 23% en moyenne des investissements directs américains seront orientés vers le Canada. C'est le début du système des filiales canadiennes de compagnies américaines. Et c'est l'Ontario qui bénéficiera le plus de cette industrialisation.

En contre-partie, la bourgeoisie canadienne va se réserver en propre des secteurs importants de l'économie: l'agriculture, les transports et communications et, surtout, le secteur financier. C'est ainsi qu'en 1937 déjà, 3 banques vont détenir à elles seules 60% de tous les actifs banquaires. L'oligarchie financière canadienne était née. C'est elle qui dorénavant dictera la politique et orientera le développement économique en fonction du développement de monopoles rayonnant à partir du centre du pays.

Ce triomphe de l'oligarchie financière canadienne, basée surtout en Ontario, va entraîner un sous-développement chronique des régions "périphériques" du Canada. Un exemple parmi d'autres, c'est celui de l'Ile du Prince-Edouard qui va rejoindre la Confédération en 1873. Avant la création du Canada, l'île était largement autonome, vivant principalement de l'agriculture, de la pêche en mer, et d'une industrie artisanale du bois, tournée en particulier vers la construction navale.

Cependant, avec la Confédération et le contrôle d'Ottawa, le commerce et les marchés traditionnels de l'île déclinèrent. L'agriculture et les ressources naturelles de l'île seront de plus en plus développées en fonction des besoins du Canada. Aussi, les petites manufactures se virent incapables de soutenir la concurrence des usines du Canada central qui ont pu inonder le marché de l'île.

Ainsi, entre 1881 et 1891, l'emploi total dans les manufactures et l'industrie (en excluant l'agriculture et la pêche) diminuera de 16%. Entre 1881 et 1911, la population de l'île va diminuer de 14%. Et, les institutions financières qui avaient canalisé le capital de l'île et des Maritimes vont éclater. C'est le cas de la Bank of Prince Edward Island en 1881 et de la Mercant's Bank en 1906 ([3]).

En fait, cette disparition des banques régionales, conséquence inévitable du mouvement de concentration des banques canadiennes, est un des facteurs principaux du sous-développement relatif des provinces "périphériques". C'est ce qui faisait dire au Financial Post:

"(...) les banques à charte n'ont pas développé une ouverture régionale à l'industrie locale, ce qui caractérise les banques américaines hautement compétitives et dont les opérations ont été pendant longtemps confinées aux frontières de chaque Etat." ([4])

Aussi, dans l'Ouest du Canada, la consolidation du marché canadien, avec la Confédération et le chemin de fer, a sans doute permis dans un premier temps de développer les Prairies. Mais, très rapidement, la domination des monopoles basés à l'Est a eu pour effet d'empêcher dans l'Ouest un développement industriel qui serait entré en concurrence avec ces monopoles. C'est pourquoi l'Alberta et la Saskatchewan, en particulier, se retrouvent encore aujourd'hui parmi les provinces les moins industrialisées du pays. Grenier du Canada, réservoir de matières premières et marché captif pour les produits manufacturés de l'Est, Ontario surtout, ces provinces ont vu leur population réduite à la misère pendant la grande crise des années 30. Ce n'est pas pour rien sans doute que c'est là, dans l'Ouest, que sont nés des mouvements populistes comme le CCF, l'ancêtre du NPD, et le Crédit social.

Un nouvel essor de l'investissement étranger au Canada

Avec l'expansion de l'impérialisme cependant, le secteur des matières premières prendra, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale surtout, de plus en plus d'importance. Ainsi, de 1921 à 1944, en 23 ans, la valeur de la production minière au Canada est passée de $150 millions à $300 millions. Puis, de 44 à 51, en 7 ans, elle double à nouveau pour atteindre $700 millions. C'est l'époque où Duplessis, le premier ministre du Québec, ouvre toutes grandes les portes de la Côte Nord à l'Iron Ore, l'impérialisme américain en expansion ayant une faim insatiable en matières premières. C'est l'époque où Bennet distribue à qui mieux mieux les forêts de la Colombie-Britannique.

---

2. On veut désigner, par ce terme d'oligarchie financière, ce petit club d'hommes d'affaires et de banquiers qui, en contrôlant le grand capital et les directorats des banques et des monopoles, dirige de fait toute l'économie du pays et, par conséquent, la politique de l'Etat.

3. Ces informations sont déduites des données fournies dans le livre de Errol Sharpe, *A People's History of Prince Edward Island*, Steel Rail Publishing, Toronto, 1976, pp. 124-131.

4. Financial Post du 2 octobre 1978.



La crise des années 30 va toucher durement les provinces des prairies. Entre 1931 et 1937, 120,000 personnes vont quitter l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan.

C'est aussi l'époque où Manning, le premier ministre créditiste de l'Alberta, règne en maître sur sa province. Puisant ses racines dans le populisme agraire et le fondamentalisme religieux, le Crédit social en Alberta, comme l'Union nationale au Québec, pratique une politique de porte ouverte à l'industrie étrangère. Ainsi, les monopoles étrangers se verront offrir sur un plateau d'argent le pétrole, dont on a découvert l'existence en 1947. Signalons, à titre d'exemple, qu'à l'époque de Manning, le système des royautés (forme d'impôt sur le pétrole) était revu à tous les dix ans!

C'est durant cette période que le Canada deviendra la Mecque, si on peut dire, de l'investissement direct américain qui augmentera de façon importante dans les années 50. Ainsi, en 1958, on atteindra un taux record alors que 32% des investissements directs américains seront placés au Canada! Aujourd'hui encore, le Canada est le principal fournisseur de matières premières des Etats-Unis. Et, sur des investissements totaux de $52 milliards dans l'industrie canadienne en 1963, $14 milliards étaient sous le contrôle américain et $3.6 milliards sous le contrôle d'autres pays. Dans l'ensemble, le capital étranger représentera un peu plus du tiers du contrôle de l'industrie canadienne: manufactures, pétrole, mines, chemins de fer, services publics, construction et communication.

Ce nouvel afflux de capital étranger s'effectuant principalement dans le secteur des ressources naturelles, le développement capitaliste va s'accélérer mais, cette fois dans la partie la plus au nord du Canada et, en particulier, dans les provinces qui regorgent de ces ressources, notamment le Québec et l'Alberta. C'est sur cette base économique que de petits capitalistes, québécois, albertains, etc., verront se profiler à l'horizon la possibilité de devenir de gros bonnets, de véritables monopoles prenant siège dans le club des financiers de Toronto et des riches bourgeois anglophones de Montréal. Mais, pour que cela puisse se réaliser, il fallait que ces "nouveaux riches" puissent suppléer à leur faiblesse relative par rapport aux monopoles existants, canadiens et étrangers. Pour servir leurs visées économiques, il leur fallait donc une arme politique, l'Etat.

Or, justement, la Constitution de 1867, qui n'avait pas prévu cet essor prodigieux du secteur des ressources naturelles, donne aux provinces la juridiction en matière de développement des ressources...

Quand de petits capitalistes deviennent de gros bonnets

C'est ainsi que les années 60 seront marquées, à travers le pays, par un développement considérable des Etats provinciaux.

Au Québec en particulier, dans un contexte d'oppression nationale, le coup de barre sera radical. Jean Lesage quitte l'arène fédérale pour devenir chef du Parti libéral puis premier ministre du Québec. C'est le début de ce qu'on appellera la révolution tranquille: réforme de l'éducation en vue de former la main-d'oeuvre "compétente" —et francophone— dont aura besoin l'industrie et l'Etat; création d'une série de sociétés d'Etat, dont la Société générale de financement qui investira en particulier dans l'industrie lourde, construction navale, acierie etc.; création de la Caisse de dépôts et de placements dont les actifs atteignaient $3.699 milliards en 1975.

Mais, ce qui devait marquer de façon particulière la "révolution tranquille", ce sera la campagne de Jean Lesage, et d'un certain René Lévesque alors ministre des richesse naturelles, pour nationaliser l'électricité au Québec. Menée sous le thème de "maître chez nous", cette campagne conduira à l'essor de l'Hydro-Québec, fondée par Duplessis en 1944, et dont les actifs atteindront $7.068 milliards. Aujourd'hui, avec le projet multimilliardaire de la Baie James, l'Hydro-Québec est devenue la première compagnie canadienne, en terme de revenus nets.

Incidemment, cette nationalisation de l'électricité permettra à de petits capitalistes comme Paul Desmarais de récupérer un capital sonnant qui sera à l'origine de la création d'un des plus grands holdings canadiens, Power Corporation, dont les actifs se chiffreront à $6.236 milliards en décembre 75. Bombardier, prospère fabriquant de motoneiges, deviendra petit à petit, notamment avec l'achat de MLW (fabriquant de locomotives), un monopole industriel important qui exporte plus de 50% de sa production à l'étranger. Perçant le blocus des grandes banques canadiennes, les Caisses populaires Desjardins avaient amassé en décembre 75, $5.2 milliards d'actifs. Et, ce sont les Caisses Desjardins qui contrôlent en bonne partie (23% en 75) les $3.059 milliards de la Banque provinciale du Canada [5]. C'est elles qui contrôlent la société Vachon et qui ont présidé à la naissance du monopole alimentaire québécois Culinar. Ainsi, en l'espace de quelques années, s'est développé au Québec un secteur monopoliste proprement francophone qui, né sous le parapluie de l'Etat québécois, vise aujourd'hui l'ensemble du marché canadien, sans parler de percées importantes aux Etats-Unis.

Aussi, avec les années 60, et de façon singulièrement accélérée depuis le début des années 70, on connaît un nouveau "boom" dans le domaine des ressources naturelles, alors que la course pour leur contrôle est devenue le point culminant des rivalités entre puissances impérialistes.

C'est dans ce contexte qu'on assiste aujourd'hui à **la montée de l'Alberta,** alors que l'explosion des prix du pétrole donne aux capitalistes de l'Ouest la possibilité de rattraper leur retard. Cela cependant, en autant que l'Etat provincial intervienne pour garantir le développement d'un capital albertain. Sauf que cette fois-ci, avec les enjeux formidables que représentent le pétrole et le gaz, l'oligarchie financière canadienne n'a pas l'intention de se faire passer le gâteau sous le nez!

Sans faire le tour de la question —sur laquelle il nous faudra revenir—, voici

---

5. Ces chiffres devront être réajustés en tenant compte de la fusion de la Banque provinciale et de la Banque canadienne nationale au sein de la nouvelle Banque nationale.

en vrac quelques chiffres qui pourront donner une idée de l'enjeu économique du boom pétrolier de l'Ouest:
—de 1973 à 1974, le produit intérieur brut de l'Alberta a augmenté de 40%; en 75 et 76, ce taux de croissance était de 20% et il se maintiendra à 10 ou 15% dans les années qui suivent; actuellement, à l'échelle du Canada, l'économie en est à la croissance zéro;
—les revenus provenant du pétrole et du gaz s'accumulent dans les coffres de l'Etat albertain au rythme de $6,000.00 par minute, c'est-à-dire $3 milliards par année! A ce rythme, l'Alberta pourrait acheter GM-Canada, la plus grosse compagnie au Canada en terme de chiffre de vente, en 188 jours; elle pourrait racheter toutes les parts de l'Imperial Oil, la plus grosse compagnie de pétrole au Canada, en 1 an et 156 jours!
—45% des revenus totaux de l'Alberta proviennent du pétrole et, si on tient compte du Fonds de l'héritage ([6]), ce chiffre atteint 55%.

C'est dans ce contexte, avec l'arrivée au pouvoir en 71 du Parti conservateur de Peter Lougheed, que les revendications autonomistes, qui avaient surtout caractérisé le Québec, vont s'emparer de l'Ouest, Alberta en tête. Au niveau économique, on va assister à une croissance phénoménale de compagnies provinciales qui, en l'espace de quelques années, vont se constituer en monopoles d'envergure.

C'est ainsi que l'Alberta Gas Trunk Line (AGTL) va décrocher la direction de la construction du pipeline de l'Alaska, le plus gros projet au monde financé par du capital privé. L'AGTL va l'emporter sur Arctic Gas, un formidable consortium ([7]) dominé par l'impérialisme américain et le capital financier de l'Est du Canada. Puis, en juin 78, l'AGTL va réussir à s'emparer du contrôle de la compagnie américaine Husky Oil, au moment même où Pétro-Canada tentait d'acheter la compagnie. Incidemment, l'AGTL est une compagnie privée qui a été fondée en 1954 sous les auspices du gouvernement albertain qui lui concédait la responsabilité du transport du gaz en Alberta. C'était là pour l'Alberta un moyen d'empêcher le fédéral de développer son contrôle sur la production et la mise en marché du gaz! C'est ainsi qu'avec les années 70, l'AGTL deviendra non seulement le fer de lance du mouvement de diversification dans la pétrochimie de l'Alberta, mais aussi un leader parmi les entreprises énergétiques canadiennes. Durant ces quelques années, l'AGTL a multiplié ses profits par dix et est devenue la deuxième plus grande compagnie de gaz au Canada.

Une deuxième compagnie, basée en Alberta, mais dont les travaux se situent plutôt dans la mer de Beaufort, au nord du détroit du Mackenzie, s'est, en quelques années, élevée au niveau des grands. Dome Petroleum a atteint la moitié de la taille du géant Imperial Oil au Canada et constitue la troisième force en importance de l'industrie pétrolière sous contrôle canadien. Dirigée par Jack Gallager, un ardent nationaliste canadien, Dome a obtenu d'importants privilèges fiscaux de la part du fédéral. Entre 71 et 78, à peu près toutes les statistiques financières de Dome ont été multipliées par 10. Au chapitre des revenus par exemple, Dome est passé de $41.5 à $639.2 millions! Autre coup de maître, en 1978, Dome a réussit à prendre le contrôle de Trans-Canada Pipe Line de Toronto contrôlé pendant longtemps par le Canadien pacifique. C'est là encore un signe très évident du déplacement des capitaux vers l'Ouest.


Pipe-line et gazoduc, c'est, un siècle plus tard, le nouveau chemin de fer de la bourgeoisie canadienne.

Il faut finalement parler de Pétro-Canada, cette compagnie de la Couronne fédérale, mais qui a son siège social à Calgary. Disons en quelques mots que Pétro-Canada n'a amorcé ses opérations que le 1er janvier 76. Pourtant, à la fin de 78, les avoirs de Pétro-Canada atteignaient les $3.3 milliards, ce qui en fait la deuxième compagnie pétrolière en importance après Imperial Oil ($3.8 milliards). En fait, l'ascension de Pétro-Canada correspond à une croissance par acquisitions sans précédents dans l'histoire du Canada. Si on considère les dernières mesures du budget fédéral qui visent à développer encore davantage Pétro-Canada, on en arrive à une situation où l'industrie pétrolière contrôlée à 90% par l'étranger en 1960 devrait, au cours des prochaines années, passer à 50% sous contrôle canadien. Et tout cela, c'est malgré les $34 milliards d'investissements annuels américains dans l'Ouest (selon le Newsweek du 22 septembre 80)!

Un réaménagement de l'oligarchie financière canadienne

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'enjeu, pour la bourgeoisie canadienne, de l'actuel débat constitutionnel. Derrière la bataille du partage des pouvoirs entre le fédéral et les provinces, c'est la bataille du partage des profits qui se poursuit.

Si on examine l'histoire de l'Alberta, par exemple, on voit que les capitaux générés localement étaient accaparés par le capital financier canadien qui s'en servait pour industrialiser l'Ontario. Les ressources énergétiques de l'Alberta seront acheminées vers les usines de transformation ontariennes, alimenteront les automobiles fabriquées en Ontario. Et, les biens manufacturés de l'Est reprendront le train

---

6. Fonds de l'Héritage, fonds à l'investissement créé par le gouvernement albertain et qui se finance à même les redevances issues de l'exploitation pétrolière.

7. Faisaient partie de Artic Gas:
— les trois plus grandes compagnies de pétrole: Imperial, Gulf et Shell;
— le plus grand distributeur de gaz au Canada: Trans Canada Pipe Lines;
— les plus grandes compagnies de gaz au Canada: Consumers' Gas, Northern and Central Gas and Union Gas (basées en Ontario), et l'Alberta Natural Gas;
— sept compagnies américaines de distribution de gaz;
— de plus, Arctic était épaulé par la Banque royale, Wood Gundy et l'énorme banque d'investissement de Wall Street: Morgan Stanley.

pour être vendus sur les marchés de Calgary et d'Edmonton.

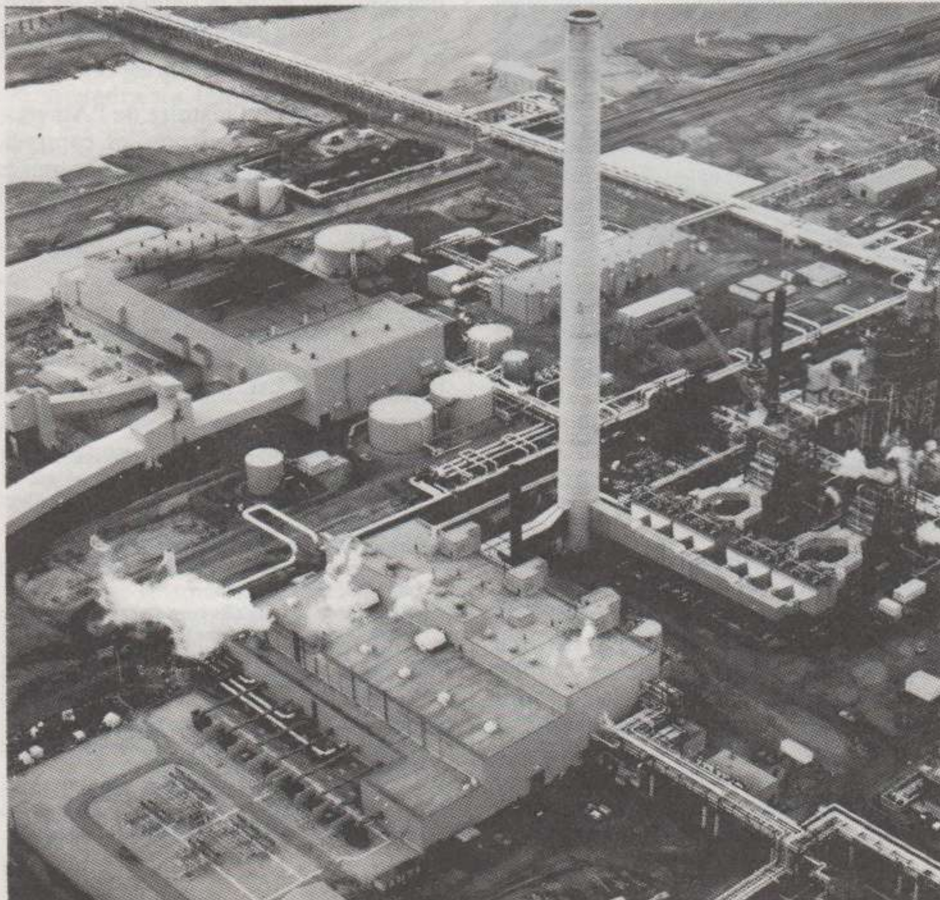
Mais, avec les années 70 et l'explosion des prix du pétrole, on verra apparaître des bases importantes d'accumulation de capitaux permettant ainsi que se constitue une bourgeoisie qui dorénavant pourra prétendre à une envergure canadienne, pour peu que le capital financier canadien ou américain ne s'empare pas de ces capitaux. Ainsi, pour cette classe de nouveaux riches albertains, le pétrole devient le moyen pour monnayer son intégration à l'oligarchie financière canadienne. Aussi peut-on comprendre les revendications constitutionnelles albertaines qui exigent un contrôle provincial absolu sur les ressources énergétiques et les revenus qu'elles génèrent.

De plus, les monopoles reliés au secteur pétrolier n'ont pas besoin, au même titre que les monopoles manufacturiers de l'Ontario par exemple, d'un Etat central fort représentant de façon unique la voix du Canada dans le monde. Il faut savoir en effet que le Canada est un des pays les plus commerçants du monde. En fait, par habitant, le Canada exporte quatre fois plus que le Japon et le tiers de toute la production canadienne est destiné à l'étranger. Voilà pourquoi une des grandes préoccupations de l'oligarchie financière canadienne est d'ouvrir de nouveaux marchés pour les produits manufacturés canadiens. A ce titre, le rôle du fédéral est décisif pour négocier avec d'autres pays un abaissement des barrières tarifaires, et pour faire pénétrer de diverses manières les marchandises et les capitaux canadiens.

MLW-Bombardier, un monopole québécois qui exporte plus de la moitié de sa production à l'étranger. Ici le train destiné à la société américaine Amtrak.



Ci-bas: Syncrude, Alberta. C'est à coup de milliards que les monopoles investissent pour développer les ressources pétrolières de l'Alberta.



C'est dans ce contexte que l'Etat fédéral a vu **de fait** ses pouvoirs accrus au cours des 30 dernières années, même si la lettre de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique n'a pas changé quant à la répartition des pouvoirs. En effet, certains pouvoirs exclusifs du fédéral, comme celui de régler le volume de la monnaie en circulation, de dévaluer ou de réévaluer le dollar, la règlementation du crédit disponible par la manipulation des taux d'intérêt, le pouvoir étendu de taxation, ou celui d'utiliser les déficits budgétaires, tous ces pouvoirs, qui ont toujours existé, prennent une importance bien plus grande aujourd'hui alors que l'Etat intervient plus systématiquement pour réglementer l'économie.

Mais, si, en ce qui concerne les produits manufacturés, l'intervention fédérale a toujours consisté à favoriser les exportations, en ce qui a trait au pétrole, cette intervention a surtout consisté à freiner les exportations vers les Etats-Unis et à ralentir la hausse des prix du pétrole canadien. Voilà pourquoi Lougheed tient tant à forcer une décentralisation des pouvoirs vers l'Alberta. Une situation un peu semblable se retrouve en Colombie-Britannique en ce qui concerne l'industrie du bois.

Il y a aussi le cas particulier de Terre-Neuve et de son premier ministre Peckford. On vient en effet de découvrir d'importantes ressources pétrolières sur lesquelles Terre-Neuve voudrait mettre la main. Sauf que, contrairement à l'Alberta, il n'y a à Terre-Neuve aucune base d'accumulation monopoliste locale, ce qui, bien sûr, laisse la porte toute grande ouverte aux compagnies pétrolières étrangères. Voilà pourquoi, si le fédéral se montre disposé à discuter avec les gros capitalistes de Calgary, il est en revanche très ferme par rapport aux revendications de Peckford.

Il faut voir en effet que c'est un jeu qui implique toutes les fractions de la bourgeoisie canadienne auquel nous assistons actuellement. D'une part, toutes les fractions du capital monopoliste canadien ont intérêt à reprendre le contrôle des ressources énergétiques et des ressources minières. Cela s'applique tout autant au pétrole de l'Alberta, à la potasse de la Saskatchewan, qu'à l'amiante du Québec — quoiqu'ici tous les bourgeois ne s'entendent pas sur le caractère stratégique de cette ressource actuellement. Ainsi donc, chacun à leur manière, Lougheed, Blakeney de la Saskatchewan, Lévesque et Trudeau sont des nationalistes canadiens. Sauf



La Baie James au Québec. La nationalisation et le développement des ressources électriques auront fait de l'Hydro-Québec un chef de file du grand capital sous contrôle québécois.

qu'au sein même de la bourgeoisie canadienne, il existe d'intenses rivalités.

Le nouveau développement du capitalisme au Canada a, en effet, permis la croissance de nouvelles fractions bourgeoises. Or, ces fractions montantes, qui aspirent à s'intégrer à l'oligarchie financière canadienne, se heurtent au capital financier **déjà en place**[8] et qui, historiquement, s'est constitué sur la base de l'industrie manufacturière ontarienne. Dans leur lutte contre la fraction dominante de la bourgeoisie, ces fractions montantes se sont appuyées sur les paliers provinciaux de l'Etat, et sur les pouvoirs économiques importants qui en relèvent. C'est au Québec où cette lutte politique est allée le plus loin, avec le projet de souveraineté-association du PQ qui récupère à son profit la lutte contre l'oppression nationale du peuple québécois. Il faut dire aussi que c'est au Québec où le processus de constitution d'un nouveau capital monopoliste est le plus avancé.

Il faut dire finalement que l'affaiblissement de la fraction dominante, ontarienne, de l'oligarchie financière n'est pas dû seulement aux assauts de l'extérieur. En effet, la crise économique a des conséquences désastreuses pour l'industrie manufacturière ontarienne qui ne cesse de faire des mises à pied. Qu'on pense par exemple au secteur de l'automobile. Il est d'ailleurs significatif, sans doute, de constater qu'on entend de plus en plus au Québec et en Ontario des déclarations de gros financiers qui favorisent une augmentation rapide des prix du pétrole, même si on sait que cela pourrait porter atteinte au caractère concurrentiel de l'industrie manufacturière canadienne à l'étranger. L'odeur des capitaux générés par l'industrie pétrolière est en effet bien trop forte pour qu'ils résistent à la tentation de délaisser, du moins en partie, une industrie manufacturière dont les moyens de production ont vieilli. C'est là une chose qu'il faudra examiner plus en détails dans les mois et les années qui viennent. Car, il est fort possible qu'on assiste effectivement à un réaménagement substantiel de l'oligarchie financière canadienne.

---

8. Il faut savoir en effet que le capital monopoliste que l'on connaît aujourd'hui est souvent apparu dans les vingt premières années de ce siècle et qu'il se renouvelle peu. En fait, l'évolution de la propriété du capital au Canada se fait surtout par des fusions entre monopoles, par des prises de contrôle ou par des nationalisations. Par exemple, entre 1960 et 1970, on dénombre 2,531 consolidations au Canada. C'est donc dire que les nouveaux venus doivent batailler ferme pour prendre leur place.

Le Canada, un pays fondé sur l'inégalité de développement

La "société juste"! Certains se souviendront peut-être de ce slogan électoral qui avait porté Pierre Elliott Trudeau au pouvoir à la fin des années 60. De la loi des mesures de guerre au gel des salaires, en passant par le "mangez de la marde" que Trudeau lança aux "gars de Lapalme" ([1]), voilà ce qu'on a eu en fait de "société juste".

On a droit aujourd'hui à une nouvelle version de cette "justice" à la Trudeau. Car, voyez-vous, la réforme de la Constitution, proposée — ou plutôt imposée — par le gouvernement fédéral, aurait, paraît-il, un noble objectif: continuer à assurer la redistribution des richesses entre les diverses régions du pays...

La réalité est cependant bien différente. Car, le Canada, bien loin d'avoir assuré un développement harmonieux des différentes régions du pays, s'est plutôt constitué et bâti en développant l'inégalité. C'est ainsi qu'aujourd'hui, quand on examine le revenu moyen par habitant selon les différentes provinces du Canada (voir le tableau 1), on s'aperçoit que c'est en Ontario où la moyenne des revenus était la plus élevée en 1971. A l'opposé, à Terre-Neuve, le revenu moyen n'atteint même pas la moitié du revenu moyen en Ontario! Et, au Québec, qui se situe au milieu de l'échelle parmi les 10 provinces canadiennes, le revenu moyen par habitant est de 27 points inférieurs à la moyenne correspondante en Ontario.

Or, ce qui est aussi très significatif, c'est que l'introduction par le fédéral des paiements de péréquation — par lesquels les provinces les plus riches versent aux provinces les plus pauvres un excédent de leurs revenus — n'a pas renversé cette situation. Ainsi, malgré la péréquation, le revenu moyen à Terre-Neuve n'équivaut encore qu'à 53% de celui de l'Ontario, tandis qu'au Québec, le revenu moyen ne vaut que les trois quarts de celui de l'Ontario.

Cette inégalité de revenus entre les provinces est, en réalité, une conséquence directe de la concentration de la grande industrie manufacturière dans les provinces centrales. C'est le cas en

particulier de l'Ontario qui fournit les deux tiers de la production manufacturière canadienne, alors qu'elle ne compte que pour le tiers environ de la population canadienne. Si on considère maintenant le pourcentage par province de l'emploi dans le secteur manufacturier au Canada (voir le tableau 2), on s'aperçoit que le Québec, mais surtout l'Ontario, ont un pourcentage de l'emploi manufacturier au Canada qui dépasse de façon significative leur part de la population canadienne. Ainsi, l'Ontario, qui compte pour 36% de la population canadienne, possède près de la moitié de la main-d'oeuvre manufacturière du Canada.

Or, il est aussi significatif de constater que c'est l'Ontario qui comprend, et de loin, le plus haut pourcentage de compagnies manufacturières étrangères. Dans cette province en effet, les capitalistes canadiens ne contrôlent que 45% de l'industrie manufacturière alors que, pour chacune des 9 autres provinces, le pourcentage de contrôle canadien de l'industrie manufacturière va de 63 à 76%. La richesse industrielle de l'Ontario est donc en bonne partie le résultat de l'implantation en Ontario de l'industrie manufacturière étrangère, américaine surtout. Cette alliance avec le capital monopoliste américain, qui est liée de façon indissoluble à la politique protectionniste de l'Etat fédéral, a donc constitué, depuis le début de la Confédération, la politique qui a consacré l'hégémonie de la fraction ontarienne de la bourgeoisie canadienne.

Ainsi, on en arrive ajourd'hui à une situation où les diverses régions du pays se caractérisent par des concentrations très différentes de l'activité économique. L'agriculture caractérise surtout l'Ile du Prince-Edouard, le Manitoba et la Saskatchewan. L'industrie minière occupe une place particulièrement importante à Terre-Neuve, en Saskatchewan et en Alberta tandis que l'industrie manufacturière est concentrée surtout en Ontario et au Québec. Et, encore là, il faut indiquer qu'à l'intérieur même du secteur manufacturier, il y a une différence très nette entre l'Ontario et le Québec, alors que plus du quart de l'industrie manufacturière se trouve dans les secteurs dits "mous", comme le textile, les vêtements, le cuir et les meubles. En fait, 6.3% de la main-d'oeuvre totale au Québec se concentre dans ces secteurs sous-payés contre 2.7% en Ontario.

Finalement, si on classe les diverses provinces selon l'importance qu'y occupe l'industrie **manufacturière** (chiffres de 1971), on obtient, dans l'ordre décroissant, la liste suivante: Ontario (70.6%), Québec (65.6%), Colombie-Britannique (46.0%), Nouveau-Brunswick (45.1%), Nouvelle-Ecosse (41.0%), Manitoba (39.5%), Ile du Prince-Edouard (24.2%), Alberta (19.8%), Terre-Neuve (17.3%) et Saskatchewan (12.4%). Or, si on classe maintenant les provinces canadiennes selon l'importance qu'y occupe l'industrie **minière**, on obtient un rapport inverse: Alberta (38.9%), Terre-Neuve (25.4%), Saskatchewan (20.6%), Manitoba (10.9%), Nouvelle-Ecosse (8.7%), Colombie-Britannique (7.8%), Nouveau-Brunswick (6.0%), Québec (4.8%), Ontario (4.4%), Ile du Prince-Edouard (0.1%). On a donc au Canada une polarisation très nette entre les régions "périphériques", spécialisées dans l'extraction des matières premières, et les provinces centrales où se concentre la transformation des matières premières en biens manufacturés.

---

1. **Les "gars de Lapalme", ce sont ces travailleurs de la compagnie Lapalme, sous-contractant régulier du ministère des Postes. C'est pour se débarrasser d'un syndicat militant que le ministère a mis fin au contrat, ce qui a entrainé une des grèves les plus longues au début des années 70 qui a finalement échoué.**

Tableau 1
Revenu moyen par habitant (1970) (échelle: Canada = 100)

	Revenu personnel (*)	Pourcentage par rapport à ONT	Revenu personnel + péréquation	Pourcentage par rapport à ONT
T-N	55	46	63	53
IPE	60	50	67	57
N-E	75	62	72	61
N-B	68	57	73	62
QUE	88	73	89	75
ONT	120	100	118	100
MAN	92	77	93	79
SAS	70	58	72	61
ALB	100	83	99	83
C-B	109	91	100	92

(*) Revenus provenant d'un emploi, de la femme, des affaires ou des investissements.
Source: Regional Disparities, p. 10.

Tableau 2
Répartition par province de l'emploi dans le secteur manufacturier au Canada
% de l'ensemble et % par pays propriétaire

	% de l'emploi manufacturier au Canada	% de la population canadienne au 1er juin 77	% de propriété canadienne	% de propriété américaine	% de propriété de tout autre pays
T-N	.78	2.4	68.2	5.0	26.8
IPE	.16	0.5			
N-E	1.9	3.6	70.1	14.2	15.7
N-B	1.8	2.9	75.0	15.2	9.8
QUE	31.4	27.0	64.3	27.8	7.9
ONT	49.3	36.0	45.4	46.0	8.6
MAN	3.0	4.4	71.1	20.5	8.4
SAS	0.9	4.0	76.7	16.3	7.1
ALB	3.1	8.2	67.2	25.1	7.7
C-B	7.6	10.7	63.7	28.0	8.3
TOT			55.7	35.7	8.6

Source: Regional Underdevelopment in *Imperialism and Nationalism in Canada*, **p. 125.**
Annuaire du Canada, **1978-79.**

Note: Les totaux des pourcentages par province de l'emploi manufacturier et de la population sont légèrement inférieurs à 100% car nous avons omis les chiffres pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Table ronde

Le travail révolutionnaire parmi les femmes

En novembre 1980, nous avons rencontré trois militantes du Toronto's International Women's Day Committee (IWDC: Comité de la journée internationale des femmes de Toronto). Nous avons discuté des forces et des faiblesses du mouvement des femmes en Ontario actuellement, et de leur évaluation stimulante du travail passé et présent d'EN LUTTE! au sein du mouvement des femmes. Leurs critiques vives mais empreintes de camaraderie ont éclairé la question épineuse de la relation entre une organisation révolutionnaire et un mouvement de masse, et seront sûrement d'un grand secours pour approfondir et améliorer le travail révolutionnaire parmi les femmes.

Epine dorsale de la Coalition annuelle de la JIF à Toronto, le IWDC se définit comme une organisation féministe-socialiste. Les trois dernières années, le comité s'est davantage engagé dans la lutte des femmes de la classe ouvrière pour le droit de syndicalisation et de grève, le salaire égal, l'avortement sur demande, un système universel de garderies gratuites, les droits des lesbiennes, et la fin à toute forme d'abus et de harcèlement sexuel. Le IWDC appuie également d'autres mouvements progressistes qui ne sont pas liés directement aux luttes des femmes, tels les mouvements contre le racisme, contre le Ku Klux Klan et en soutien au Salvador.

Unité Prolétarienne: Quels sont à l'heure actuelle les points forts du mouvement des femmes en Ontario?

Ann: Un de ses points forts les plus importants est le fait qu'il a politisé un grand nombre de gens. C'est sans contredit un mouvement qui est fermement enraciné dans les masses. L'existence même du Toronto's Women's Yellow Pages (Pages Jaunes des femmes de Toronto) illustre bien qu'un mouvement de masse a réellement pris son essor. Et maintenant, même que les films hollywoodiens se sentent obligés d'aborder la question de la libération des femmes!

Mary: La situation dans le mouvement syndical est particulièrement significative. Pendant longtemps, le mouvement des femmes était vu comme un phénomène issu de la classe moyenne. Mais aujourd'hui, de plus de plus d'ouvrières se perçoivent comme féministes. Quand les femmes de Fleck et de Radio Shack prennent la parole, elles s'identifient en tant que féministes; elles ne veulent plus être de simples spectatrices qu'on barouette d'un bord, puis de l'autre. Quand les médias déclarent que le mouvement des femmes est mort, eh bien, en réalité c'est justement le contraire. Dans un certain sens, il est beaucoup plus vivant et fondamental aujourd'hui parce que sa base est plus large. Il est vrai que les luttes des femmes de la classe ouvrière ne font pas autant les manchettes que les esclandres de Laura Sabia ([1]), mais à long terme, elles acquièrent beaucoup plus d'importance.

La dernière grève de l'INCO en est un bon exemple. En 1958, le clergé et les autorités municipales ont fait pression sur les femmes pour que leur mari retourne au travail. Cette grève-là a avorté. Mais en 1979, c'est extraordinaire combien les femmes se sont entraidées et ont appuyé la grève.

S'il n'y avait pas eu un mouvement de femmes, sûrement que ces femmes seraient restées isolées à la maison, chaucune face à son mari et à ses enfants qui braillent et avec tous les problèmes familiaux qu'on connaît bien. Mais grâce au mouvement des femmes, elles ont été en mesure de s'organiser, de mettre sur pied des coopératives alimentaires et de voyager dans toute la province pour ramasser de l'argent. On peut donc voir que le mouvement des femmes a marqué la conscience des femmes. Désormais les femmes adoptent des positions qu'elles auraient refusées quelques années auparavant, et ce, sur des questions qui dépassent les simples revendications économiques. L'Etat peut bien faire la promotion symbolique de femmes dans l'administration, mais ce qui se passe dans les syndicats, avec la multitude de femmes qui revendiquent leurs droits, est beaucoup plus menaçant.

Ann: En ce qui concerne les syndicats, il est intéressant de noter que les caucus de femmes n'existent pas seulement à Toronto, mais dans tout l'Ontario. Ça reflète l'approfondissement du mouvement des femmes dans les villes plus petites et dans les régions rurales. C'est vraiment emballant que maintenant les syndicats **nous** appellent (le IWDC) pour obtenir l'appui du mouvement des femmes. C'est important car ça démontre qu'ils en sont arrivés à une certaine perspective politique. C'est sans équivoque un grand pas en avant car ça nous permet de rejoindre le genre de femmes que nous voulons atteindre, en même temps que ça nous accorde une sorte de légitimité. Concrètement, ça signifie que nous nous rendons sur les lignes de piquetage des travailleuses du Bell, et qu'elles, à leur tour, participent à la manifestation de la Journée internationale des femmes en mars!

Ann: Un autre point fort du mouvement des femmes à Toronto, c'est l'alliance entre les féministes lesbiennes et hété-

1. Ancienne présidente du comité ontarien sur le statut de la femme.

Bannière du International Women day Committee lors de la manifestation de la journée internationale des femmes en mars dernier.



"Quand les médias déclarent que le mouvement des femmes est mort, en réalité, c'est justement le contraire..."

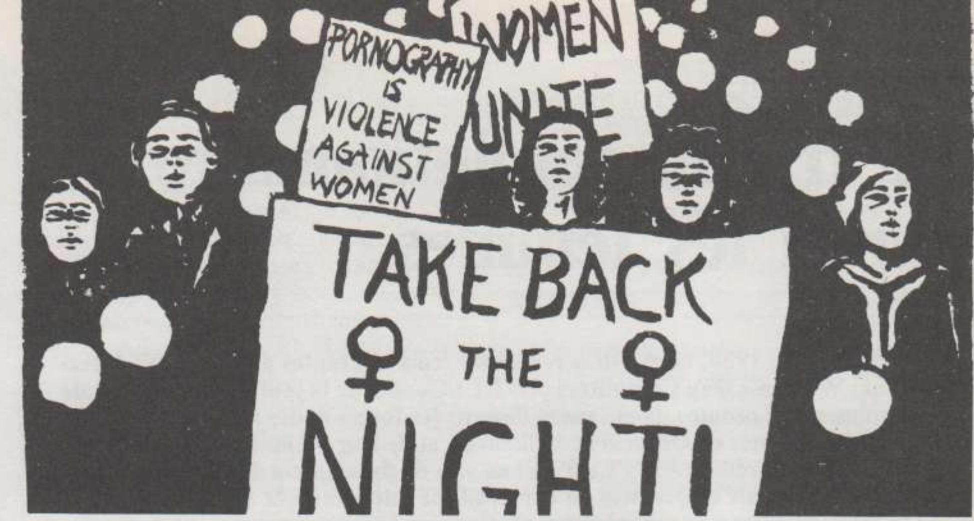
rosexuelles. Le fait que les féministes lesbiennes au sein du IWDC se considèrent comme des socialistes et veuillent s'allier avec des hétérosexuelles sur cette base est assez inhabituel. En Amérique du Nord, il y a eu en général une division entre ces deux groupes de féministes et, dans la plupart des cas, les féministes lesbiennes adoptent des politiques féministes radicales.

Si vous êtes lesbienne dans un groupe de femmes aux Etats-Unis, vous avez tendance à ne défendre que les questions directement liées aux lesbiennes. Par exemple, vous n'aborderez pas la question des garderies. Ce genre de contradiction est pas mal résolue à Toronto. Nous avons réussi à résoudre de nombreux problèmes et nous avons fini par nous unir sur une base clairement socialiste.

Mary: Pour la plupart des femmes, c'est encore une surprise d'apprendre que les lesbiennes sont majoritaires au sein du IWDC. Même la communauté lesbienne ne le reconnaît pas complètement à cause de nos politiques.

Jane: La lutte a été longue. Certaines ont quitté le mouvement des femmes. Certaines sont devenues marxistes et communistes et ont délaissé le mouvement des femmes pour travailler dans une organisation révolutionnaire. C'est une alternative possible. C'est un choix qu'on fait en connaissance de cause. Il y a des raisons justes et pratiques qui explique ce choix, comme le peu d'ampleur des organisations existantes et également parce qu'on sait que ces deux luttes sont liées. Par contre, il y en a d'autres, comme nous, qui sont demeurées et travaillent principalement dans le mouvement des femmes. On essaye de faire avancer la lutte et les problèmes rencontrés sont nombreux. Plusieurs parmi nous ont eu des expériences négatives avec certaines sortes d'organisations. Nous essayons de bâtir le mouvement et de mettre sur pied des structures qui ne soient pas aliénantes, mais c'est très difficile.

Voilà quelques années, des gens parlaient d'établir une Fédération des femmes de l'Ontario. Ce projet-là ne s'est jamais vraiment réalisé, principalement parce que ça se voulait à la fois une organisation d'individus et une organisation d'organisations. Il y avait aussi le problème qu'on tentait d'unir les femmes sans tenir compte de leur orientation politique. Par contre, le IWDC a adopté une autre tangente: nous en sommes arrivées à une base d'unité en tant que féministes-socialistes. Aujourd'hui, on réalise combien c'est positif. Une fois que l'entente politique est claire, c'est plus facile de s'entendre sur des actions à prendre.



"La pornographie, c'est de la violence contre les femmes" — "Femmes unies" — Voilà quelques-uns des slogans repris par des centaines de femmes au pays lors des manifestations pour "reprendre la nuit" contre le harassement sexuel en août dernier.

Nous ne pensons pas comme nous en avions l'habitude, que l'accent principal de la Journée internationale des femmes de cette année doit être d'unir le mouvement des femmes. Notre expérience nous démontre qu'on ne peut unir tout le mouvement des femmes parce qu'il y a des tendances politiques différentes en son sein. Cette année en mettant sur pied la Coalition de la Journée internationale des femmes, nous avons adopté comme orientation politique d'essayer d'unir autour de cette activité le plus grand nombre possible de personnes.

Mary: Quant aux "questions brûlantes" auxquelles fait face le mouvement des femmes, nous pensons qu'il ne s'agit plus d'une question particulière. Certaines choses existent, comme les femmes sur les lieux de travail, le harcèlement sexuel, la violence faite aux femmes, etc. Mais nous essayons de relier ces questions et de voir la base qui soustend les problèmes que rencontrent les femmes. "Brûlantes" est un mot trop fort. En tant que socialistes, nous ne voulons pas nous limiter à une seule question. Nous ne voulons pas être une organisation centrée sur une seule question sur laquelle on ferait campagne.

Cependant nous nous rendons compte que dans certains domaines, nous n'avons pas assez mis d'énergies. Les femmes immigrées en est un exemple. Chaque année, de plus en plus de femmes immigrées participent aux activités de la JIF. C'est pourquoi cette année, nous voulons former un comité spécial pour établir des liens avec elles. Notre participation dans le mouvement contre le Klan, notre présence à la manifestation pour le Salvador démontrent que nous sommes conscientes que les progressistes appuieront nos revendications si nous appuyons aussi les leurs. C'est ce que nous nous efforçons de faire. Le 18 octobre, nous étions sur place lors de la manifestation de la Fédération du travail de l'Ontario. En passant, nous sommes touchées qu'un grand nombre de syndicalistes soient venus nous voir ce jour-là pour nous dire combien ils appréciaient notre présence et qu'ils seraient de la partie à notre manifestation en mars 81.

Jane: Mais au sein du mouvement des femmes, il n'est pas clair quelles sortes de formes organisationnelles sont nécessaires. Nous en débattons actuellement. Les gens écrivent sur ce qui devrait arriver dans le mouvement des femmes, sur ce que les féministes socialistes devraient faire, etc. Présentement, nous n'avons pas de solution unique à cette question. Il y a des limites à ce que l'IWDC peut faire mais on a pas encore éclairci quelles sont les possibilités. On est donc en pleine période de recherche de moyens pour faire avancer la lutte.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: En tant qu'organisation féministe socialiste, comment intégrez-vous de nouveaux membres, des femmes qui ne sont pas encore socialistes mais qui veulent faire du travail concret? Croyez-vous qu'il soit nécessaire à l'avenir de créer une organisation de masse en plus du IWDC?

Jane: Voilà quelque chose que nous avons débattu depuis très longtemps: comment intégrer de nouvelles personnes. En nous impliquant nous-mêmes dans une coalition pendant un

certain temps comme IWDC, dans une manifestation sur l'avortement ou un comité de soutien à une grève, nous pouvons ainsi attirer des femmes à nos activités ou nos campagnes sur la base des revendications populaires que nous mettons de l'avant. Elles peuvent ainsi travailler sur des questions qui les concernent et prendre connaissance des analyses particulières ou des perspectives de IWDC. Certaines vont s'intéresser à nous en tant qu'organisation.

Récemment nous avons été impliquées dans une série de causeries sur la violence faite aux femmes, la sexualité, la famille, la division sexuelle du travail. D'autres femmes sont venues à notre organisation ainsi.L'intégration de nouveaux membres au beau milieu d'un débat politique qui a un niveau élevé pose des problèmes, mais ce qui est intéressant c'est que des femmes s'intègrent à nous. Peut-être pas suffisamment, mais nous sommes sans aucun doute en croissance.

Nos propres comités de travail sont des lieux où des femmes qui ont été attirées par notre travail peuvent s'impliquer elles-mêmes et travailler sur des activités concrètes. Aussi, beaucoup d'intégrations surviennent au bar après nos rencontres, là où nous pouvons parler à ces nouvelles femmes ou ensemble de façon informelle.

Quant à une organisation comme la Saskatchewan Working Women, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer. Tout ce que nous en savons, nous l'avons lu dans EN LUTTE!. Sur papier du moins, ça semble bien. Mais une chose est claire: le courant féministe-socialiste est en plein développement malgré notre confusion sur certaines questions. Ça signifie que de plus en plus de femmes considèrent que notre point de vue a de l'allure.

Ann: Une deuxième faiblesse du mouvement des femmes est le féminisme de carrière ou le féminisme bourgeois. L'ennemi n'est vraiment pas le féminisme radical. C'est un mouvement isolé malgré de solides défenseurs. Votre définition du "féminisme", c'est-à-dire une idéologie qui dit que la contradiction de base est la lutte entre les hommes et les femmes et que toutes les autres luttes ou contradictions lui sont subordonnées, pourrait s'appliquer au féminisme radical. Mais c'est une phraséologie souvent utilisée pour nous discréditer, pour insinuer que nous haïssons tous les hommes. Parlez à quelqu'un qui s'oppose au mouvement des femmes, c'est ce genre de discours qu'il tiendra. C'est un mouvement réel, mais relativement petit et qui ne se retrouve que dans les grandes régions urbaines. Essayez pour voir d'être une féministe radicale à Timmins!

Mary: De notre point de vue, le féminisme radical nous rend parfois la vie difficile, mais pour la masse des femmes, le féminisme bourgeois est l'idéologie la plus dangereuse. C'est une ligne qui revendique l'égalité des femmes à l'intérieur du système capitaliste. Il accepte telles quelles les structures du capital monopoliste et exige pour les femmes un plus grand accès au pouvoir. Quant au féminisme socialiste, ce n'est sûrement pas une perspective partagée par la majorité des Canadiennes aujourd'hui.

Jane: Je suis d'accord que le féminisme bourgeois fait davantage de tort que le féminisme radical. On doit également distinguer le féminisme de carrière et le féminisme bourgeois. Le premier a trait aux femmes qui réussissent dans la vie sur la base de leur activité dans le mouvement des femmes et qui finissent par se vendre. Ça ne touche donc que des individus particuliers. Le deuxième limite la lutte des femmes à de simples revendications pour plus de droits, des programmes d'action positive, etc. Même si le IWDC est un des groupes les plus actifs dans le mouvement, le féminisme bourgeois a une influence plus vaste. Nous désirons accroître notre propagande en tant que féministes-socialistes car nous n'avons pas eu, autant que nous l'aurions aimé, un impact sur la conscience politique des femmes.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Vous n'acceptez pas notre définition du féminisme (une idéologie qui soutient que les hommes sont la cause de l'oppression des femmes). Pouvez-vous nous expliquer pourquoi?

Ann: Il est légitime de définir des concepts, mais si votre définition n'a rien à voir avec la pratique sociale générale, alors votre langage est désincarné. Qu'une organisation marxiste agisse ainsi me semble assez bizarre. La définition que vous donnez du féminisme vous est strictement personnelle et vous devriez l'abandonner.

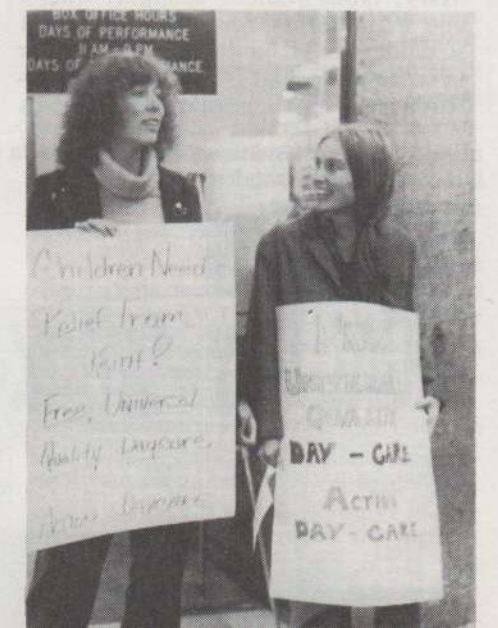
Mary: Vous devriez l'abandonner tant pour vos buts propres que pour le mouvement des femmes. Avec une telle définition, vous ne serez pas compris dans le mouvement des femmes. La plupart des gens au Canada comprennent le féminisme comme la lutte pour l'égalité des hommes et des femmes. Bien sûr, il y a différents courants au sein du mouvement féministe qui ne s'entendent pas sur la cause de l'oppression des femmes et sur comment la combattre, mais en général, quand une femme se définit en tant que féministe, c'est cela qu'elle veut dire. Votre définition ne reflète pas du tout la situation réelle. Elle apparaît donc arrogante. Si un mouvement de masse se définit d'une certaine façon, c'est arrogant de la part d'une organisation révolutionnaire d'essayer de le définir d'une autre façon.

Jane: Votre problème, c'est que vous accolez une position féministe radicale à une position féministe marxiste et que vous ne faites aucune distinction entre les différents courants dans le mouvement des femmes. Par exemple, voilà deux ans, dans votre brochure **Un seul ennemi, un seul combat**, on lit: "Le mouvement féministe ne veut au fond qu'une chose, malgré son phrasage de "gauche": éloigner les femmes de la lutte pour le socialisme", et aussi, "D'autres qui sèment beaucoup de confusion sur la nature de l'ennemi dans la lutte des femmes: ce sont les féministes. On parle des groupes organisés de féministes, de toutes les tendances". Ce genre de déclarations a aliéné EN LUTTE! des femmes militantes.

Ann: C'est important de se rendre compte que lorsque EN LUTTE! ou tout autre groupe écrit "Non au féminisme", le mouvement des femmes n'y voit rien d'autre qu'une politique sectaire. Le mouvement des femmes a eu une très mauvaise expérience historique avec les partis et organisations marxistes-léninistes, et ce genre de propagande "antiféministe" vient confirmer notre expérience antérieure. Ca met également les féministes socialistes dans l'eau chaude. En effet des femmes d'autres courants dans le mouvement nous ont demandé: "Comment pouvez-vous être socialistes? Regardez ce que ces gens-là disent!".

Mary: C'est arrivé plusieurs fois. Nous sommes clairement un courant féministe-socialiste, mais il est extrêmement difficile de convaincre les femmes de nos politiques quand elles ont eu une mauvaise expérience avec les

Des militantes féministes protestent contre une assemblée publique sur le statut de la femme à Toronto en octobre dernier



“La définition que vous donnez du féminisme vous est strictement personnelle et vous devriez l’abandonner...”

organisations de gauche qui font du féminisme le danger principal. Notre travail de gagner les femmes au point de vue socialiste et communiste est rendu doublement difficile parce que le mouvement des femmes considère la gauche comme antiféministe, opposée au mouvement des femmes.

Jane: Votre tract condamnant la Coalition de la JIF à Toronto en 1978 comme féministe a été largement diffusé, mais qui en a été tenu responsable? Nous! C’est mauditement dur d’adopter une orientation progressiste quand des gens sortent de tels exemples contre l’implication des groupes de gauche. Dans un sens, vos tactiques ont apporté de l’eau au moulin des féministes radicales, et les femmes nous considéraient comme les dupes du mouvement marxiste-léniniste.

Ann: EN LUTTE! utilise une analyse des classes qui ne considère que l’action de deux classes homogènes sous le capitalisme monopoliste. Il y a plus que deux classes, et elles comprennent elles-mêmes plusieurs fractions. Des fractions de classe opposées devront être gagnées au programme socialiste si nous voulons construire un bloc populaire. Les luttes contre l’oppression des femmes concernent à la fois les bases matérielles de l’oppression des ouvrières et les aspirations populaires et démocratiques des couches moyennes. La participation au mouvement des femmes aide la classe ouvrière à s’organiser elle-même et intègre certaines des aspirations populaires et démocratiques des couches moyennes à la lutte pour le socialisme. Le mouvement des femmes, plutôt que d’être considéré comme un agent de division dans la classe ouvrière, doit être considéré d’un point de vue stratégique comme une des luttes politiques qui peut contribuer à construire un bloc populaire et à unifier la classe ouvrière. Le caractère grossier de la ligne erronée d’EN LUTTE! sur le mouvement des femmes découle du caractère tout aussi grossier de son analyse de classe.

Jane: Le problème émane aussi de votre manque d’analyse de la relation entre les hommes et les femmes dans la société. Récemment, vous avez changé votre position sur le mouvement des femmes et c’est très bien. Mais votre analyse de l’oppression des femmes doit encore être approfondie. Il est fondamental que vous compreniez que les hommes ont des privilèges dans notre société: le chauvinisme mâle a une base matérielle. Ce n’est pas seulement une question idéologique. On dirait que les communistes n’abordent pas la question des relations personnelles d’une femme avec un homme s’ils ne peuvent identifier clairement que l’Etat et la bourgeoisie demeurent l’ennemi principal. Récemment vous avez changé de position sur ce sujet, mais par le passé vous prétendiez qu’une telle emphase divisait la classe ouvrière. Je pense que c’est la raison pour laquelle vous avez critiqué la Coalition de la Journée internationale des femmes en 1978 pour avoir inséré des revendications sur le corps des femmes, la sexualité, et les droits des lesbiennes.

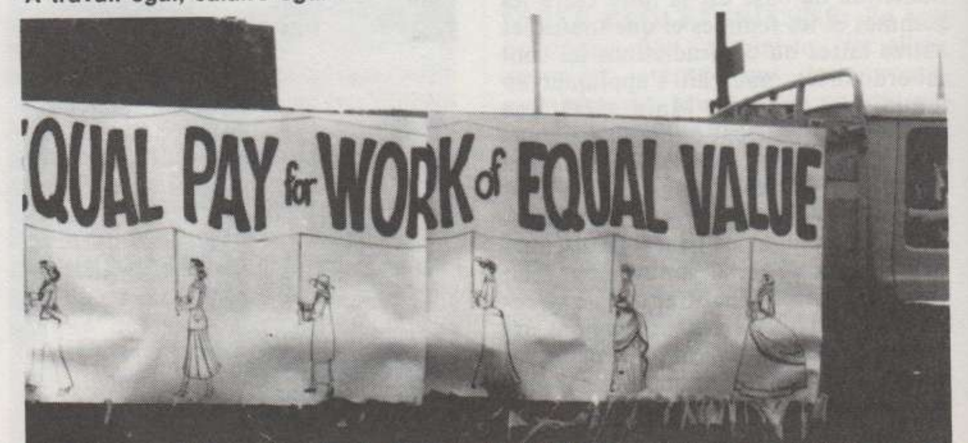
Mais dans la société, il y a de vraies contradictions entre les hommes et les femmes. Les femmes ont moins de pouvoir. Evidemment, la différence est plus grande qu’entre le genre de pouvoir qu’a un bourgeois sur un ouvrier. Mais la contradiction existe. Chaque fois que vous marchez sur la rue le soir, vous en êtes consciente. Si nous combattons notre oppression, nous devons aussi combattre le chauvinisme mâle. C’est dommage que vous n’ayez pas fait partie de la lutte que nous avons menée au sein de la Coalition de la Journée internationale des femmes pour faire valoir une ligne progressiste à ce sujet. Nous avons lutté pour faire reconnaître cette contradiction, mais aussi pour nous unir avec les hommes qui appuyaient les luttes des femmes. Nous avions besoin de votre aide dans ce débat, pas de votre condamnation.

Mary: Nous voulons souligner que si une organisation révolutionnaire veut se construire en tant que parti et faire la révolution, alors la question des femmes est une question-clé. A moins que le parti n’envisage avec sérieux la question du féminisme et de la libération des femmes, tant dans ses propres rangs que dans sa pratique avec les masses, il ne fera que répéter ce qui existe dans la société capitaliste, avec des hommes blancs de la classe moyenne dans la direction, etc. A moins que vos politiques personnelles ne soient semblables à vos politiques publiques et n’abordent toutes les questions relatives à l’oppression des femmes (les emplois, la représentation aux différents niveaux de direction au sein de l’organisation, les problèmes psychologiques rencontrés par les femmes), alors vous ne pourrez pas aller de l’avant de la façon que vous devriez afin de créer une “nouvelle société” qui soit réellement “nouvelle”. Le sexisme, comme nous le savons tous, ne disparaîtra pas simplement en une nuit, tout comme la société de classe ne disparaît pas en un tour de main. On doit s’y attaquer durant toute cette période de façon à ce que, lorsque nous arriverons à cette étape, de nouvelles formes soient prêtes et que nous nous soyons formées à penser et à agir de façon appropriée.

Jane: Nous sommes aussi féministes que nous sommes marxistes, communistes ou socialistes. Si je faisais partie d’une organisation révolutionnaire, je persisterais à me dire féministe à cause de mon orientation et ce, même si mon travail principal n’était pas dans le mouvement des femmes. Je voudrais ainsi m’assurer que la question de la libération des femmes est abordée avec sérieux dans tous les domaines de travail.

Ann: Jusqu’à présent, nous n’avons relevé que des points négatifs, mais je tiens à dire que j’ai toujours trouvé que les membres d’EN LUTTE! sont des gens de principe. Les sujets de désaccord n’étaient pas abordés de façon manipulatrice. Vous vous êtes fourvoyés mais vous aviez une attitude de principe. A vrai dire, on peut organiser des choses avec vous car nous connaissons vos positions. Nous n’avons pas toujours vécu la même chose avec les

Les militantes féministes participent à la fête du travail à Toronto en septembre 80, “A travail égal, salaire égal”.



autres groupes de gauche.

Mary: Je suis d'accord. Votre façon de travailler se reflète sur l'ensemble de l'organisation et vos membres travaillent bien. Si ça n'avait été d'un de vos membres qui a maintenu avec nous un dialogue de principe, honnête et ouvert, EN LUTTE! aurait perdu plus de plumes qu'il n'en a perdu. Votre autocritique est honnête et c'est une bouffée d'air frais. Par exemple, certains articles récents dans votre journal étaient excellents. Que le journal aborde plus fréquemment et plus en profondeur différents aspects de l'oppression des femmes est une très bonne chose. Les articles sur le harcèlement sexuel et la violence faite aux femmes étaient excellents parce qu'ils allaient au-delà des simples questions économiques.

Mais à cause du passé, nous adoptons une position "d'attendre et de regarder". Décider d'une orientation est une chose, la mettre en pratique en est une autre. Les gens vont vous surveiller attentivement!

Ann: Pour nous, il est important de nous attaquer à l'oppression spécifique que vivent les femmes dans notre société, de nous attaquer à nos propres contradictions, d'où la raison d'être d'un mouvement autonome des femmes. De plus, nous pouvons nous protéger, en partie, de la manipulation des groupes de gauche. Trop souvent, on nous a trompées et c'est pourquoi l'autonomie est nécessaire. EN LUTTE! reconnaît ce fait aujourd'hui. Bravo! Ça sera plus facile de travailler ensemble mais ça ne veut pas dire que vous ne devriez pas être impliqués dans des organisations comme la Coalition pour la JIF. Au contraire! Vous devriez être clairs sur ce que vous pouvez donner et quel leadership vous pouvez offrir.

Jane: Je suis un peu mêlée. D'un côté, j'apprécie les changements vraiment importants qui sont survenus dans votre organisation, et je ne parle pas seulement de ceux vis-à-vis le mouvement des femmes. C'est réconfortant de voir une organisation marxiste-léniniste s'ouvrir comme vous l'avez fait et procéder à des changements, parce qu'habituellement les organisations ne changent pas. Les organisations marxistes-léninistes en particulier ont souvent été considérées comme les organisations les plus dogmatiques et les plus fermées. C'est pourquoi ces changements font du bien, mais d'un autre côté, il me semble que "c'était dû depuis longtemps".

"A moins que le parti n'envisage avec sérieux la question du féminisme et de la libération des femmes... il ne fera que répéter ce qui existe dans la société capitaliste..."

Avec ce que j'ai connu du centralisme démocratique, j'ai toujours eu l'impression de parler à un mur de briques. J'avais l'impression que nous n'apprenions pas l'un de l'autre. Vous n'allez pas loin quand tout ce qu'un membre de votre organisation peut dire se limite à votre ligne actuelle.

Par contre nous reconnaissons qu'il est vraiment difficile de construire une organisation révolutionnaire. Vous essayez toujours d'éviter des erreurs de droite ou de gauche. Vous pouvez devenir plus populaire en virant à droite, mais vous ne le voulez pas, et c'est pourquoi vous tentez de vous protéger.

Vous avez essayé de briser avec l'économisme et de construire une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. Vous sentiez que vous deviez vous éloigner d'une multitude de groupes particuliers qui vous faisaient perdre vos buts à long terme. Mais vous vous êtes trop refermés sur vous-mêmes: vous avez développé un langage et une pratique protecteurs en eux-mêmes et qui vous fermaient aux gens.

C'est en partie toute la question du leadership, de quel type de leadership les ML peuvent offrir à l'heure actuelle. Mon expérience personnelle me montre que parfois je suis assez d'accord avec d'autres points de vue. Quand vous êtes communistes et que vous "comprenez" la base de l'oppression des femmes, il est très facile de juger trop vite les gens et les questions. Quand j'étais à Vancouver, je travaillais surtout auprès du mouvement marxiste-léniniste et quand je suis arrivée à Toronto, j'étais assez rigide dans ma façon de travailler. Quand j'ai commencé à comprendre que j'avais beaucoup à apprendre des femmes de IWDC, par exemple sur l'importance de la violence faite aux femmes, les choses se sont améliorées, bien que nous ayons eu des divergences.

Vous pouvez vous enfermer dans un cadre où vous considérez que vous devez fournir à tout prix un leadership, même si vous n'avez pas toutes les réponses. Certaines questions sont difficiles à résoudre et si vous n'êtes pas ouverts aux gens, vous ne faites pas avancer la lutte.

"Votre autocritique est honnête et c'est une bouffée d'air frais..."

Ann: Avec la position que vous adoptez maintenant, je pense que le mouvement des femmes a sûrement eu un impact sur EN LUTTE!. On devrait souligner qu'EN LUTTE! a beaucoup appris de IWDC!

Mary: Ça soulève toute la question du lien entre une organisation révolutionnaire et un mouvement de masse. Dans le passé, vous aviez tendance à élaborer "la ligne juste" en vase clos, et vous nous disiez "le parti rend les masses conscientes", etc.

La question à se poser est la suivante: quelle sorte de relation doit exister entre le mouvement des femmes et un parti? Sommes-nous sur un pied d'égalité, en apprenant l'un de l'autre, et en travaillant pour un but commun? Si le parti se considère comme l'avant-garde qui sait tout, pendant que les masses n'ont pas encore atteint un degré de conscience et d'éducation pour prendre les bonnes décisions, alors ça mène au genre de problèmes dont nous parlons aujourd'hui. **On en vient à se questionner, pas nécessairement sur le concept d'une organisation léniniste mais plutôt sur comment une telle organisation se lie aux masses.**

Jane: Plusieurs des changements que vous avez entrepris proviennent de votre expérience dans le mouvement des femmes. Vous ne pouvez plus rester en marge et être critiques. Vous avez travaillé dans la dernière Coalition de la JIF et vous avez vu en pratique quel effet aurait eu une position pourrie sur le féminisme. C'est un premier pas. Votre prochain pas doit être d'approfondir tant votre compréhension théorique de l'oppression des femmes dans la société que votre engagement pratique dans le mouvement des femmes.

Mary: Vous avez appuyé la JIF l'an dernier mais au dernier moment vous vous êtes retirés en prétextant votre manque de ressources! Si votre engagement dans des groupes comme la Coalition pour la JIF vous a permis de mieux comprendre l'oppression et la situation réelles des femmes, alors ce sera votre engagement continu et réel qui vous aidera dans l'avenir à développer votre compréhension de l'oppression des femmes.

Une analyse de la conjoncture qui porte à conséquence

De nombreux militants progressistes dans les groupes populaires et les syndicats au Québec sont à la recherche d'une alternative politique. L'histoire même de ces organisations, le développement de la crise, l'arrivée au pouvoir du PQ en 1976 et l'échec répété du projet nationaliste, tout cela a amené la gauche québécoise à se poser des quetions de plus en plus sérieuses.

C'est à partir de cette réalité politique qu'on peut voir se développer ces dernières années un courant politique encore en gestation et qui tente de formuler un projet socialiste et indépendantiste qui se démarque à la fois du PQ, de la social-démocratie et des organisations marxistes-léninistes. Ce courant ne s'est pas encore donné d'organisations propres. Mais on peut cependant le circonscrire autour du Centre de formation populaire (CFP),du réseau des politisés chrétiens, du secrétariat Québec-Amérique latine dont les positions indépendantistes et socialistes influencent de nombreux militants d'organisations populaires et du mouvement syndical ([1]).

Un livre publié dans la dernière année vient synthétiser plus clairement que jamais les questionnements et les points de vue de ce courant. Il s'agit de ***La conjoncture au Québec au début des années 80*** **([2]), un ouvrage populaire qui s'adresse largement aux militants progressistes. Ses auteurs, Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, sont d'ailleurs impliqués activement dans le mouvement populaire et syndical dans différentes régions du Québec.**

Plus que la simple critique d'un livre, il s'agit de rendre compte de certains des points de vue actuellement parmi les plus débattus dans les milieux progressistes et avant tout de comprendre le courant politique dans lequel s'inscrit cet ouvrage.

De la crise économique à la crise du marxisme

Ce n'est pas un hasard si **La conjoncture au Québec au début des années 80** paraît dans la conjoncture actuelle. Non seulement un tel ouvrage a-t-il sa place dans la présente situation politique et économique, mais il arrive aussi à un moment où les perspectives politiques traditionnelles offertes au mouvement ouvrier sont de plus en plus remises en question.

C'est une chose connue en effet que la crise économique qui affecte les pays capitalistes est en plein développement et que depuis quelques années les luttes populaires doivent affronter des conditions plus difficiles. Cette crise économique se double d'une offensive politique des Etats capitalistes contre les masses en remettant en question régulièrement certains des droits les plus fondamentaux qui avaient été gagnés de haute lutte durant les années 60 et 70. Or, il arrive que cette conjoncture de crise arrive à un moment où le point de vue révolutionnaire demeure minoritaire dans le mouvement ouvrier. A un moment où, en plus, l'enthousiasme qu'avaient suscité les luttes importantes des années 60 et 70 laisse souvent la place à la désillusion suscitée par les échecs qu'a connus la lutte pour le socialisme dans le monde. Tout cela entraîne présentement d'importantes remises en question.

Cette situation n'est d'ailleurs pas simplement québécoise; on la retrouve aussi dans de nombreux pays capitalistes avancés. En France, n'a-t-on pas vu d'anciens militants de la génération de Mai 68 perdre espoir dans les capacités révolutionnaires du prolétariat ([3])? Aux Etats-Unis, tout un mouvement marxiste existe à l'extérieur des organisations marxistes-léninistes; sa caractéristique, c'est aussi de se démarquer de la social-démocratie, du révisionnisme chinois et soviétique ainsi que du dogmatisme des organisations existantes ([4]).

Au Canada anglais, le Socialist Organizing Committee (SOC) a entrepris dans son journal de faire le point sur la situation de la gauche marquée selon eux par la stérilité du Parti communiste canadien (PCC) et le dogmatisme des organisations marxistes-léninistes ([5]). Finalement, presque toutes les organisations de la gauche au Canada ont connu des scissions, comme la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) et le PCC. Ce qu'on a appelé "la crise du marxisme" apparaît donc aujourd'hui dans toute sa profondeur.

Ce long développement n'est pas inutile. Il permet de situer dans quel contexte apparaît **La conjoncture au Québec...**, un contexte marqué par de nombreuses remises en question dans à peu près toutes les organisations de la gauche et la naissance de nouveaux courants politiques, en quelque sorte d'une nouvelle gauche.

Au Québec, plus concrètement, **La conjoncture au Québec...** paraît à un moment où tout ce que nous venons de dire s'accompagne de la désillusion croissante de nombreux militants nationalistes face au projet péquiste, dont la défaite au référendum n'était finalement que le point d'arrivée. Le projet social-démocrate du PQ en a aussi pris pour son rhume avec les négociations du secteur public. Cela ne fait que renforcer le vide politique qu'identifient les auteurs de cet ouvrage entre un parti au pouvoir auquel on est de moins en moins disposé à donner un appui critique et une gauche qui, selon les auteurs, n'aurait pas répondu aux questions de nombreux militants. Cela ne fait que renforcer aussi la démarcation qui est en train de s'opérer à l'égard du PQ et de certaines thèses du projet social-démocrate au sein de ce courant politique.

---

1. Le CFP est un centre de formation qui donne des cours dans de nombreux syndicats et organisations populaires. Loin d'être seulement une organisation de services, il a aussi été amené à développer des positions politiques précises, à titre de documents de travail ou de formation, sur de nombreuses questions que l'on peut consulter dans les cahiers de formation du CFP.
Le Secrétariat Québec-Amérique latine, comme le CFP, a pris position sur plusieurs questions politiques et défend donc une ligne bien précise dans la gauche québécoise.
Dans cette énumération, on pourrait ajouter certaines revues comme ***Le temps fou*** **et** ***Les cahiers du socialisme*** **qui défendent généralement avec des nuances différentes les points de vue du courant "indépendance et socialisme".**

2. Marielle Désy, Max Ferland, Benoît Lévesque, Yves Vaillancourt, ***La conjoncture au Québec au début des années 80*****, Edition La librairie socialiste de l'Est du Québec, Rimouski, mars 1980, 200 pages.**

3. Voir à ce propos le dernier livre d'André Gorz, ***Adieux au prolétariat*****, Galilée, Paris, 1980.**

4. On peut consulter à ce sujet la revue ***Theoretical Review*****, publiée à Tucson, Arizona par le Tucson Marxist-Leninist Collective.**

5. Voir à ce propos les numéros de juillet/août et septembre/octobre du journal ***Leftwords*** **publié à Vancouver par le Socialist Organizing Committee.**

Des démarcations significatives

Ce qui est significatif en effet avec la parution de **La conjoncture au Québec...**, c'est qu'il reflète une radicalisation de la démarcation au sein du mouvement "socialisme et indépendance" à l'égard du PQ et de certaines formes du projet réformiste.

Pour les auteurs de ce livre, le PQ est un parti dominé par les intérêts de la bourgeoisie, même si le PQ reste traversé par de nombreuses contradictions, entre autres à cause de sa composition de classe largement petite-bourgeoise. Il vaut la peine de noter cette prise de position, même si elle n'est pas nouvelle, à cause entre autres du très grand nombre d'analyses qui pullulent dans le mouvement ouvrier et populaire sur le caractère petit-bourgeois des intérêts défendus par le PQ. Il est intéressant de noter cependant que les auteurs expriment leur point de vue en disant que le PQ "est un parti pluri-classiste dans lequel l'hégémonie appartient à la bourgeoisie, mais dans lequel également la petite bourgeoisie assume un rôle actif" (6). Cela permet de mieux comprendre les contradictions qui ont jalonné l'histoire du PQ depuis la dissolution du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et qui ont opposé régulièrement la direction du parti à une bonne partie de son membership sur plusieurs questions de programme.

Enfin, **La conjoncture au Québec...** rend compte correctement de la contradiction apparente qui existe entre d'une part le soutien de la bourgeoisie aux mesures économiques et politiques du PQ et d'autre part son silence ou son opposition ouverte à l'égard du projet de souveraineté-association. Comme le disent les auteurs, ce n'est pas parce que le Conseil des hommes d'affaires québécois (CHAQ) et la Chambre de commerce de Granby se sont dissociés de la position de la Chambre de commerce du Québec de militer pour le NON qu'on peut conclure au soutien des milieux d'affaires au projet souverainiste. La campagne référendaire a bien illustré cette situation. Cela n'enlève rien à la nature de classe du PQ. Cela souligne cependant une contradiction dont il faut tenir compte.

Il est loin d'être évident par contre que cette attitude des milieux financiers s'explique simplement comme le disent les auteurs par la peur "d'être débordé par les aspirations des couches populaires et du mouvement ouvrier québécois qu'elle (la direction du PQ — NDLR) prétend maintenir intégrées" (7). Il est en effet difficile de comprendre cette attitude des bourgeois du Québec autrement que sur la base d'une analyse plus globale des contradictions de la bourgeoisie canadienne, sans tenir compte, malgré les velléités autonomistes, de leur intérêt à la préservation du marché canadien et de leurs visées au-delà des frontières du Québec.

On aura une idée plus claire des démarcations qui sont en train de s'opérer si on sait qu'en plus l'ouvrage adresse des critiques importantes au projet social-démocrate contenu dans l'**Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant** rédigé par Y. Charbonneau, L. Dagenais, J. Dofny, A. Dubuc, G.R. Laliberté et M. Pépin. En quelques pages, on retrouve un certain nombre de critiques auxquelles Pépin, Charbonneau et Cie auraient intérêt à répondre publiquement. Ces questions tournent autour du refus de Pépin, Charbonneau... de poser les questions en terme d'analyse de classe, de leur conception ambiguë du rôle de l'Etat, leur perspective d'une évolution graduelle vers le socialisme qui a aussi un fort accent électoraliste, et enfin l'absence de critique du NPD.

Toutes ces critiques adressées au projet du PQ et à celui de Pépin et Charbonneau illustrent comment au sein du courant "socialisme et indépendance" les démarcations se sont approfondies. Il reste cependant à voir si cette analyse servira véritablement à transformer les choses et à faire avancer la situation du mouvement ouvrier et populaire.

La conjoncture au Québec au début des années 80, **un ouvrage populaire adressé aux militants progressistes, vient synthétiser plus clairement que jamais certains des points de vue et des questionnements du courant "socialisme et indépendance".**
Disponible aux librairies l'Etincelle, prix: $5.50

La conjoncture au Québec au début des années '80



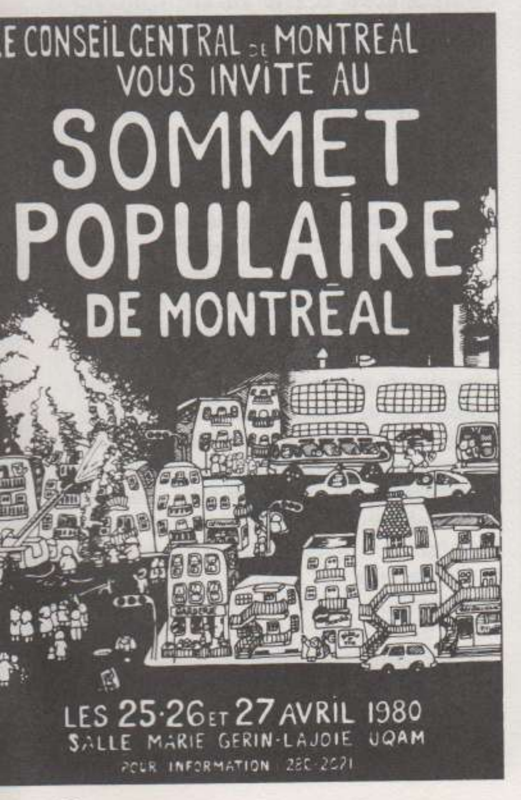
6. *La conjoncture...*, ouvr. cité, p. 77
7. Idem, p. 92

Une analyse de la conjoncture à remettre sur ses pieds

Nous avons dit que **La conjoncture au Québec...** n'apparaissait pas à n'importe quel moment. Ce moment en est un aussi où plusieurs groupes populaires québécois qui ont suscité des mobilisations importantes dans les années passées rencontrent aujourd'hui des problèmes de mobilisation. C'est le cas entre autres des organisations vouées à la défense des droits des assistés sociaux et des groupes actifs sur la question du logement. C'est d'ailleurs un acquis majeur de cet ouvrage que de poser ouvertement ce problème et d'ouvrir le débat sur les causes de cette situation.

Selon l'ouvrage, cette démobilisation est attribuable à de nombreux facteurs: la conjoncture économique, l'offensive de l'Etat, le PQ, les tentatives de prise de contrôle de la part des marxistes-léninistes. Ils affirment de plus que "la crise que les groupes populaires traversent entre 1975 et 78, ne saurait être réduite à une soi-disant infiltration ou à une simple récupération" ([8]).

Une première tentative de regroupement des organisations populaires et du mouvement syndical québécois: le sommet populaire tenu en avril 80 à l'initiative du Conseil central de Montréal.



Malheureusement, il faut se rendre à l'évidence que cette bonne volonté de ne pas simplifier l'analyse des problèmes se trouve démentie dès que les auteurs analysent chacun des problèmes particuliers du mouvement ouvrier et populaire.

On apprend par exemple que l'influence des marxistes-léninistes "provient surtout de ce que le courant ML a su, dans les années 75-76, imposer la liquidation ou l'inféodation de toute une série d'instruments de lutte idéologique de la gauche du mouvement ouvrier et populaire (journaux, revues, etc.) et, par la suite se tailler une sorte de monopole idéologique" ([9]).

On constate aussi que l'anarch-syndicalisme et le populisme, bref la "méfiance de tout ce qui est politique" ([10]), l'isolement et le localisme qui en résultent seraient surtout dues à l'expérience négative avec les groupes politiques marxistes-léninistes. Ainsi, "l'anarcho-syndicalisme et le populisme constituent souvent un moyen de légitime défense" ([11]), parce que "le militantisme est devenu une préoccupation ingrate à porter dans la conjoncture actuelle" ([12]).

Même à la Centrale des enseignants du Québec (CEQ), "l'interaction entre le développement des groupes politiques et la gauche syndicale alimenta un certain nombre de problèmes et de divisions qui avaient pour effet de bloquer l'élan de la gauche syndicale" ([13]).

En conclusion, "le questionnement politique tel qu'introduit par les militants ML dans les groupes populaires a amplifié la crise de ces groupes quand elle ne l'a pas tout simplement provoquée" ([14]).

Pour le moins, ici, on ne s'embarrasse pas de nuances. Car, ce qui se dégage finalement, c'est que le sabotage des marxistes-léninistes, les débats qu'ils ont provoqués, leur sectarisme, etc. ont été au moins aussi importants dans la démobilisation des organisations de masse que l'intervention de l'Etat, le rôle du PQ ou n'importe quel autre facteur.

C'est pour le moins une façon idéaliste d'analyser les choses. Nous n'avons pas l'intention ici de nier le sectarisme qui a pu caractériser en particulier l'action d'EN LUTTE!. Nous ne nous attarderons pas non plus sur les nombreux exemples de "prise de contrôle" ou de "remorquage" qui sont presque tous le résultat de l'action du Parti communiste ouvrier (PCO) et non pas des "ML" en général. Nous reconnaîtrons aussi facilement comme le disent les auteurs que les groupes qui ont rallié (volontairement!) EN LUTTE! à cette époque ont rompu avec de nombreux acquis qui avaient caractérisé leur travail auparavant. Nous avons cependant l'intention de remettre certaines choses à leur place.

Comment peut-on affirmer sans broncher que le mouvement marxiste-léniniste exerce au Québec le "monopole idéologique" sur tout ce qui se dit à gauche? Comment affirmer une telle chose dans un contexte où ce qui s'impose dans les syndicats québécois presque sans exception, ce ne sont pas les idées marxistes-léninistes, mais celles de la social-démocratie ou du PQ? Comment peut-on parler du populisme comme d'une réaction à l'intervention des communistes, alors que le courant populiste est actif dans le mouvement ouvrier et populaire au moins depuis les années 60, une époque où les organisations marxistes-léninistes n'existaient tout simplement pas? Comment finalement accorder plus de place, ou la même place, au rôle des communistes qu'à celui de l'Etat, sinon parce que les auteurs ont une vision complètement idéaliste de la situation du mouvement ouvrier et populaire québécois.

Faut-il en effet rappeler que nous ne vivons pas dans une société dominée par l'hégémonisme ML, mais par la bourgeoisie et ses multiples courants politiques. Et il convient de bien comprendre les conséquences de cela sur le mouvement ouvrier et populaire dans lequel les communistes ne jouent encore qu'un rôle marginal. Ces conséquences, ce sont entre autres le développement considérable de l'intervention de l'Etat sur de nombreuses questions autrefois réservées aux groupes populaires (CLSC, cliniques juridiques, garderies, etc.). Ce sont les tentatives souvent victorieuses de l'Etat d'encadrer les organisations ouvrières et populaires grâce, par exemple, à des organismes comme Centraide qui lui permettent de remettre régulièrement en question la survie de ces mêmes organisations. Sans examiner d'abord la question de ce point de vue, on ne comprendra rien aux problèmes des organisations populaires qui ne sont pas seulement des problèmes idéologiques, mais aussi de pain et de beurre.

Il ne faudrait pas non plus oublier les caractéristiques particulières du gouvernement qui est au pouvoir au Québec depuis maintenant 4 ans, et qui

8. Idem, p. 163
9. Idem, p. 102
10. Idem, p. 110
11. Idem, p. 111
12. Idem, p. 112
13. Idem, p. 132
14. Idem, p. 168



Lorsque vient le temps d'analyser les problèmes que rencontrent les organisations de masse et le mouvement syndical, il ne faudrait pas oublier quels sont les courants politiques dominants actuellement. Ci-haut: photo des bureaux de la FTQ à Montréal lors de la campagne référendaire.

ont une toute autre importance que l'influence des communistes. Les auteurs ont parfaitement bien analysé les caractéristiques particulières du PQ. Ils ont cependant négligé d'en comprendre toutes les conséquences sur le mouvement de résistance. Ils ont négligé la portée réelle des illusions véhiculées par ce parti sur les éléments progressistes, la portée des petites concessions que le PQ a bien fait attention de concéder justement pour empêcher la mobilisation des masses dans des domaines comme la santé-sécurité, la langue de travail, les garderies, le troisième âge, etc. Par exemple, le ministre Lazure a su éviter de fermer massivement et d'un seul coup des centaines de lits dans les hôpitaux comme l'avaient fait ses prédécesseurs libéraux aux Affaires sociales. Il agit progressivement, en de nombreux endroits, pour finalement arriver aux mêmes résultats. Dans le domaine du logement, on n'a pas assisté aux destructions massives de logements qu'on avait connues à Québec et à Montréal au début des années 70. Les conditions de logement pour les masses populaires restent cependant aussi graves qu'avant. On pourrait remplir des pages et des pages de ce type d'exemples qui ont tous pour conséquence de rendre la lutte des organisations populaires plus difficile.

Finalement, il ne faudrait pas oublier non plus l'influence du nationalisme, pas seulement à la FTQ mais en général, qui continue à jouer un rôle considérable afin de désamorcer les luttes au profit du "pays à bâtir" et du "serrez-vous la ceinture". L'arrivée au pouvoir du PQ a permis de constater que pour certains la lutte contre l'Etat, ça ne valait que quand le Parti libéral était au pouvoir. C'est le même rôle que jouent les idées social-démocrates à un autre niveau, mais cette fois au profit de la voie électorale prônée par exemple par le Regroupement des citoyens de Montréal (RCM) et le Rassemblement populaire à Québec.

Tout cela, ce ne sont pas des stéréotypes ML ou des choses abstraites. Ce sont des problèmes concrets qui n'ont cessé de se poser aux organisations syndicales et populaires et qui s'y posent encore. Ce sont des problèmes drôlement plus importants que les courses à la chefferie du PCO ou le sectarisme d'EN LUTTE! qui n'ont pas la capacité de mobiliser ou de démobiliser le mouvement de résistance à leur gré.

C'est de ce point de vue qu'il faudra examiner les problèmes de mobilisation et d'orientation qui se posent actuellement dans le mouvement populaire. C'est dans ce cadre qu'on pourra mettre à leur place les tentatives de prise de contrôle qui ont généralement caractérisé l'action du PCO dans ces organisations ([15]) ainsi que le sectarisme ou l'attentisme qui ont parfois caractérisé l'action d'EN LUTTE!. Et là aussi, nous croyons qu'il vaudrait la peine de faire des distinctions en prenant conscience que l'expression "ML" recouvre des positions et des pratiques souvent totalement opposées et contradictoires.

Des questions à résoudre

Il faudra cependant répondre aux questions qu'a posées **La conjoncture au Québec...** Il faudra entre autres mieux comprendre les enjeux du débat qui s'ouvre actuellement dans les organisations populaires québécoises et qui a donné lieu il y a quelques mois à un sommet populaire tenu à l'initiative du Conseil central de la CSN à Montréal. Il faudra en particulier mieux cerner les causes des difficultés rencontrées par les organisations populaires. Parmi ces questions, le débat sur le rôle des organisations populaires en tant qu'organisations de services ou organisations de lutte devra être approfondi en prenant conscience que face aux attaques de l'Etat qui se font de plus en plus subtiles, les organisations populaires ne peuvent se passer de la lutte et d'une unité plus grande que par le passé. Il faudra entre autres mieux comprendre comment le fractionnement actuel de nombreux fronts de lutte n'est certainement pas étranger aux problèmes de mobilisation que vivent ces organisations. Finalement, ce débat, il faudra le mener en apprenant à considérer les communistes comme autre chose que des marsiens venus de l'extérieur, mais comme des militants qui sont bel et bien partie prenante du débat qui s'engage.

La conjoncture au Québec... offre une analyse des problèmes sans pour autant proposer de solutions précises. On peut cependant prévoir que d'analyses différentes de la conjoncture découleront nécessairement des tactiques différentes. Une analyse qui identifie l'Etat comme la source principale des problèmes des organisations de masse devra mettre nécessairement l'accent sur l'unité des organisations populaires et syndicales. Une analyse qui, par contre, met les marxistes-léninistes sur le même pied que l'Etat, risque quant à elle de dégénérer dans des formes moins subtiles d'anticommunisme et pire, de ne pas être un facteur d'unité

---

15. Notons en passant qu'il n'y a pas que le PCO qui divise les organisations populaires; Yves Vaillancourt a récemment lui-même dénoncé le rôle des militants politisés chrétiens dans la scission qui est survenue à l'Association de défense des droits sociaux cette année.

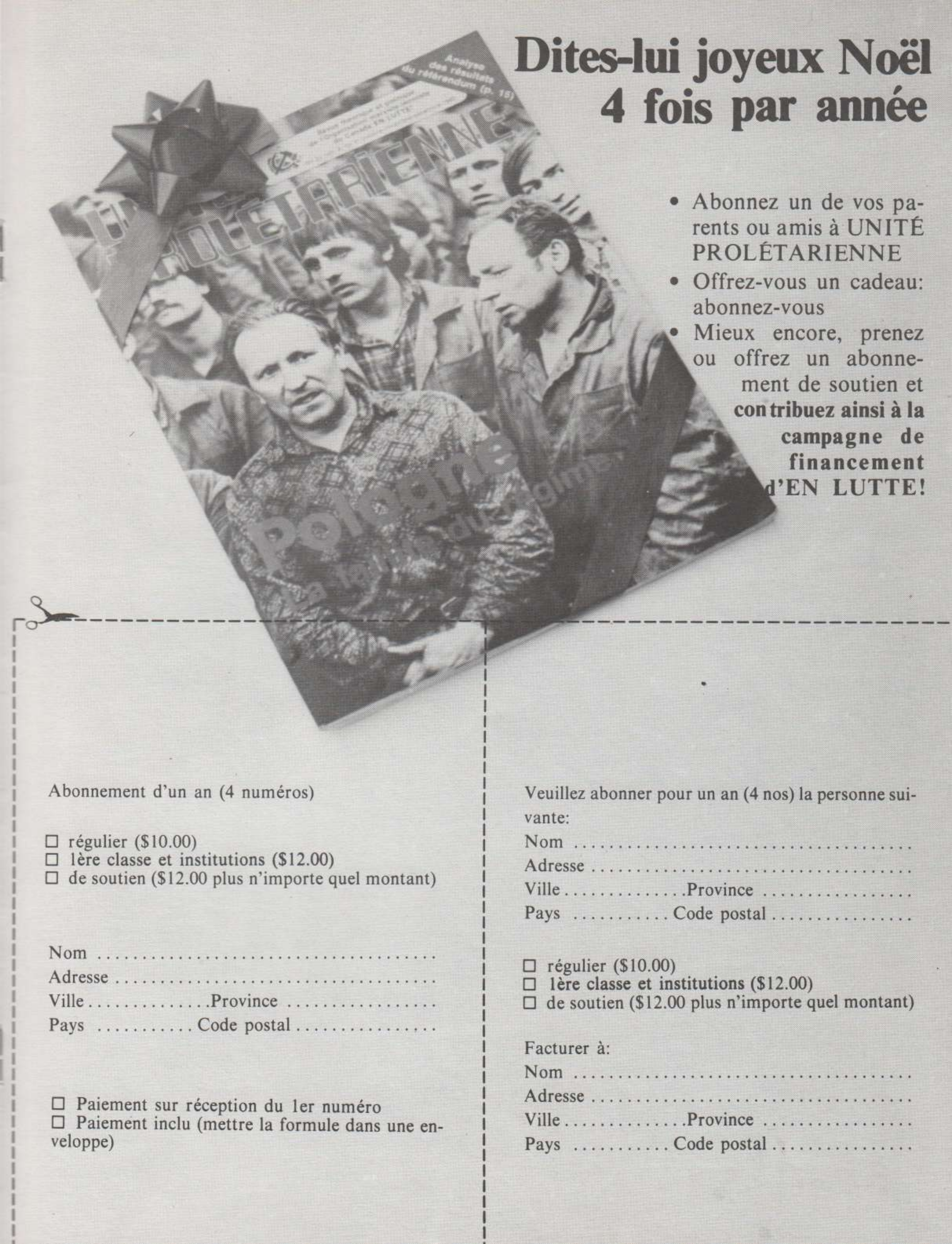
mais de division. Elle risque, tout en prétendant combattre la social-démocratie, de devoir faire front commun avec elle, une porte que les auteurs ont malheureusement laissé entrouverte quand ils acceptent de "donner la chance au coureur" ([16]) en parlant du projet de Pépin et Charbonneau qu'ils qualifient eux-mêmes de social-démocrate. Elle risque, tout en dénonçant le PQ, de devoir se ranger à l'occasion derrière lui, une autre porte que **La conjoncture au Québec...** laisse entrouverte quand on y lit, à l'encontre de tout ce qui a fort bien été démontré que "le projet de souveraineté-association **de la direction** du PQ représente une brèche dans le système institutionnel capitaliste canadien" ([17]).

Les militants de la gauche au Québec doivent analyser dans tous ses aspects la conjoncture actuelle du mouvement de résistance. Ils doivent cependant le faire tout en étant conscient des enjeux politiques et de la nécessité absolue de renforcer aujourd'hui ce mouvement et non de l'affaiblir.

16. *La conjoncture...*, ouvr. cité, p. 108
17. Idem, p. 149, c'est nous qui soulignons.



Depuis les luttes importantes du début des années 70, les organisations populaires rencontrent des problèmes nouveaux. Ces problèmes ne sont pas étrangers au fractionnement qui marque encore le mouvement populaire. Ci haut: occupation des logements de la rue St-Norbert à Montréal.


Analyse des résultats du référendum (p. 15)
PROLÉTARIENNE
Pologne
Dites-lui joyeux Noël 4 fois par année
• Abonnez un de vos parents ou amis à UNITÉ PROLÉTARIENNE
• Offrez-vous un cadeau: abonnez-vous
• Mieux encore, prenez ou offrez un abonnement de soutien et contribuez ainsi à la campagne de financement d'EN LUTTE!
Abonnement d'un an (4 numéros)
☐ régulier ($10.00)
☐ lère classe et institutions ($12.00)
☐ de soutien ($12.00 plus n'importe quel montant)
Nom ....
Adresse ....
Ville ....Province ....
Pays ....Code postal ....
☐ Paiement sur réception du 1er numéro
☐ Paiement inclu (mettre la formule dans une enveloppe)
Veuillez abonner pour un an (4 nos) la personne suivante:
Nom ....
Adresse ....
Ville ....Province ....
Pays ....Code postal ....
☐ régulier ($10.00)
☐ lère classe et institutions ($12.00)
☐ de soutien ($12.00 plus n'importe quel montant)
Facturer à:
Nom ....
Adresse ....
Ville ....Province ....
Pays ....Code postal ....

Correspondances-réponse d'affaires

Se poste sans timbre au Canada

Le port sera payé par





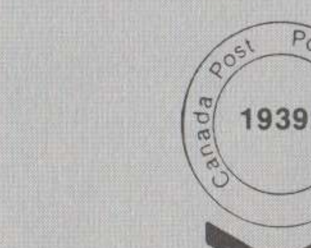
UNITÉ PROLÉTARIENNE

A/S Distribution 1er mai,
1407 Iberville, Montréal, Québec.
H2K 9Z9

Correspondances-réponse d'affaires

Se poste sans timbre au Canada

Le port sera payé par





UNITÉ PROLÉTARIENNE

A/S Distribution 1er mai,
1407 Iberville, Montréal, Québec.
H2K 9Z9

Harry Magdoff répond à nos questions

Le capitalisme dans les pays sous-développés

En octobre dernier se tenait à Montréal un colloque international sur *Le tiers-monde dans la division internationale du travail.* Lors de ce colloque, Harry Magdoff, un économiste marxiste américain de renommée internationale acceptait de nous accorder cette entrevue. Harry Magdoff est actuellement membre du bureau éditorial de la revue américaine *Monthly Review* et il a exercé une influence très importante sur de nombreux progressistes par ses analyses sur l'impérialisme, la domination américaine dans le monde, le système monétaire et financier international, etc. Son ouvrage le plus connu et qui a fait époque, demeure *L'âge de l'impérialisme*, qui tente de confirmer les thèses de Lénine sur la base d'une analyse concrète de l'impérialisme à la fin des années 60.

Nous avons interviewé Harry Magdoff sur certaines des questions les plus brûlantes soulevées lors du colloque. Il s'agit en particulier des formes actuelles que prend le développement du capitalisme dans les pays sous-développés, de la nature des classes qui y sont au pouvoir, du développement actuel des rivalités interimpérialistes. Il est en effet important de mieux comprendre certains phénomènes récents dans les pays sous-développés, par exemple le développement de l'industrialisation dans certains de ces pays (Brésil, Philippines, Taïwan, etc.) mais qui, selon Harry Magdoff, reste encore limité à quelques pays et est généralement orienté vers le marché intérieur et non vers l'exportation. Cette question est directement liée à la persistance ou non dans ces pays de modes de production précapitalistes, féodaux par exemple. Lors du colloque, la majorité des intervenants ont souligné la pénétration croissante du capitalisme dans les pays sous-développés qui, soit élimine ou se soumet les modes de production antérieurs. Etrangement, ce phénomène semble s'accompagner d'une dépendance accrue de l'impérialisme, comme en témoigne l'accroissement énorme de la dette extérieure de ces pays.

L'entrevue qui suit ne fournit pas une réponse claire à toutes ces questions. Elle a cependant l'avantage d'illustrer comment les classes dirigeantes de ces pays sont inévitablement intégrées dans les rapports impérialistes internationaux. Harry Magdoff a aussi l'avantage d'examiner ces questions d'un point de vue historique sans sauter trop rapidement aux conclusions. Nous espérons que les extraits que nous publions de cette entrevue serviront à alimenter un débat qu'il est impérieux de mettre à l'ordre du jour à cause même de ses conséquences sur la stratégie révolutionnaire du prolétariat et des masses populaires de ces pays.

Unité prolétarienne: Nous aimerions que vous nous parliez un peu du mode de production dans les pays du Tiers-Monde. Estimez-vous que le mode de production capitaliste est en développement partout dans le monde et particulièrement dans le Tiers-Monde?

Magdoff: Il s'agit là d'un sujet épineux. Je suis d'avis que la plupart des débats sur le mode de production relèvent d'exercices académiques. Le Tiers-Monde a été introduit au capitalisme d'une façon ou d'une autre par les principales métropoles du pouvoir capitaliste, bien que cela ait pu varier d'une région à l'autre. Ces pays fonctionnent pour **servir** le système capitaliste, que ce soit de gré ou de force. Plus souvent qu'autrement, ils y sont forcés. Ils font partie du mode de production capitaliste, ils font partie du système capitaliste mondial.

On peut analyser une région particulière, un pays particulier et voir que ses habitants paient leurs impôts en travail plutôt qu'en nature et donc affirmer qu'il ne s'agit pas d'un mode de production capitaliste. Dans un autre pays, on peut constater que les gens travaillent pour un salaire et affirmer que c'est le capitalisme, et que s'ils ne travaillent pas pour un salaire, ce n'est pas le capitalisme. Mais je crois que cette façon de raisonner transforme le marxisme, ou l'analyse marxiste, en exercice académique, ce qu'on peut trouver de pire en sociologie par exemple. C'est mon opinion, et je sais que la plupart, ou du moins beaucoup des essais marxistes aujourd'hui ne partagent pas mon point de vue.

Harry Magdoff

THE AGE OF IMPERIALISM

The Economics of U.S. Foreign Policy

MR

Modern Reader Paperbacks
New York and London

Dans son livre L'âge de l'impérialisme, **Harry Magdoff tente d'analyser, à partir des enseignements de Lénine, les développements de l'impérialisme en particulier depuis la Deuxième Guerre mondiale.**

Je disais donc que ces pays ont été marqués par le capitalisme ou intégrés au capitalisme d'une façon ou d'une autre. C'est en fait ce que l'expérience du colonialisme, de l'expansion de l'Europe occidentale à travers le globe nous montre. Quand l'esclavage existait aux Etats-Unis, ça faisait partie du système capitaliste, à une époque où ce système se servait de l'esclavage. Vous pouvez avoir de grands propriétaires fonciers et des relations de pouvoir semblables aux relations féodales, mais c'est quand même un système appuyé par le capitalisme mondial, un système dont le capitalisme se sert. Et c'est, d'après moi, ce qui est important. Mais, analyser si ceci ou cela est le mode de production capitaliste, ce n'est, quant à moi, qu'un futile exercice académique. Est-ce clair?

Unité prolétarienne: Si vous regardez la liste des grands monopoles de par le monde publiée par la revue Fortune, en particulier ceux qui sont à l'extérieur des Etats-Unis, on en retrouve dix en Corée du Sud, sept au Brésil et trois au Mexique. Ça se mesure assez bien, par exemple les dix que compte l'Italie et les neuf de la Belgique. Ces grands monopoles ou multinationales se développent dans les pays du Tiers-Monde. Comment expliquez-vous ce phénomène? S'agit-il simplement de l'expansion des principales puissances impérialistes? S'agit-il simplement, dans ces pays par exemple, de l'expansion de General Motors au Brésil, ou bien assistons-nous dans ces pays à l'émergence d'une bourgeoisie monopoliste autonome?

Magdoff: Cette question a deux volets. Je crois que ce phénomène est lié à l'expansion du capitalisme et qu'il se manifeste dès le tout début. Naturellement, dans ces pays le système capitaliste lui-même n'est pas très développé. On y retrouve donc plusieurs formes d'expansion. Une de ces formes, typique de la Deuxième Guerre mondiale et de la décolonisation qui suivit est la croissance des corporations multinationales qui pénètrent dans ces pays pour profiter du marché local. Par marché local, j'entends un secteur de la population de ces pays, environ 15% à 20%, les gens riches qui ont acquis leur puissance par leurs propriétés foncières ou parce qu'ils sont des marchands ou qu'ils possèdent leurs propres entreprises dans les activités productives du pays. Et vous avez aussi les employés gouvernementaux, la classe moyenne supérieure qui représente un marché de luxe. Ce sont ces marchés de luxe que les multinationales cherchent à exploiter.

Les multinationales s'emparent des industries les plus importantes dans un pays donné et deviennent, spécialement dans le Tiers-Monde, le facteur dominant des industries les plus profitables, celles qui sont le plus monopolisées. Elles attirent ainsi à elles les principales sections de la bourgeoisie locale en les impliquant d'une façon ou d'une autre, soit directement comme employés, gérants, etc, soit comme distributeurs ou par le biais du système bancaire. Et ainsi de plus en plus, un plus grand pourcentage de la bourgeoisie locale, même si elle n'est pas compradore, bénéficie d'une façon ou de l'autre des multinationales. Et, par multinationales, je ne réfère pas uniquement à l'industrie mais également aux banques multinationales qui sont extrêmement importantes dans ces régions, parfois plus importantes que l'industrie en termes d'influence et de contrôle sur la direction de l'économie.

A mon point de vue, même s'il y a une bourgeoisie locale, cette bourgeoisie tisse des liens très intimes avec les multinationales. Mais comme il s'agit ici de généralisations, vous pouvez toujours en découvrir 1%, disons quelqu'un qui fabrique des allumettes, par exemple, qui soit complètement indépendant, si on peut dire. Mais ce groupe ou cette classe n'a alors aucune importance significative. Même ceux qui, par exemple, dans ces pays fabriquent des substituts aux importations, doivent importer des biens du monde occidental, de la machinerie occidentale, et ils se retrouvent de ce fait liés. (...)



Harry Magdoff, éditeur de MONTHLY REVIEW, lors de l'entrevue qu'il nous accordait en octobre dernier à Montréal.

Unité prolétarienne: Dans ce contexte, qu'en est-il alors de la distinction entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie compradore?

Magdoff: Je considère que c'est une fausse distinction, une distinction très difficile à établir, particulièrement si on tient compte de la croissance sans pareille des multinationales et des banques multinationales — et j'ajouterais, de l'expansion de la diffusion et de l'utilisation des films et des émissions de télévision américaines. Par exemple, vous vous rendez dans un pays du Tiers-Monde, vous allumez la télévision et pof! Voilà Kojak à l'écran. En plus, vous avez la publicité, toute la culture occidentale, et le système bancaire qui se retrouvent de plus en plus sous le contrôle des banques occidentales. Cela s'ajoute à la croissance des multinationales. C'est pourquoi je pense, malgré qu'il puisse y avoir toujours des exceptions, que la distinction entre la bourgeoisie nationale et compradore devient de plus en plus vague, diffuse. Bien qu'il y ait certains groupes de capitalistes locaux qui sont complètement compradores, au sens où ils sont directement liés aux entreprises impérialistes, même ceux qui pourraient être considérés comme constituant la bourgeoisie nationale sont très impliqués dans le système impérialiste dans son ensemble, particulièrement à l'heure actuelle où l'accent est mis sur le développement des exportations. Même les bourgeoisies locales, dans la mesure où elles essaient de s'engager dans les exportations, doivent, et c'est très clair, s'impliquer dans le système bancaire international et faire affaire avec les multinationales qui contrôlent les différents canaux liés au commerce d'exportations.

Unité prolétarienne: Cette relation dont vous parlez relève-t-elle seulement de la domination, ou bien pouvons-nous avoir dans certains cas, une relation basée sur des alliances comme ça arrive parfois entre les classes bourgeoises à cette époque de l'impérialisme? Peut-elle aussi donner naissance à une concurrence qui soit très forte? Ces pays ont-ils une bourgeoisie monopoliste nationale, qui à l'instar de la bourgeoisie canadienne, est étroitement liée aux autres bourgeoisies impérialistes? En d'autres mots, ces pays sont-ils en train de devenir impérialistes?

Magdoff: Si vous me posiez cette question au sujet de Taiwan, j'admets que j'aurais des difficultés à vous répondre. Mais pour le Brésil et la Corée du Sud, il est vrai que des groupes bourgeois très forts se développent. Notamment au Brésil, vous avez une classe capitaliste et une classe bancaire, une classe financière qui a acquis beaucoup d'influence et qui brûle d'envie de devenir à son tour monopoliste et impérialiste.

En Amérique latine par exemple, certaines compagnies, pas à proprement parler des multinationales, s'étendent du Brésil vers d'autres pays où elles possèdent des industries, des succursales. Mais il faut réaliser que ce genre de développement a engendré au Brésil une augmentation énorme de la dette publique, des dettes et des emprunts contractés à l'étranger, des dettes extérieures, tant privées que publiques. Et dans cette mesure, ces compagnies deviennent davantage dépendantes du système impérialiste dans

son ensemble. Cette dépendance, tant en ce qui a trait à la technologie qu'à l'influence exercée par les grandes banques, est telle que, lorsque la crise ou les difficultés se déclarent ou s'aiguisent, elles n'ont alors qu'une sortie de secours, celle de se soumettre ou de rechercher les faveurs du capital international. Et c'est la même chose en ce qui concerne la Corée du Sud.

Si je voyais qu'au niveau intérieur, il se développe un marché de masse, s'il y avait élimination du chômage, une révolution dans le domaine de l'agriculture, une utilisation des fermiers sans terre, un développement qui encouragerait la croissance d'un marché interne alors là je me demanderais vraiment si ces pays ne sont pas en train de se développer et de devenir impérialistes. Mais étant donnée la façon dont ils ont fonctionné jusqu'à présent, c'est-à-dire devenir une puissance capitaliste plus forte en exploitant davantage la classe ouvrière et en créant un chômage massif et le sous-emploi dans la paysannerie, et compte tenu qu'ils ne peuvent satisfaire les besoins alimentaires de la paysannerie parce qu'ils ont développé l'agriculture commerciale aux fins d'exportation en vue de payer leurs dettes, je dirais qu'on peut considérer tout au plus le Brésil comme un sous-impérialisme sous le giron des Etats-Unis auxquels sont subordonnés d'une façon ou de l'autre les secteurs économique, financier et militaire. Quand je parle de subordonné, je ne coupe pas les choses au couteau; ça ne veut pas dire que quelqu'un téléphone de la Maison Blanche pour dire "Voilà ce que vous devez faire". Bien sûr il y a des tensions et de la concurrence de la part des Japonais, des Allemands. Au Brésil même, certaines couches de la bourgeoisie veulent manipuler la concurrence en vue de profiter d'un impérialisme, en vue d'avoir de meilleures conditions avec un impérialisme aux dépens d'un autre impérialisme. Mais essentiellement, c'est le même phénomène: ils sont toujours liés au système impérialiste. C'est clairement de la dépendance où la dépendance technologique joue un rôle particulièrement important.

Unité prolétarienne: Que pensez-vous du développement des rivalités entre les pays capitalistes avancés? Comment ces rivalités s'expriment-elles et se développent-elles dans le contexte actuel?

Magdoff: (...) Pendant longtemps, le système a fonctionné sous l'hégémonie des Etats-Unis alors que le dollar américain était aussi solide que l'or et que les USA avaient la liberté complète d'opérer financièrement et au niveau international à cause même de la solidité du dollar. Donc ils pouvaient continuer d'imprimer des dollars pour tout payer, afin de payer pour des bases militaires autour du globe, pour l'aide économique, pour l'expansion des multinationales, etc. Tout ça s'est effectué en imprimant de plus en plus de dollars américains et à cause du système international qui s'est développé après la Seconde Guerre mondiale. Les accords de Bretton Woods, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, les accords du GATT à Paris ont tous été des institutions internationales qui ont libéralisé le commerce au niveau international et qui ont créé une base, une base institutionnelle, pour une expansion sans précédent du commerce mondial dans lequel se sont alignés, si vous voulez, les alliés des Etats-Unis, c'est-à-dire les principales puissances capitalistes, en concurrence avec l'Union Soviétique. Elles en ont bénéficié énormément et leur redressement a résulté de l'ensemble des opérations américaines, non seulement des prêts effectués dans le cadre du Plan Marshall.

Mais c'est la guerre de Corée qui a marqué le début de l'expansion importante de l'Allemagne et du Japon. Cette expansion a débuté avec cette guerre à cause des contrats militaires directs que leur donnaient les Etats-Unis en vue d'assurer des fournitures pour la guerre de Corée. Quant au Japon, la guerre du Vietnam lui a assuré aussi un autre important boom économique. Ainsi vous avez la croissance des pays capitalistes que les Etats-Unis veulent comme alliés et dont ils ont besoin en tant qu'alliés. Vous avez donc une énorme expansion du commerce, et une longue vague d'expansion générale du capitalisme, une des plus longues de l'histoire capitaliste. Avec la guerre du Vietnam, les Etats-Unis ne peuvent plus jouer leur rôle hégémonique. Ils demeurent la plus grande puissance et la plus influente, mais ils ne sont plus la puissance hégémonique. On a assisté à un effondrement de la monnaie américaine en tant que système international et à la rupture des présents accords de Bretton Woods. Le dollar américain n'est plus aussi solide que l'or, même si à l'étranger le dollar joue encore un rôle extrêmement stratégique.

Le système capitaliste avancé sort alors d'une longue période d'expansion pour entrer dans une période de stagnation. Avec la nature de la crise de 1973-74, ce phénomène est devenu très évident. Cette crise met en lumière la situation actuelle, à savoir un virage vers davantage de protectionnisme, vers le début d'une scission du monde capitaliste. Ce n'est pas encore arrivé mais on peut en voir les signes avant-coureurs par exemple dans le développement d'un système monétaire européen, les tentatives du continent européen, dont l'Angleterre fait partie, de développer sa propre devise. Ce phénomène recèle ses propres contradictions et je ne vous en donne qu'une première ébauche. En Asie par ailleurs, vous voyez le développement du Japon qui est en train de devenir une puissance principale à cause de son commerce et de l'utilisation de sa devise dans toute l'Asie, ce qui ne signifie pas que le Japon n'est pas ailleurs aussi.

Nous voyons donc presque les premiers signes d'un nouveau développement potentiel, à savoir un virage vers la séparation en deux blocs de commerce et de devises comprenant chacun une nation capitaliste dominante comme force dirigeante alors que les autres pays y seraient organisés sur une base plus ou moins hiérarchique.

Par exemple, en tant que partenaires secondaires dans un des blocs, le Brésil et le Mexique pourraient jouer un rôle, en opposition à un pays plus faible et plus petit. C'est de cette façon dont j'envisage la prochaine étape, mais on n'y est pas encore. C'est un mouvement glaciaire dans lequel chaque force émerge lentement.

La psychologie de l'enfant Une science en développement

L'article qui suit est l'oeuvre de deux psychologues qui ont bien voulu nous faire parvenir cette contribution suite à la mort récente du psychologue de renommée internationale, Jean Piaget. C'est là un sujet peu banal que la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE aborde pour la première fois. Pourquoi donc parler de psychologie dans une revue comme la nôtre? Tout simplement parce que nous croyons que c'est là un terrain où se mènent des luttes importantes, un terrain dont les communistes sont demeurés trop longtemps absents. Plus que de faire état de l'oeuvre de Jean Piaget, l'article qui suit tente de développer un point de vue marxiste sur l'analyse de ces questions en prenant ouvertement position pour que la psychologie soit considérée comme une science, une science encore jeune et à développer, mais une science quand même. L'enjeu finalement de tout ce débat, c'est d'arriver à mieux comprendre les liens entre l'individu et les rapports sociaux dans lesquels il agit.

Nous publions donc cet article dans un but bien précis: il s'agit de lancer le débat sur cette question, de provoquer des réactions, de susciter des commentaires et de nouvelles collaborations de tous ceux qui pensent qu'il est possible de développer un point de vue marxiste sur la psychologie, de mettre cette science aussi au service de la classe ouvrière. La parole est donc à vous...



Jean Piaget est mort le 16 septembre 80. Philosophe et psychologue de renommée internationale, son nom est surtout associé à la psychologie du développement chez l'enfant et sa description des stades de l'intelligence.

Philosophe et psychologue de renommée internationale, Jean Piaget est mort le 16 septembre dernier à Genève (Suisse) à l'âge de 84 ans. Son oeuvre est gigantesque: depuis son premier article scientifique sur le moineau albinos qu'il publiait à l'âge de 11 ans, il a écrit plus de 250 ouvrages et de nombreux articles. Dans le grand public, le nom de Piaget est surtout associé à ses travaux sur la psychologie du développement et à ses descriptions des stades de l'intelligence qui a rapidement fait le tour du monde. C'est d'ailleurs 40 années de sa vie qu'il a consacrées à étudier comment l'intelligence se construit chez l'enfant. Pourtant, l'étude de l'enfant n'était pour Piaget qu'un détour obligatoire, une étape nécessaire dans son projet d'élaboration d'une épistémologie (une théorie de la connaissance) sur des bases scientifiques plutôt que spéculatives. De sorte que toutes ses activités de théoricien et d'expérimentateur visent à démontrer son hypothèse initiale: qu'une liaison étroite existerait entre les formes biologiques et les structures logiques de l'intelligence. On comprend donc mieux pourquoi dans toute son oeuvre ce sont des concepts biologiques et logiques que le lecteur rencontre.

Après avoir résumé très sommairement les stades de l'intelligence selon Piaget, nous nous interrogerons sur le caractère scientifique et universel de ces stades. Nous donnerons aussi notre appréciation de sa théorie du développement de l'enfant en la comparant à celle d'un autre grand psychologue, Henri Wallon, qui, lui, s'inspirait du matérialisme dialectique. En outre, on verra laquelle de ces deux théories rend le mieux compte du lien entre l'individu humain et les rapports sociaux.

Biologie, logique et intelligence

Piaget définit le fonctionnement de l'intelligence en termes biologiques et ses structures en termes logiques. Voyons-en le fonctionnement.

On sait que physiologiquement l'organisme absorbe des substances et les transforme en fonction de la sienne; c'est ce qui se produit quand nous mangeons. L'organisme biologique **s'adapte** à son milieu, il se modifie sous les influences du milieu mais ne se détruit jamais en tant que structure d'ensemble. C'est cette fonction d'adaptation, pour Piaget, qui est commune à l'intelligence et à la vie biologique. Le développement mental lui apparaît comme une **adaptation** de plus en plus précise à la réalité. Cette adaptation comporte deux pôles complémentaires: **l'assimilation** et **l'accommodation** (deux concepts tirés de la biologie). Ainsi, le bébé apprend d'abord à connaître les objets en les assimilant, en les insérant dans ses activités. A l'origine, les objets sont pour lui des objets à sucer, à taper, à tirer, etc. Mais tous ces schèmes d'action doivent aussi s'accommoder: si un objet est plus gros, l'enfant devra ouvrir sa main plus grande.

Piaget conçoit que l'action et plus tard la pensée de l'enfant s'adaptent de plus en plus précisément à la réalité à partir de l'équilibration ([1]) toujours plus poussée entre l'assimilation et l'accommodation. La logique formelle à laquelle l'adolescent parvient correspondrait à l'équilibre le plus total qui puisse être; c'est donc dire qu'à partir de 15-16 ans, les structures de l'intelligence ne se transformeraient plus.

Faisant oeuvre de logicien, Piaget a décrit de façon formelle les structures de cette intelligence logique qui, rendue à terme permettrait d'embrasser toute la complexité du réel ([2]). Ces structures intellectuelles d'ensemble dans leur état achevé sont celles du groupe, du réseau. Mais n'ayons crainte, compte tenu des limites de cet article, nous ne développerons pas ces aspects fort complexes. Passons plutôt aux 3 stades de l'intelligence définis par Piaget.

---

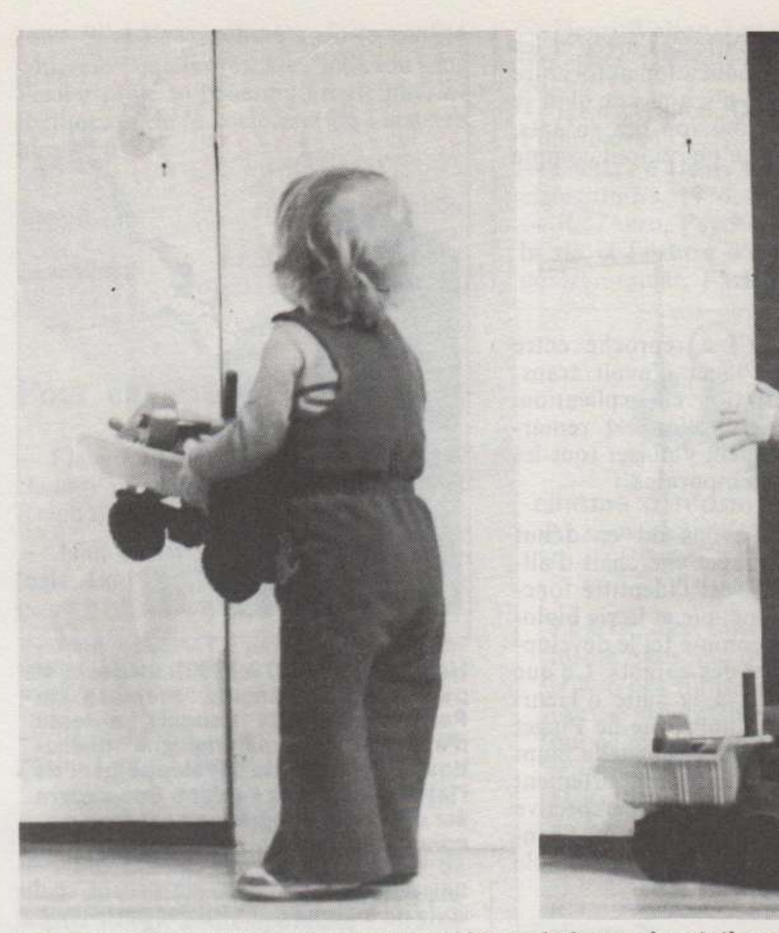
1. Piaget se réfère ici à Claparède. Pour lui, toute action (mouvement, pensée, sentiment) répond à un besoin. Or un besoin est conçu comme étant toujours la manifestation d'un déséquilibre: quelque chose en dehors de nous ou en nous se modifie, crée un déséquilibre et à ce moment-là notre conduite se réajuste pour reconstruire un nouvel équilibre supérieur.
2. Piaget a décrit ces structures en langage logique. Une description en termes logiques n'est rien d'autre qu'un "modèle" idéel de la pensée, une représentation de la structure opératoire de la pensée, en dehors des objets réels et des actions réelles.

Les stades de l'intelligence

Le stade de l'intelligence sensori-motrice (0-2 ans). Au début de la vie mentale, nous dit Piaget, il n'y a pas chez l'enfant de différenciation entre lui et le monde extérieur. Il ne se perçoit pas comme un sujet agissant. L'âge de 18 mois vient marquer un point tournant dans le développement intellectuel. Par exemple, vers 18 mois, un enfant est capable de saisir un bâton pour amener vers lui un objet éloigné. Cet acte est un acte d'intelligence parce qu'un moyen a été coordonné à un but posé d'avance; il a fallu que l'enfant comprenne avant même de faire l'action la relation entre le bâton et l'objectif.

Les observations de Piaget ont montré que c'est vers la fin de la deuxième année que les enfants atteignent la **représentation** (ou fonction symbolique). Ils peuvent alors évoquer dans leur tête un objet ou un événement qu'ils ne perçoivent pas sur le moment même. Contrairement aux plus jeunes, les objets pour eux continuent d'exister dans le temps et l'espace même s'ils ne les ont pas sous les yeux. Papa qui est ailleurs continue d'exister; l'objet est devenu permanent.

L'enfant de cet âge, ayant intériorisé ses propres actions et leurs résultats dans l'univers pratique qui l'entoure, est capable de prévoir ce qui va arriver par simple combinaison mentale.



Les deux photos ci-haut illustrent une étape de la représentation symbolique chez l'enfant. Julie, à 22 mois, dépose son camion pour ouvrir la porte. Elle comprend qu'elle pourra le reprendre pour aller jouer dans l'autre pièce.

Le stade de préparation et d'organisation de l'intelligence opératoire concrète (2 à 11-12 ans). De 2 à 7 ans, durant la première phase de ce stade, l'enfant assimile les choses en fonction de son activité propre. Par exemple, l'enfant croira qu'il fait noir parce qu'il s'en va se coucher. Piaget cite cet exemple d'un enfant de cet âge qui ne voudrait pas aller dans sa chambre "parce qu'elle est pleine de rêves". Ce qui montrerait que l'enfant ne sait pas encore distinguer le monde subjectif du monde physique.

A partir de 7 ans, l'enfant atteint ce qu'on appelle la **réversibilité**. Cela veut dire qu'à toute action correspond toujours une action inverse qui peut annuler cette première action: au + correspond le -, à "vers l'avant" correspond "vers l'arrière", au oui correspond le non, etc. Par exemple, lorsque quelqu'un transforme une boule de plasticine en saucisse, le petit garçon devant une autre boule identique à la première et cette saucisse ne répondra plus qu'il y a plus de plasticine dans la boule que dans la saucisse comme il l'aurait fait auparavant. Il dira que les quantités sont identiques car avec la saucisse on peut refaire une boule. Lors de ce stade, en plus de devenir réversibles, les actions deviennent **composables** (par exemple regrouper deux opérations d'addition en une troisième qui les comprend toutes les deux), ce qui rend l'enfant en mesure de comprendre toute une série de systèmes d'ensemble comme les systèmes de parenté (les relations frère, oncle, etc.) et des nombres.

Le stade opératoire formel. Au cours du troisième stade, la pensée devient **formelle** ou **hypothético-déductive**. L'adolescent peut déduire des conclusions à partir de pures hypothèses. C'est ce que nos lecteurs doivent savoir faire pour résoudre un problème comme le suivant: "Edith a les cheveux plus foncés que Lily. Edith a les cheveux plus clairs que Suzanne. Laquelle a les cheveux les plus foncés?" Grâce à cette pensée formelle, l'adolescent peut maintenant échafauder des systèmes, construire des théories. La "longue marche" vers la logique ayant toute été parcourue, il a accès au monde du possible et non plus seulement au réel concret. C'est également à ce stade qu'il peut maîtriser la méthode expérimentale fondée sur la variation d'un seul facteur à la fois (toutes choses étant égales par ailleurs). La pensée formelle est absolument nécessaire à la complète compréhension d'une bonne partie de la matière au programme du CEGEP. Des études récentes de Pierre Désautel (du CEGEP Rosemont) et Mireille Lagacé (Limoilou) ont montré qu'un fort pourcentage des étudiants du CEGEP ne maîtrisent pas encore pleinement la pensée hypothético-déductive. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Piaget et la pédagogie

La mise en évidence rigoureuse et extrêmement détaillée que Piaget a fait des stades du développement intellectuel est venue renforcer les assises théoriques des méthodes nouvelles d'éducation qui tiennent compte de ce que l'enfant est capable ou non d'assimiler à tel âge. Prêchant très ouvertement en faveur de l'école nouvelle, Piaget a bien montré la nécessité de partir de l'activité réelle des enfants, du travail spontané fondé sur le besoin et l'intérêt personnel. L'enfant apprend plus par l'action que par la pensée; on sait aussi que lorsqu'il joue, son intelligence se développe. De nouveaux jeux développeront des capacités intellectuelles nouvelles.

Il faut réaliser l'ampleur de l'op-

position qu'il y a entre ces idées et les conceptions d'une éducation autoritaire et à sens unique. Il n'y a pas de quoi se glorifier de la soumission des enfants, assis sagement et qu'on remplit comme des cruches.

Piaget et Henri Wallon

Henri Wallon (3) a reproché entre autres choses à Piaget d'avoir transformé une description en explication, même si cette description est remarquable et que viennent y puiser tous les psychologues contemporains.

Comme nous l'avons dit en début d'article, ce que Piaget cherchait d'ailleurs à expliquer, c'est l'identitié fonctionnelle entre la logique et la vie biologique, et non pas comme tel le développement intellectuel des enfants. Ce que Tran-Thong (4) dit à la suite d'Henri Wallon, c'est que l'approche de Piaget est **abstraite et unidimensionnelle** étant donné qu'il interprète le comportement de l'enfant dans la seule perspective logico-biologique. Piaget se trouve à intellectualiser, à "logiciser" l'ensemble de la vie mentale.

Il faut bien voir que l'activité logique n'est qu'une activité de l'intelligence parmi d'autres; l'intervention et la découverte sont plus importantes encore. Et la logique en tant que discipline ne se développe qu'à partir des connaissances acquises par les sciences. Par exemple, c'est à partir de plusieurs siècles de développement des sciences et de la pensée grecque que s'est construite la logique d'Aristote considérée pendant tout le moyen âge comme représentant les normes infaillibles de la vérité. Les logiciens ne font jamais que formaliser; ce sont les observateurs et les expérimentateurs qui inventent et découvrent. Comme c'est avec le développement des sciences dans l'histoire que les catégories logiques se développent et continuent de le faire, on ne comprend pas pourquoi Piaget parle des structures finales de la pensée.

Plus fondamentalement encore, la définition de l'intelligence formulée seulement en termes logiques ne prend pas en considération **toutes les conditions de l'activité intellectuelle**. Michel Tort a dit à juste titre de Piaget qu'il fait de la logique une construction de l'individu, celui-ci ayant comme prédéterminé en lui la succession des stades de l'intelligence. Dans la théorie de Piaget, le rôle crucial de **l'école** est caché. Elle joue pourtant un rôle principal dans la transmission des connaissances, des façons de penser et du style de logique dont Piaget parle (5). Le développement de la pensée et des connaissances trouve sa correspondance dans le développement des forces productives; le savoir et le savoir-faire que l'individu s'approprie sont l'héritage dû à la pratique des hommes et des femmes depuis le début de l'humanité.



Henri Wallon (1879-1962), médecin et psychologue français, membre du Parti communiste français, a tenté d'appliquer le matérialisme dialectique à l'analyse du développement de l'intelligence chez l'enfant. Son oeuvre est encore malheureusement trop peu connue en Amérique du Nord.

Piaget parle des facteurs sociaux mais le problème, c'est que pour lui la société ne représente que l'ensemble des interactions entre les individus. Il va même jusqu'à concevoir les relations sociales comme une **coopération** de type logique (encore une fois). Sa description "idéale", abstraite des relations sociales ne tient pas compte des rapports **de fait** qui se manifestent dans la société; on ne peut pas dire que les rapports sociaux d'exploitation se ramènent tellement à des relations sociales de type coopératif! Autre exemple d'abstraction.

Pour revenir à la psychologie de l'enfant, Piaget, bien qu'il en ait parlé, n'a pas su voir le rôle véritable et essentiel de l'affectivité dans le développement intellectuel. Dans la théorie de Wallon, au contraire, le rôle des émotions est absolument fondamental. L'émotion, comme il l'explique, est en effet ce qui soude à l'origine l'individu à la vie sociale, c'est par elle que va s'effectuer vers 6 mois le passage de l'organique au psychique; l'émotion n'étant rien de moins que le prélude de la représentation. Et ce n'est pas par hasard que l'émotion est si importante à cet âge-là. Les connexions nerveuses deviennent "matures" dans le cerveau moyen (et non pas dans le cortex où les connexions nerveuses se font surtout plus tard vers 1 an — 1 an et demi) et c'est cette partie qui est responsable de l'activité émotive. On a vu tout à l'heure que Wallon tient compte des facteurs sociaux, on voit ici qu'il tient compte du facteur de maturation physiologique. C'est ce qui fait que Wallon réussit à expliquer pourquoi la pensée (ou représentation) survient. Dans la théorie de Piaget, l'intelligence sensori-motrice n'a qu'à fonctionner pour donner un jour naissance à la représentation; or, on sait qu'elle fonctionne chez l'animal et ne donne pourtant jamais naissance à la pensée.

En appliquant une **méthode** qui est celle du matérialisme dialectique, en n'isolant pas les phénomènes, en rendant compte explicitement des **conflits** et des **contradictions** inhérentes au processus de développement de l'enfant, Wallon a élaboré une théorie concrète et multidimentionnelle, une théorie véritablement explicative.

Contrairement à Lucien Goldman qui croyait retrouver la dialectique marxiste dans la conception de Piaget, Tran-Thong établit plutôt une parentée philosophique entre Hegel-Piaget puis entre Marx-Wallon. "De l'un à l'autre, écrit-il, il s'agit essentiellement (...) d'une opposition entre deux attitudes de

---

3. Philosophe, médecin et psychologue français, Henri Wallon (1879-1962) adhère en 1942 au Parti communiste clandestin après l'exécution du philosophe communiste Politzer et du physicien Salomon par les Allemands. Il entre dans la résistance. Ses idées politiques et le fait qu'il se réclame explicitement du matérialisme dialectique ont très certainement freiné sa promotion au Collège de France et la diffusion de ses ouvrages dans le monde. En Amérique du Nord, il est pratiquement inconnu.

4. Psychologue français qui, dans son livre *Stades et concepts de stade de développement de l'intelligence dans la psychologie contemporaine*, a étudié les stades de développements définis par Freud, Piaget, Gesell et Wallon pour finalement privilégier ceux définis par Wallon.

5. Dans les tribus primitives, on n'atteint pas le stade formel. Les enfants iraniens auraient entre 2 et 4 ans de retard intellectuel par rapport aux Français ou aux Canadiens; l'impérialisme, ça se développe inégalement! On a tout lieu de croire que si de larges parties de la population n'atteignent pas la pleine pensée hypothético-déductive, cela est à mettre en rapport avec les inégalités socio-économiques et la division capitaliste entre le travail intellectuel et manuel. Dans les secteurs techniques au CEGEP, on demande aux étudiants de mémoriser des contenus sans vraiment comprendre; l'important pour la classe dominante et son Etat, c'est l'efficacité et la rentabilité des futurs opérateurs. Après tout, la bourgeoisie n'a pas besoin d'envoyer plus de 4% de la population à l'université.

connaissance: une connaissance pure d'un côté, une connaissance située dans l'ensemble de l'activité humaine de l'autre; et quand il s'agit du devenir: connaissance plutôt tournée vers une compréhension rationnelle de ce qui a été et connaissance plus soucieuse de discerner, dans ce qui a été, les indices de ce qui sera" (voir la référence dans les notes bibliographiques).

A notre sens, la supériorité de l'oeuvre de Wallon tient précisément au fait qu'il a voulu lier les uns aux autres **tous les aspects** qui caractérisent l'individu humain dans sa totalité, entre l'organique et le social.

La psychologie... une science?

Un certain nombre de progressistes et de communistes croient que la psychologie n'est pas une science; on en trouve même pour prétendre qu'il existe **une seule science**, le marxisme. Ce sont des idées dogmatiques et erronées. Il est vrai que la psychologie, comme les autres sciences humaines est très marquée par l'idéologie bourgeoise. Mais de la même façon que le marxisme a un objet propre, la psychologie a aussi son objet d'étude propre. C'est l'individu. Et nous venons de voir en disant quelques mots de la théorie d'Henri Wallon qu'il est possible de faire "l'analyse concrète de la réalité concrète" que représente l'individu sans l'isoler ni de sa base matérielle physiologique, ni de la société et de l'histoire humaine.

Denis Julien,
Psychologue
France Charbonneau,
professeur de psychologie

Pour en savoir plus long

— Flavell J.H., **The developmental psychology of Jean Piaget**, Van Nostrand Reinhold Co., 1963, 472p.

— Jean Piaget, **Six études de psychologie**, Ed. Gonthier, Genève, 1963, 188 p.

— Jean Piaget, **La psychologie de l'intelligence**, Librairie Armand Collin, Paris 1967, 189 p.

— Jean Piaget, **Psychologie et pédagogie**, Denoël, Paris 1969, 264 p.

— Michel Tort, **Le quotient intellectuel**, François Maspéro, 1975, 264 p.

— Tran-Thong, **Stades et concepts de stade de développement de l'enfant dans la psychologie contemporaine**, Librairie philosophique.

— J. Urin, Paris 1970, 455 p.

— Henri Wallon, **Les origines du caractère chez l'enfant**, PUF, Paris, 1970, 301 p.

— Henri Wallon, **De l'acte à la pensée**, Flammarion, Paris, 1978, 202 p.

— **Lecture d'Henri Wallon**, Editions sociales, Paris, 1976, 382 p.

— R. Zazzo, **Psychologie et marxisme, la vie et l'oeuvre d'Henri Wallon**, Denoël/Gonthier, Paris, 218 p.

Le PCR-USA passe à côté de la question de fond

Que dit le PCR-USA?

Le Parti communiste révolutionnaire des Etats-Unis (PCR-USA) publiait dans son magazine *Revolution* de juillet 80 un article intitulé: The international unity of the Proletariat: What it is and how to fight for it. Cet article défend la conception du PCR-USA sur la voie pour unir les communistes du monde en centrant ses principales critiques sur ce qu'il appelle la voie centriste préconisée par EN LUTTE!.

L'article commence par réaffirmer que la révolution prolétarienne dans chaque pays est étroitement liée à la révolution prolétarienne à l'échelle du monde. De là découle la nécessité d'une organisation internationale du prolétariat, ce sur quoi le PCR-USA reconnaît ne pas toujours avoir été conséquent dans le passé.

L'article présente ensuite l'analyse que fait le PCR du mouvement communiste international. Le mouvement communiste international est à la croisée des chemins. Avec la victoire des bourgeois renégats en Chine, le phare de la révolution mondiale s'est éteint. Le mouvement s'est ensuite fragmenté et plusieurs tendances sont apparues, dont celle du Parti du travail d'Albanie (PTA) et de ses supporteurs qui dénoncent non seulement la défaite temporaire en Chine mais aussi tout ce qu'il y avait de révolutionnaire dans ce pays. Or, attaquer Mao, c'est en fait attaquer le marxisme-léninisme, car la pensée maozédong représente un développement du marxisme-léninisme sur plusieurs fronts; c'est une théorie née de l'expérience de la révolution prolétarienne depuis Lénine. C'est pourquoi la question de Mao est au centre des controverses d'aujourd'hui.

La suite de l'article est consacrée essentiellement à la critique d'un des représentants les plus nuisibles du centrisme, EN LUTTE!. Le PCR-USA affirme d'abord qu'il y a des gens dans le mouvement qui ne comprennent pas la nécessité de se démarquer mais qui cherchent plutôt à unir les communistes indistinctement. Ces gens réduisent la polémique à une question de bons coups et de mauvais coups mais au fond, ce qu'ils cherchent à faire, c'est à unir les deux tendances représentées par Mao et Hoxha, tentative qui cherche donc à concilier marxisme et révisionnisme.

L'article poursuit en prenant divers exemples du "centrisme" d'EN LUTTE! pour montrer qu'EN LUTTE! voudrait entrainer tout le monde dans cette voie et c'est pourquoi EN LUTTE! s'oppose entre autres à l'unité de la gauche le plus vite possible sur une ligne générale fondée sur les principes, ce qui est possible maintenant alors que l'unité sur un programme ne l'est pas.

En conclusion, l'article affirme qu'EN LUTTE! fait beaucoup de tapage sur l'unité nécessaire du mouvement communiste international mais ne reconnaît pas la nécessité historique actuelle pour les authentiques marxistes de scissionner totalement avec le révisionnisme.

L'article du PCR-USA comporte beaucoup d'affirmations qui paraissent convaincantes à première vue. Sa thèse centrale sur la voie de l'unité du mouvement communiste international qui consiste à unir la gauche sur une ligne de principes pour gagner le centre et isoler la droite, peut même paraître alléchante dans le contexte actuel de confusion et de crise politique du mouvement communiste international. Et si on met cet article en rapport avec les questions que le PCR-USA a déjà soulevées sur la restauration du capitalisme en Chine ([1]) ou sur la position du Parti du travail d'Albanie (PTA) contre la pensée maozédong ([2]), on pourrait être tenté de reconnaître que l'argumentation du PCR est solide et que parler de démarcations superficielles comme le fait EN LUTTE!, c'est finalement un peu ridicule.

Mais quand le PCR-USA affirme "que la défense de Mao et l'opposition aux attaques contre lui n'est pas la seule ligne de démarcation dans le mouvement international, **c'est celle sans laquelle toutes les autres deviennent insignifiantes**" ([3]), nous prétendons que ce point de vue consiste à imposer des démarcations superficielles dans le sens où il se réfugie dans les principes, l'idéologie, pour éviter les problèmes politiques pratiques et concrets qui se posent au prolétariat et notamment aux communistes.

Déformer les positions d'EN LUTTE!...

D'abord, on ne peut passer sous silence les nombreuses demi-vérités et les falsifications contenues dans cet article. A en croire le PCR-USA, EN LUTTE! soutiendrait les critiques faites à Mao par le PTA (p. 54). EN LUTTE! laisserait entendre que les divergences apparues à la fin des années 50 et au début des années 60 dans le mouvement communiste auraient été exagérées et qu'on aurait dû essayer de maintenir l'unité entre les partis qui ont scissionné à l'époque (p. 55). EN LUTTE! soutiendrait toujours l'Albanie socialiste malgré la reconnaissance du PCC(m.-l.) parce que l'Organisation n'aimerait pas Mao et que, tout compte fait, elle lui préférerait Staline (p. 56)... et bien d'autres du genre.

Ce serait là "nos" positions, lesquelles devraient démontrer notre centrisme. Qu'il suffise de reprendre quelques exemples de ce centrisme.

Pour démontrer qu'EN LUTTE! considère que les divergences entre marxistes-léninistes et révisionnistes ont été exagérées à la fin des années 50 et au début des années 60, le PCR-USA part d'une affirmation contenue dans l'**Appel du 3e Congrès d'EN LUTTE! aux communistes (m.-l.) du monde**: "... la division des forces communistes, depuis maintenant au delà de 25 ans, est un facteur qui freine considérablement la victoire du marxisme-léninisme sur le

1. **Voir** *The loss in China and the Revolutionary legacy of Mao Tse-tung*, **RCP Publications, Chicago 1978.**
2. **Voir** *Riposter à l'attaque dogmato-révisionniste sur la pensée maotsétoung*, **traduit de la revue** *The Communist*, **no 5, mai 1979.**
3. *Revolution*, **vol. 4, no 5, juillet 80, p. 53, c'est nous qui soulignons.**

révisionnisme" ([4]). Puis l'auteur de l'article se met à interpréter cette phrase à sa manière. Pour EN LUTTE!, selon l'auteur, "l'unité est toujours le principe le plus élevé, la clé pour avancer, et Mao aurait dû tenter davantage de conserver cette unité entre les partis qui appartenaient à la IIIe Internationale, alors que ce qui était requis était la scission..." ([5]).

Un peu plus loin, l'auteur utilise une autre phrase, celle-là tirée du **Rapport politique au 3e Congrès d'EN LUTTE!**: "La lutte contre le révisionnisme s'est alors engagée dans cette voie où l'on voudrait la maintenir aujourd'hui, c'est-à-dire la voie de la critique de divers partis et divers leaders communistes, pris un à un, en eux-mêmes. Ça a été Tito, Togliatti, Khrouchtchev, Liou Shaoshi, Lin Piao, Deng Xiaoping, etc., jusqu'à Mao Zédong" ([6]). L'interprétation de l'auteur est la suivante: "L'unique explication de l'inclusion de Mao dans cette liste de renégats, est que ce sont tous des leaders communistes, qu'aucun d'eux ne mérite une large et ferme dénonciation, et que Mao, qui a commis cet impardonnable péché, récolte maintenant aux yeux d'EN LUTTE! le fruit posthume de sa propre médecine" ([7]).

Ce passage de l'article se termine de la façon suivante: "Par cette critique de la forme prise par la lutte contre le révisionnisme depuis les 25 dernières années... (EN LUTTE! NDLR) n'est pas loin de l'idée que personne n'aurait dû s'exciter outre mesure étant donné que les divergences étaient au fond exagérées. Voilà où conduit le rejet de Mao comme ligne de démarcation" ([8]).

Comme échafaudage pour prouver le soi-disant centrisme d'EN LUTTE!, ça a plutôt l'air d'un château de sable. En effet, le PCR-USA ne fait que spéculer à ses propres fins sur les deux phrases en question. Or, celles-ci sont tirées de deux documents qui, **loin d'affirmer que les divergences en question ont été exagérées, soulèvent plutôt le caractère insatisfaisant de la critique du révisionnisme moderne et la nécessité d'en approfondir les origines sous tous ses aspects**. Nous ne pouvons pas répéter ici en entier notre point de vue sur la lutte contre le révisionnisme moderne, mais pour s'en convaincre le lecteur pourra retourner aux documents en question, et notamment aux pages 16 à 20 de l'Appel de notre 3e Congrès publié en mai 1979.

L'argumentation du PCR-USA à notre endroit consiste ni plus ni moins à sortir des citations de leur contexte et à les interpréter de telles manières qu'elles servent les fins du PCR lui-même, au mépris le plus total de nos véritables positions. C'est évidemment facile d'avoir raison avec une telle méthode! On s'en rappellera.



Bob Avakian et Jorge Palacios, respectivement présidents des Partis communistes révolutionnaires des Etats-Unis et du Chili. Deux partis pour qui l'oeuvre de Mao Zedong représente actuellement la ligne fondamentale de démarcation dans le mouvement communiste international.

... pour éviter le fond de la question

Toutes les critiques du PCR-USA reposent sur l'idée qu'en refusant de prendre partie entre Mao d'un côté et Hoxha-Staline de l'autre, EN LUTTE! cherche en fait à unir les deux tendances en question, ce qui se ramène à une tentative de concilier le marxisme et le révisionnisme. Le PCR-USA est tellement enfermé dans sa vision étroite et simpliste du mouvement communiste international (la "gauche" qui se ramène aux défenseurs intransigeants de la pensée maozédong; la droite qui recouvre ceux qui rejettent Mao et défendent Staline et Hoxha; le "centre" composé de ceux qui hésitent entre les deux) qu'il ne réussit pas à voir les autres positions qu'à travers ce prisme déformant.

Or, là encore, l'argumentation du PCR-USA repose sur une déformation de nos positions. EN LUTTE! n'appelle pas à l'unité des deux tendances représentées actuellement par les défenseurs de Mao et ceux du PTA; EN LUTTE! appelle à l'unité du mouvement communiste international sur un programme communiste: "Attendu qu'une telle unité ne peut être réalisée qu'au sein d'une organisation unique fondant son action sur un programme commun qui constitue l'application vivante du marxisme-léninisme aux conditions actuelles dans le monde"... (tiré de l'"Appel à l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste international", mai 1979). Cette déformation de notre point de vue est d'autant plus grossière qu'elle concerne le fond de la question que prétend éclairer le PCR-USA avec son article, à savoir la voie pour unir le mouvement communiste international. Or, quel est-il le fond des deux points de vue?

Pour le PCR-USA, il ne peut être question aujourd'hui d'agir en marxistes sans se porter à la défense résolue de la pensée maozédong, celle-ci étant la "théorie qui concentre l'expérience de la révolution prolétarienne depuis Lénine" ([9]). En conséquence, selon le PCR, les développements du marxisme-léninisme apportés par Mao (sur la révolution dans les pays coloniaux, sur la guerre et la ligne militaire, sur l'économie politique et la construction du socialisme, en philosophie, sur la culture et la superstructure et plus spécialement sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat) sont des principes qui doivent constituer une ligne de démarcation essentielle entre marxistes et révisionnistes. La voie de l'unité du mouvement consiste donc à unir d'abord "la gauche du mouvement" sur la base de ces principes.

Pour EN LUTTE!, le prolétariat international et notamment les communistes n'ont pas besoin d'une unité qui ne serait basée que sur une stratégie et des tactiques fondées sur une analyse sûre des rapports de classes dans les divers types de pays et c'est ce que nous appelons un programme communiste,

---

4. *Pour l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste international*, **Appel du 3e Congrès d'EN LUTTE! aux communistes (m.-l.) du monde, Montréal, mai 1979, p. 3.**
5. *Revolution*, **ouvr. cité, p. 55**
6. *Rapport politique au 3e Congrès d'EN LUTTE!*, **dans** *Le 3e Congrès de l'OMLC EN LUTTE!*, **UNITÉ PROLÉTARIENNE no 17-18, juin-juillet-août-septembre 79, p. 111. Passage également reproduit dans** *Forum international*, **no 1, avril 1980, pp. 39-40.**
7. *Revolution*, **ouvr. cité, p. 55.**
8. **Idem, p. 55.**
9. **Idem, p. 8.**



Manifestation à Washington (E-U) pour la libération de Bob Avakian en novembre 1979. Sur la bannière on peut lire: "Arrêtez le coup monté contre Bob Avakian — libérez les défenseurs de Mao Zedong".

un guide pour l'action révolutionnaire qui constitue une application vivante du marxisme-léninisme aux conditions actuelles de la lutte révolutionnaire dans les divers types de pays et dans le monde. En conséquence, la voie pour unir le mouvement et triompher du révisionnisme doit passer par la lutte pour élaborer un tel programme.

Si le PCR-USA avait vraiment voulu éclairer le fond de ses divergences avec EN LUTTE!, c'est là-dessus qu'il aurait dû polémiquer au lieu de s'attarder vainement à déformer ses positions.

Pourquoi l'unité sur un programme communiste?

Toutefois, reconnaissons au PCR-USA de ne pas avoir évité entièrement le fond de la position d'EN LUTTE!. Il y a en effet un paragraphe, un seul, qui soulève la question à la toute fin de l'article... mais c'est pour l'écarter aussitôt.

"Mais cette question de "ligne générale" versus "programme" comme base d'unité du mouvement communiste international ne peut être considérée dans l'abstrait; c'est clair, dans le contexte de sa propre ligne générale, que la proposition d'EN LUTTE! sur un programme n'a pas d'autre but que celui de s'opposer à l'unité autour des principes et des lignes de démarcations clés. Opposer un programme à des principes clés de démarcation résulterait en un bien piètre programme en effet! Ce à quoi il s'oppose le plus, ce n'est pas à un document sous la forme d'une "ligne générale", ce qui est aujourd'hui à la portée du mouvement communiste international alors qu'un programme réellement développé — comme celui que l'Internationale communiste a développé pour le monde entier et pour tous les pays clés — ne l'est pas. Ce à quoi il s'oppose, c'est au contenu d'une ligne générale qui englobe les principes énumérés plus tôt. La question n'est pas que la ligne de Mao n'a rien à voir avec l'unité internationale des communistes, mais plutôt qu'eux (les centristes — NDLR) s'opposent à la ligne politique et idéologique qu'elle représente et pour laquelle il a combattu et qu'ils ne veulent en aucune façon, sous une forme ou une autre, que cela devienne une question tranchante du mouvement." [10]

En somme, EN LUTTE! oppose l'unité sur un programme à celle sur une ligne générale parce qu'il s'oppose à voir inclus dans cette ligne générale les principes clés, ceux que Mao a systématisés et qui constituent la ligne tranchante du mouvement à l'heure actuelle. Décidément, l'auteur de l'article est à court d'arguments et tourne en rond.

Pour sortir cette polémique du cul-de-sac dans lequel le PCR-USA semble vouloir l'enfermer, il faut justement sortir du cadre étroit qui est à l'origine du point de vue du PCR-USA à savoir le cadre des principes qui offriraient en eux-mêmes la réponse à nos problèmes.

Prenons le cas de l'Iran. S'il y a un cas où les communistes à l'échelle internationale se sont montrés incapables d'une unité de pensée et d'action dans une situation révolutionnaire très concrète, c'et bien celui-là. Les divergences entre eux se sont révélées sur une foule de questions. D'abord, sur le caractère même de la société iranienne: est-elle une société semi-coloniale et semi-féodale "comme la Chine des années 30", ou bien une société où le règne du capital s'est établi dans plusieurs secteurs de l'économie, y compris à la campagne même si ce capital est demeuré en grande partie étranger?

Les divergences se sont aussi manifestées sur l'attitude qu'il fallait adopter à l'égard des diverses classes et couches sociales en Iran, en particulier à l'égard de cette force sociale représentée par Khomeiny. Faut-il ménager la critique de la politique réactionnaire du régime iranien sous prétexte que la bourgeoisie locale et la petite bourgeoisie d'un pays semi-féodal et semi-colonial a des caractéristiques anti-impérialistes, "comme c'était le cas en Chine"? C'est en tout cas l'attitude adoptée par le PCR-USA.

Plus récemment, c'est sur l'appréciation de la guerre Iran-Irak que les divergences se manifestent encore crûment. Quelles sont les classes servies en Iran par cette guerre? Certains pensent qu'il ne s'agit là que d'un complot des "superpuissances" contre la révolution iranienne et le PCR-USA en est, allant même jusqu'à prétendre que les pilotes iraniens agissent, eux, en toute conscience révolutionnaire en ne bombardant que les objectifs militaires de l'ennemi, alors que les pilotes irakiens, eux, se permettraient de bombarder la population civile... [11]

Le cas de l'Iran, tout comme celui d'autres situations révolutionnaires dans le monde, pose un problème crucial aux forces marxistes-léninistes. Et ce problème, c'est qu'elles manquent d'une analyse sûre des classes dans ce type de pays, des rapports de forces entre elles, qu'elles manquent d'une stratégie et de tactiques propres à servir de guide dans la lutte révolutionnaire que mène le prolétariat et les peuples d'Iran, du Salvador, de Palestine, et d'ailleurs.

Ce type de problèmes se pose tout autant aux marxistes-léninistes des pays dominés qu'à ceux des pays impérialistes. Que ce soit face à l'édification du parti, à la lutte dans les syndicats et les mouvements de masse, que ce soit face aux rapports à entretenir avec les paysans, les bourgeois locaux et autres forces qui s'opposent à un moment donné à une puissance impérialiste, voilà autant de problèmes face auxquels EN LUTTE! affirme que le mouvement communiste a besoin d'un programme.

Si l'on peut convenir entre nous, du moins en parole, que la lutte pour l'unité ne servirait à rien si elle ne permettait pas d'apporter des réponses satisfaisantes à ces problèmes, nous nous opposons cependant carrément sur la voie de la lutte pour parvenir à ces réponses.

---

10. Idem, p. 56.
11. Voir *Revolutionnary Worker*, organe central du PCR-USA octobre 80.

Pour le PCR-USA, la réponse à ces problèmes est en grande partie contenue dans les principes, ceux de Mao bien entendu, lesquels constituent un "développement et un enrichissement du marxisme-léninisme sur plusieurs questions"([12]). Ce sont des principes autour desquels il suffirait d'unir la "gauche" le plus rapidement possible pour opérer une démarcation fondamentale entre les marxistes et les révisionnistes. C'est précisément cette voie pour l'unité que nous rejetons.

Nous rejetons cette voie qui impose des démarcations superficielles parce que la voie de la révolution dans des pays comme l'Iran n'est pas un problème qui trouvera une solution par la répétition de principes, mais bien par l'analyse concrète des forces de classes en présence, des particularités de la domination impérialiste dans ce type de pays, par la critique des points de vue qui, en fin de compte, servent d'autres classes que le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire. Est-ce que le PCR-USA voudrait aujourd'hui unir les communistes du monde sur une "ligne générale de principes" en prétendant à priori que les rapports de classes dans les pays dominés n'ont pas changé depuis que Mao en avait fait l'analyse dans le cas de la Chine en 1930-40? Est-ce l'application d'une telle "ligne de principes" qui le conduit aujourd'hui à soutenir la bourgeoisie iranienne dans sa guerre contre l'Irak? Le PCR-USA aura beau avoir rejeté la "théorie des trois mondes" en paroles (car c'est bien cette théorie qui servait à justifier toutes luttes des pays dominés, indépendamment des classes servies par ces luttes), il lui resterait encore à la rejeter dans les faits.

Nous rejetons cette voie parce qu'elle a déjà montré qu'elle s'avère insuffisante pour déterrer les origines mêmes du révisionnisme et départir l'action des communistes de points de vue contraires aux intérêts du prolétariat. La voie qui consiste à unir le mouvement communiste international sur une "ligne générale de principes" n'est pas nouvelle. Il faudrait se rappeler que la Déclaration de 1960, signée par les partis soviétique, chinois, albanais, etc., constituait une telle tentative et qu'elle s'est révélée en fait impuissante à réaliser l'unité solide du mouvement (voir à ce propos l'article d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, no 21, pp. 45-53)

Il faudrait se rappeler aussi que la Lettre en 25 points du Parti communiste chinois (1963), appelée **Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international**, a montré aussi ses limites politiques certaines. Pour ne prendre que l'exemple de la voie de la révolution dans les pays capitalistes et impérialistes, la **Lettre en 25 points** n'offrait justement pas une **base de démarcation solide** entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie: "Dans les pays capitalistes que les impérialistes américains contrôlent ou essaient de contrôler, la classe ouvrière et les masses populaires doivent diriger principalement leurs attaques contre l'impérialisme américain et aussi contre le capital monopoliste et les autres forces de la réaction intérieure qui trahissent les intérêts de la nation" ([13]).

Dans le cas du Canada et de plusieurs autres pays impérialistes, c'est à peu de choses près la même ligne que défendait le programme des révisionnistes à cette époque. En rétrécissant ainsi la lutte contre l'impérialisme à la lutte contre la superpuissance étrangère (en l'occurrence l'impérialisme US), on risquait de prôner en fait une ligne qui servait bien davantage les intérêts de fractions de la bourgeoisie impérialiste qui, dans ces pays, voyaient leur développement plus ou moins menacé par la tutelle américaine. Et n'en déplaise au PCR-USA, il y a toujours coincidence sur cette question politique majeure entre Mao d'une part et le PTA de l'autre, comme en témoigne le dernier livre d'Enver Hoxha sur l'eurocommunisme.

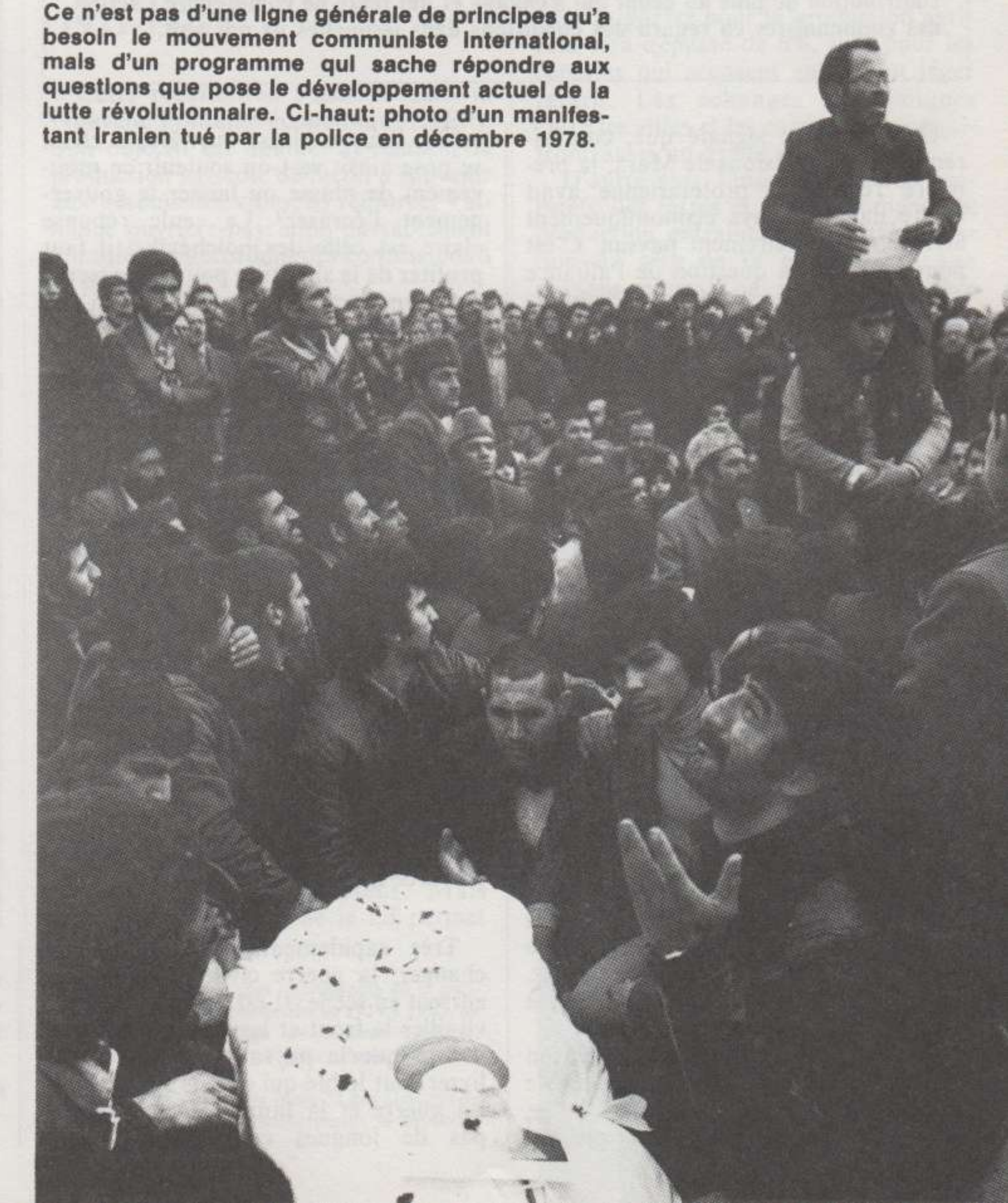
En somme, nous rejetons cette voie non pas parce que nous rejetons des principes (fussent-ils élaborés par Marx, Lénine, Staline ou Mao), mais parce que nous rejetons l'utilisation dogmatique et mécanique qu'on a fait du marxisme-léninisme et qui conduit à se réfugier dans les principes et à prétendre solutionner ainsi quelque chose.

Voilà à notre avis l'enjeu véritable des divergences entre le PCR-USA et nous.

---

12. *Revolution*, ouvr. cité, p. 8.
13. *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international*, juin 1963, point 10. Reproduit dans *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international* (1963-64), Editions Eugène Varlin, Paris, p. 18.

Ce n'est pas d'une ligne générale de principes qu'a besoin le mouvement communiste international, mais d'un programme qui sache répondre aux questions que pose le développement actuel de la lutte révolutionnaire. Ci-haut: photo d'un manifestant iranien tué par la police en décembre 1978.



La paysannerie et le pouvoir soviétique (1917-1932)

De l'alliance à la rupture

"Notre parti s'appuie sur deux classes; aussi sa dislocation serait-elle possible et sa chute inévitable si l'accord ne pouvait se faire entre ces deux classes." (1)
Lénine

L'article que nous présentons aujourd'hui dans notre chronique nous vient d'un collaborateur qui a pris l'initiative de nous faire parvenir les résultats d'une étude particulièrement intéressante sur la question des paysans en URSS. Cet article porte sur un sujet précis et permet d'illustrer concrètement les conditions objectives difficiles dans lesquelles les communistes soviétiques ont dû édifier le socialisme au début du siècle. L'article s'attarde particulièrement à une de ces conditions, le faible développement des forces productives qui faisait de l'URSS un pays majoritairement paysan. Il faut donc considérer cet article comme une contribution de plus au débat qui s'engage et qui tente de comprendre l'action des communistes en regard des conditions dans lesquelles ils ont agit.

Sous le titre général de "Documents pour la critique du révisionnisme", UNITÉ PROLÉTARIENNE publie des articles dont le but est de favoriser une meilleure compréhension des réussites et des revers de la lutte pour le socialisme jusqu'ici.

Les articles, commentaires et autres textes publiés dans le cadre de cette série, sous le titre de "Documents...", ne représentent pas nécessairement le point de vue de notre Organisation qui est présentement engagée dans l'étude de ces questions et entend mener le débat largement dans ses rangs, avec ses lecteurs et amis, avec d'autres organisations et partis, avant d'adopter des conclusion fermes.

Tous nos lecteurs sont donc instamment invités à nous faire part de leurs commentaires, points de vue et critiques. Nous nous efforcerons de rendre compte du matériel que nous recevons, soit en le publiant, soit en le résumant.

L'avenir de notre lutte n'en sera que mieux assuré si nous parvenons à comprendre correctement son passé, qui fourmille de leçons dont le prolétariat doit aujourd'hui pouvoir profiter sans les distorsions qu'on a trop souvent fait subir à l'histoire de toutes parts en cette matière.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

On a souvent signalé que, contrairement aux prévisions de Marx, la première révolution prolétarienne avait éclaté dans un pays économiquement arriéré, majoritairement paysan. C'est pour cela que la question de l'alliance ouvrière-paysanne a revêtu une importance si cruciale en URSS. Il convient donc d'examiner attentivement le sort qui a été fait à cette alliance ouvrière-paysanne à partir de 1917.

Le mouvement de masse (1917)

Février 1917: le tsarisme s'effondre. Depuis cette date, les paysans attendent la réforme agraire. En fait, tous n'attendent pas: à partir de mars, certains, particulièrement les plus pauvres et ceux qui reviennent du front, brûlent les fermes des seigneurs et s'emparent des récoltes. La haine accumulée contre les féodaux se libère avant que la bourgeoisie ne se décide à agir.

En fait, elle n'agira pas: Tchernov, ministre socialiste-révolutionnaire de l'Agriculture dans le gouvernement Kérenski, déclare qu'il ne tolérera aucune action spontanée des paysans avant que ne se réunisse l'Assemblée constituante. Avis à ceux qui voudraient commettre des "excès"!

Mais les paysans n'ont pas l'intention d'attendre: en août, on signale près de 500 cas de prises de terre par la force; en septembre, il y en aura tout près de 1,000. Pour la classe ouvrière, le choix se pose ainsi: va-t-on soutenir ce mouvement de masse ou laisser le gouvernement l'écraser? La seule réponse claire est celle des bolchéviks: il faut profiter de la situation pour renverser le gouvernement provisoire. Ainsi, la classe ouvrière bénéficie de l'appui de la masse paysanne pour prendre le pouvoir parce que, du même coup, elle protège le mouvement paysan et assure le partage des terres. Le premier geste du nouveau pouvoir sera d'ailleurs l'adoption du décret sur la terre.

Remarquons que ce qui détermine l'appui de la paysannerie au nouveau pouvoir, c'est la capacité de ce dernier de réaliser jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise et non pas l'objectif de construction du socialisme. Dans les campagnes, la Révolution d'Octobre marque donc le passage du féodalisme au capitalisme.

Guerre civile, guerre pour le blé (1918-21)

Très rapidement, la situation va changer: la guerre civile et la famine entrent en scène. Il est nécessaire de ravitailler le front et les villes. Pour cela, il faut que la paysannerie consente à livrer tout le blé qui excède ses besoins. La guerre et la famine ne permettent pas de longues campagnes d'explication: on décide d'organiser des détachements d'ouvriers armés qui iront réquisitionner le blé. C'est la guerre du blé.

NOTES

1. **Lénine,** *Oeuvres complètes,* **Editions du Progrès, Moscou, 1976, tome 36, p. 606.**





Ainsi vivaient les paysans russes du temps des tsars. Isbas paysannes et femmes batelières sur la Sourga.

L'attitude du paysan face au pouvoir soviétique est alors double: d'une part, il comprend que ce pouvoir est la seule garantie contre le retour des propriétaires fonciers; d'autre part, la réquisition du blé lui rend hostile ce même pouvoir. Pour le paysan, petit capitaliste, le blé est le produit de son travail et il peut donc en fixer le prix. Mais le pouvoir soviétique, pris dans l'étau de la famine et de la guerre, n'a ni le temps de discuter, ni les moyens de payer.

Les paysans répondront de deux façons aux détachements qui viennent réquisitionner le blé. Dans un premier temps, ils cachent le blé. Dans un deuxième temps, ils ne produiront plus que ce qui est nécessaire à la survie de leur famille. Ce qui, bien sûr, ne fera qu'aggraver la famine.

On voit déjà quel type de contradiction peut se développer entre la paysannerie et la classe ouvrière. Le pouvoir soviétique qui doit d'abord assurer le ravitaillement et devra plus tard collectiviser les terres, est amené à résoudre la première tâche non par la persuasion, mais par la contrainte militaire. Cela ne peut que nuire, dans une certaine mesure, à la réalisation de la seconde. Or, cette situation ne dépend pas de la volonté ou de la ligne politique du parti bolchévique, mais de deux facteurs objectifs: la guerre civile et la famine.

Ces contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie se manifesteront à la fin de la guerre civile par une série de soulèvements paysans qui mettront le pouvoir soviétique dans une position difficile et le forceront à redéfinir ses rapports avec les paysans [2].

La nouvelle politique économique (1921-1927)

Cette redéfinition s'incarne dans la Nouvelle Politique économique (NEP). Son objectif est double: a) relancer la production agricole de façon à subvenir aux besoins des villes; b) renforcer l'alliance ouvrière-paysanne passablement ébranlée en accordant des concessions à la paysannerie.

Concrètement, Lénine propose de remplacer la réquisition du blé par l'impôt en nature. Au lieu de prendre au paysan tout ce qui n'est pas nécessaire à sa survie, on ne lui en prendra qu'une partie à titre d'impôt, et il sera libre de vendre l'excédent soit à l'Etat, soit à des acheteurs privés. Ce développement des échanges marchands et de la concurrence est évidemment un développement capitaliste, mais dans la situation de dévastation où se trouve l'Union soviétique, il est nécessaire de stimuler l'agriculture.

La base économique de l'alliance ouvrière-paysanne ne peut être autre chose que l'échange des céréales contre les produits industriels nécessaires au paysan. Si l'Etat soviétique était en mesure d'offrir au paysan tous les produits industriels dont il a besoin, il deviendrait le seul acheteur. Mais comme son industrie ne le lui permet pas, il doit autoriser le paysan à procéder à des échanges privés et ainsi développer la concurrence [3].

La réaction de la paysannerie à la NEP est très bonne. Les impôts sont payés de bonne grâce et la production agricole connaît un développement marquant. En 1926-27, le niveau d'avant-guerre pour la production agricole sera dépassé de 6%, sauf pour les céréales qui accusent encore un léger retard. Les échanges économiques entre les villes et les campagnes connaîtront aussi un grand essor.

D'autre part, l'inégalité dans la propriété des terres et des instruments de production entraînent une différenciation au sein de la paysannerie. Les paysans moyens, qui ont émergé grâce au décret sur la terre de 1917, consti-

Le premier décret du nouveau pouvoir soviétique consistera à redistribuer la terre aux paysans. Ci-bas: un paysan reçoit les titres de propriété de sa terre.





2. **Pour une analyse plus approfondie de la politique agraire des bolchéviks de 1917 à 1922, on consultera l'ouvrage de Robert Linhart, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Le Seuil, 1976.**
3. **Sur la NEP, on lira le tome 32 des *Oeuvres* de Lénine, et plus particulièrement la brochure intitulée *L'impôt en nature*.**

tuent le gros des forces. Un document soviétique de l'époque estime qu'en 1926, les paysans moyens forment 67,5% de la masse paysanne contre 29,4% de paysans pauvres et 3,1% de paysans riches ([4]).

Si la production agricole s'est considérablement développée au cours de ces années, le secteur socialiste de l'agriculture demeure très restreint. En 1926-27, 96,7% de la production agricole provient du secteur privé contre seulement 3,3% du secteur coopératif. Tout juste 2,9% de la population paysanne est engagé dans la production collective. L'agriculture socialiste n'est donc en 1927 qu'un îlot au milieu d'un océan capitaliste ([5]).



Paysans soviétiques venus acceuillir le premier train en Sibérie.

La crise de la collecte (1927-1929)

En 1927-28, la récolte est moins bonne que celle de l'année précédente. Elle est de 73,6 millions de tonnes, soit 2,8 millions de tonnes de moins. On s'attend donc à une collecte un peu moins forte: en fait, il s'agira d'un recul important. De juillet à octobre 1927, la collecte portera sur 3,74 millions de tonnes contre 3,96 pour la période correspondante de l'année précédente: une baisse modérée. Mais en novembre et décembre, le recul atteint 55%, ce qui rend la situation dramatique ([6]). Ce recul menace le ravitaillement des villes, mais aussi le plan d'industrialisation et celui des exportations.

Le parti réagit en adoptant des "mesures exceptionnelles" qui prévoient la réquisition du blé détenu par les koulaks (paysans riches). Or, la grande partie du blé se trouve entre les mains des paysans moyens, qui sont par leur masse les plus gros producteurs. Pour atteindre les objectifs fixés, les cadres locaux du parti n'ont donc pas le choix: il faut appliquer les mesures exceptionnelles non seulement aux koulaks, mais aussi aux paysans moyens. Il s'agit là d'une violation des principes de la NEP, ce qui ébranle l'alliance ouvrière-paysanne. Le pouvoir soviétique se retrouve donc dans une nouvelle contradiction: n'ayant pu fournir aux paysans les produits industriels qui leur étaient nécessaires, ce qui amène ces derniers à retenir une partie de la récolte, il se voit forcé de recourir encore une fois à la contrainte ([7]).

Conscient des erreurs commises à l'endroit des paysans moyens, le Comité central du Parti bolchévique décide de revenir aux mesures conformes à la NEP. Ce relâchement de la

4. Cette enquête, réalisée par S.G. Stroumiline pour l'office central des statistiques, se base sur des critères proposés par Lénine. Les paysans pauvres sont ceux qui ne peuvent tirer de leur exploitation de quoi vivre et doivent donc accepter un travail rémunéré. Les paysans moyens disposent d'un faible excédent qui leur permet une faible accumulation. Les paysans riches disposent d'un excédent régulier et élevé qui leur permet d'accumuler et d'exploiter les autres couches par l'emploi de travail salarié, l'usure, etc.
5. Pour des statistiques sur les campagnes pendant la NEP, voir Charles Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS, 2e période 1923-1930*, deuxième partie, Maspéro/Seuil, Paris.
6. Idem, p. 34.
7. Selon Bettelheim, cette pénurie de produits industriels est le fait d'erreurs de la part du parti bolchévique, erreurs liées à la ligne d'industrialisation prônée par la majorité du Comité central.

Des paysans font leur demande d'adhésion au kolkhose.

pression est suivi par une chute brutale de la collecte et le parti est obligé de revenir à des mesures exceptionnelles. A la faveur de la situaiton, les koulaks augmentent leur influence sur les autres couches de la paysannerie ([8]). L'extrême faiblesse de l'implantation du parti dans les campagnes leur facilite d'ailleurs la tâche ([9]). Bien sûr, la tension créée par l'emploi de mesures exceptionnelles fait qu'il devient de plus en plus difficile d'y renoncer. Les mesures exceptionnelles deviennent ordinaires: on en revient pratiquement à la politique de réquisition qui avait cours pendant la guerre civile.

A la fin de 1929, la tension devient très élevée: la **Pravda** signale 2,000 manifestations paysannes au cours de cette année dans la seule région de Moscou. Il est impossible de poursuivre ainsi. Ce sera le **grand tournant**: le parti décide de passer de la NEP à la collectivisation.

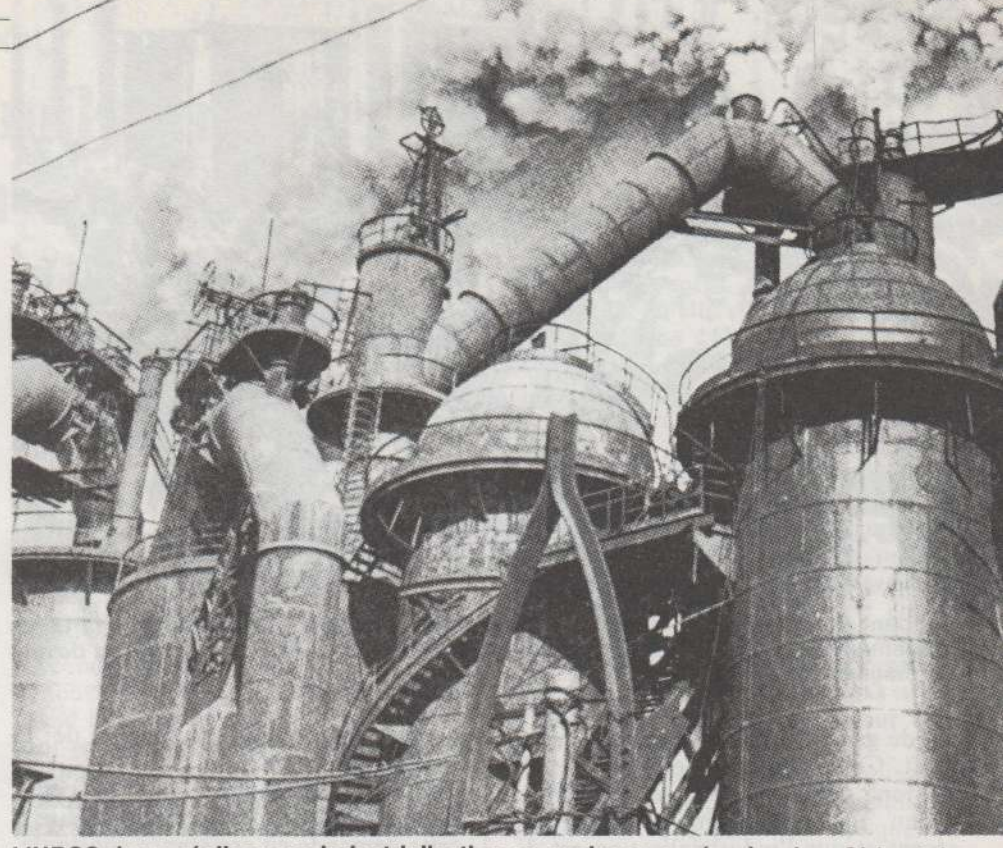
Le grand tournant (1929-1930)

Les mesures exceptionnelles entraînent le même effet que les réquisitions pendant la guerre civile: les surfaces ensemencées diminuent, ce qui complique encore plus le ravitaillement des villes. Le parti en conclut que la solution est de développer rapidement le secteur socialiste de l'agriculture.

De juin à octobre 1929 se développe donc la première phase du mouvement de collectivisation. Le pourcentage des foyers collectivisés passe de 3,9% à 7,5%. Ce sont principalement des paysans pauvres qui rejoignent les kolkhozes. Ce mouvement semble essentiellement volontaire.

A la fin de 1929 et au début de 1930, les pressions administratives commencent à s'exercer fortement. Le gouvernement soviétique se fixe comme objectif que 50% de la production agricole de l'année 1930 doit provenir du secteur collectivisé. C'est à partir de ce moment que commence la déportation des koulaks.

Plusieurs documents témoignent du caractère forcé d'une grande partie de cette collectivisation ([10]). Les chiffres eux-mêmes le prouvent: alors que 59% des foyers paysans étaient collectivisés en mars 1930, ce pourcentage tombera à 21,7% en octobre. C'est qu'entre temps Staline lui-même a dénoncé le caractère forcé donné à la collectivisation en plusieurs endroits ([11]).



L'URSS devra réaliser son industrialisation en quelques années à peine. Ci-haut: le combinat métallurgique de Magnitogorsk en 1932.

Vers la collectivisation totale (1930-1932)

Suite à l'intervention de Staline, un décret adopté le 15 mars 1930 autorise les paysans à se décollectiviser. Des sanctions seront prises contre ceux à qui on attribue la responsabilité des excès.

Mais la réalisation du plan d'industrialisation est impossible, selon le parti, avec seulement 21% de foyers paysans collectivisés. C'est pourquoi le 16e Congrès, réuni au cours de l'été 1930, réaffirme la nécessité de collectiviser rapidement sur une grande échelle ([12]).

Dès le début 1931, le mouvement reprend et en 1932, 61,5% des foyers sont collectivisés. Le triomphe de la collectivisation est assuré. En fait, elle se poursuivra plus lentement dans les années qui suivent pour être complète en 1937.

Le prix à payer sera cependant très lourd. Les paysans hostiles à la collectivisation abattent leur propre bétail. Le cheptel connaît entre 1929 et 1934 une régression dramatique: le troupeau chevalin est réduit de 55%; le troupeau bovin de 40%; le troupeau ovin de 66% et le troupeau porcin de 55% ([13]).

La production de céréales connaît aussi des revers. En 1930, le niveau d'avant-guerre est légèrement dépassé, ce qui est encourageant. Dès l'année suivante, c'est la chute. L'année 1932 sera la plus faible: de 15,6% inférieure à 1926-27, meilleure année de la NEP. Les niveaux d'avant-guerre ne seront atteints qu'en 1948 pour les céréales et en 1953 pour l'élevage ([14]).

Conséquence immédiate: la famine, qu'on avait réussi à faire disparaître pendant la NEP, réapparaît. Le rationnement est rétabli de 1931 à 1935. Le

8. Ce fait est confirmé par des articles publiés par divers dirigeants bolchéviques au cours des années 1928 et 1929.

9. Le pourcentage d'adhérents au parti dans les villages passe de 0,26% au moment du XIIIe Congrès (1924) à 0,37% pendant le XIVe Congrès (1925). En 1929, il n'y aura que 242,000 membres du parti dans les campagnes sur une population paysanne dépassant les 120 millions.

10. Un exemple: à la mi-février 1930, les délégués à la collectivisation de l'arrondissement de Sosnovskii reçoivent l'ordre de collectiviser en cinq jours les localités qui leur sont assignées. On précise que ceux qui ne rempliront pas leurs quotas seront traduits en justice dans les 24 heures. Rapporté par Bettelheim, ouvr. cité, p. 447.

11. Staline, *Le Vertige du succès, Oeuvres*, **tome 6.**

12. Le rapport présenté par Staline à ce congrès se trouve dans le tome 12 des *Oeuvres*.

13. Hélène Carrère d'Encausse, *Staline l'ordre par la terreur*, **Paris, Flammarion, 1979, p. 32.**

14. Bettelheim, ouvr. cité, p. 107.



Pendant de nombreuses années, le pouvoir soviétique a été confronté à la tâche fondamentale de toute société: nourrir sa population. Ci-haut: file d'attente devant un magasin pour avoir des vivres.

vol de grain est passible de la peine de mort. Cette situation vient aggraver la tension: comme la classe ouvrière a connu un accroissement numérique récent et que l'industrialisation est directement menacée, c'est d'abord la population des villes qu'on cherchera à nourrir. L'historien Moshe Lewin estime à plus d'un million le nombre de paysans morts de faim au cours de l'année 1932-1933.

Les conséquences de la collectivisation

Si l'on veut comprendre comment l'alliance ouvrière-paysanne en est venue à la rupture, il faut tenir compte de la jonction qui s'est opérée entre deux facteurs: le retard économique du pays et l'encerclement impérialiste hostile auquel il était soumis.

Pour ne pas devenir une économie caractérisée par la production agricole et l'extraction des matières premières, dès lors condamnée à devenir à brève échéance dépendante des pays capitalistes développés, l'URSS doit absolument développer sa base industrielle. Pour cela, elle ne peut compter que sur ses propres forces, entourée qu'elle est d'ennemis. Or, cette industrialisation nécessite entre autres choses un accroissement numérique de la classe ouvrière et l'obtention de devises par l'exportation de produits agricoles. Le problème de l'approvisionnement des villes n'en devient que plus aigu à cause de: a) l'accroissement du nombre d'ouvriers en ville; b) du fait que ces ouvriers viennent de la campagne, ce qui réduit la main-d'oeuvre agricole; c) de la nécessité d'exporter une partie de la production.

Il est très douteux que la petite production individuelle puisse suffire à cette demande en croissance constante. Pour le parti bolchévique, c'est une certitude: il faut absolument mécaniser l'agriculture et cette mécanisation ne peut se faire que sur la base de la collectivisation.

Or, la masse des paysans moyens qui trouve son compte dans les principes de la NEP, n'est pas particulièrement intéressée à renoncer à une situation qui lui convient. Il faut comprendre que ces paysans moyens sont des petits capitalistes intéressés à l'échange des marchandises. En outre, l'absence quasi totale de communistes à la campagne empêche que soit réalisé un patient travail de persuasion et laisse le champ libre aux koulaks qui exercent une influence réelle sur les autres paysans.

Dès lors, au moment où s'enclenche la collectivisation, c'est la majorité de la paysannerie qui s'y oppose. Cela est confirmé par le fait que les mesures de dékoulakisation, qui devaient être réservées aux seuls paysans riches, ont frappé 15% des paysans alors que les koulaks ne comptaient officiellement que pour 4%. L'étendue de la répression ne signifie pas nécessairement que les organes de l'Etat ont frappé aveuglément, mais plutôt que l'influence des koulaks et l'hostilité des paysans moyens sont des réalités avec lesquelles il faut compter. On se retrouvera donc, en 1932, avec une agriculture collectivisée où les fermes sont remplies de paysans hostiles au pouvoir soviétique. Des paysans qui abattent le bétail, travaillent le moins possible et parfois, bien que de plus en plus rarement, se soulèvent et assassinent les communistes. Il est alors possible d'affirmer que **la collectivisation a entraîné une rupture de l'alliance ouvrière-paysanne.** Mais cela ne veut pas dire que cette rupture ait été le résultat d'une décision politique. Il faut chercher les causes des décisions politiques prises à cette époque. Ces causes, ce sont essentiellement le retard économique du pays, la prédominance de la petite production et l'encerclement hostile.

L'effet immédiat de cette rupture, c'est **un rétrécissement important de la base d'appui du pouvoir soviétique et du parti bolchévique.** Avant la collectivisation, le parti est essentiellement concentré dans les villes, mais soutenu par la masse paysanne satisfaite de la NEP. Après la collectivisation, ce soutien s'amenuise considérablement et cela complique d'autant plus les problèmes du recrutement à la campagne. Pour compenser cette faiblesse, **le pouvoir soviétique n'a pas d'autre choix que de développer un appareil bureaucratique et répressif extrêmement lourd.** Il faut contrôler l'agriculture collectivisée, pourchasser les voleurs de grain, traquer les spéculateurs, etc. Ce sont toutes là des tâches essentielles, mais dont la réalisation commande le développement d'une bureaucratie et d'appareils répressifs.

Conclusion

Cette courte étude, bien sûr, n'apporte pas toutes les réponses aux questions soulevées par l'histoire des rapports entre la paysannerie et le pouvoir soviétique. Il faudrait d'abord analyser le développement de l'agriculture collectivisée dans les années subséquentes, mais aussi mettre cela en rapport avec le processus d'industrialisation et d'élargissement de la classe ouvrière que connaît la société soviétique. Enfin, il faudrait examiner de plus près l'action exercée par les rapports de force à l'échelle mondiale sur la situation intérieure en Union soviétique.

Ce qui est toutefois évident, c'est que dès le départ, l'état économique arriéré de la Russie, dont l'importance numérique de la paysannerie est un aspect, a placé le pouvoir soviétique dans des contradictions dont la résolution ne dépendait pas de sa seule volonté. Il est en effet assez tragique de constater qu'au moment où l'URSS achève la socialisation de son agriculture, elle se trouve à nouveau acculée, pour reprendre les termes de Lénine, à la tâche la plus élémentaire de toute société: combattre la famine.

Une méthode unilatérale dans l'étude du révisionnisme

Le texte qui suit est constitué d'extraits d'une lettre que nous a fait parvenir un lecteur de la revue. Elle critique directement le point de vue émis par Charles Gagnon dans un article du journal EN LUTTE! no 212 intitulé **Pour une vision matérialiste de l'histoire.** *Il s'agit donc d'une critique de la méthode mise de l'avant par Charles Gagnon et qui accorde une place importante au faible développement des forces productives dans l'analyse des échecs passés de la lutte pour le socialisme. Notre lecteur aborde donc directement le rapport entre le développement des forces productives et la transformation des rapports de production dans l'édification du socialisme.*

(...) Dans l'article du no 212 du journal EN LUTTE!, on se sert d'une citation de Marx, tirée de sa "préface" à **Contribution à la critique de l'économie politique**, pour en arriver à l'hypothèse suivante:

"Outre le fait que le passage de Marx fournit peut-être la clé de l'explication scientifique des revers de la lutte pour le socialisme jusqu'ici, lorsqu'il affirme qu'une "formation sociale" ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir (...)" (nous disons peut-être pour éviter de sauter trop vite à des conclusions que l'analyse historique n'a pas encore fermement établies. Il indique très clairement par ailleurs comment on pourra éviter de tomber sans cesse dans le travers idéaliste que nous avons critiqué plus haut".

Dans UNITÉ PROLÉTARIENNE no 15, on reprend la même citation de Marx que celle prise dans le journal sauf qu'on la cite plus longtemps. Voici la citation:

"Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux, supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que des tâches qu'elle peut résoudre, car à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que la tâche elle-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour la résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir".

De cette citation, les rédacteurs d'UNITÉ PROLÉTARIENNE tirent deux conclusions que je trouve très justes.

1- Le facteur conscient (les "formes idéologiques") intervient dans le processus révolutionnaire. Il mène jusqu'au bout le conflit entre les forces productives et les rapports de production. Marx ne réduit pas le facteur conscient à un reflet passif et mécanique de la base économique. (...)

2- Marx dit que pour passer à une forme supérieure de société, il faut que les conditions matérielles d'existence de la nouvelle société existent déjà. Mais il prend bien soin d'ajouter **"ou du moins sont en voie de devenir",** barrant par là la route aux matérialistes vulgaires et aux révisionnistes qui tirent volontiers de la théorie marxiste que la révolution ne peut jamais survenir que dans les pays hautement industrialisés. (...)

Comme on peut le voir, cette longue citation des rédacteurs d'UNITÉ PROLÉTARIENNE est quelque peu en contradiction avec la méthode exposée dans le no 212 du journal EN LUTTE!. A force de vouloir à tout prix se démarquer de l'idéalisme et des grands hommes, on en arrive finalement à se démarquer du point de vue dialectique. On ne peut, bien sûr, enlever à l'Organisation son intention de tenir compte des conditions matérielles, c'est une chose que jusqu'ici le mouvement communiste n'avait que très peu fait. Sauf qu'on pêche de l'autre côté. **On tombe dans l'unilatéralisme et dans la théorie des forces productives** (...).

En Russie par exemple, les menchéviks se sont opposés aux bolchéviks précisément sur cette question. Selon eux, il n'était pas réaliste de prôner le passage immédiat au socialisme, sans tout d'abord passer par une période prolongée de capitalisme. C'est d'ailleurs pourquoi ils se sont tenus du côté de Kérensky plutôt que du côté des Soviets. C'est un peu le même genre de débat qui a eu lieu en Chine entre Mao et Liu Shaoqi. L'idée de Lénine, loin d'avoir été démentie par l'histoire, a au contraire été confirmée par plus de vingt ans d'existence du socialisme en Russie. La révolutionnarisation des rapports de production dans la Russie arriérée a eu un effet éclatant sur la vie aussi bien politique qu'économique. **L'argument comme quoi "une formation sociale ne disparaît jamais avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir..." (no 212) ne tient plus pour l'impérialisme et ce depuis le début du siècle. Depuis le début du siècle, l'impérialisme comme formation sociale ne favorise pas le développement des forces productives mais au contraire est plutôt une entrave au développement des forces productives. Si on prend l'exemple du Salvador ou de l'Afrique du Sud, peut-on dire que la formation sociale actuelle (la dictature de l'impérialisme) est encore assez large pour faire avancer la production? Les paysans salvadoriens depuis le début du siècle n'ont sûrement pas vu que c'était là la voie du progrès pour eux! (...)**

A force de tout vouloir expliquer par le simple développement économique, on en arrive à ne plus rien expliquer du tout. A force de vouloir prouver les limites objectives à la réalisation du socialisme, on en arrive seulement à passer sous silence l'existence du révisionnisme et surtout son influence sur l'action des hommes. Le révisionnisme, c'est, dans la lutte des classes, la trahison des intérêts de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie. **Le révisionnisme a une base matérielle, il correspond aux intérêts de la bourgeoisie et de ses agents dans la classe ouvrière. Le révisionnisme, c'est l'influence de l'aristocracie ouvrière, et l'aristocratie ouvrière trouve sa source dans le fondement matériel de la société.** Parler du révisionnisme, ce n'est pas verser dans l'idéalisme et dans l'histoire de cape et d'épée, c'est tenir compte qu'à l'époque actuelle, ce qui est déterminant, c'est le rôle actif de l'homme pour révolutionnariser les rapports de production capitaliste. C'est ce rôle actif qui, depuis le début du siècle, a été saboté tant au niveau idéologique que politique par le révisionnisme. (...)

On doit, je pense, faire un lien entre la façon dont on oriente le débat sur le révisionnisme, méthode à mon avis un peu unilatérale qui risque de tomber dans la théorie des forces productives, et le peu de sérieux qu'on accorde au débat qui est en cours dans le mouvement communiste sur l'évaluation de l'oeuvre de Mao. Probablement que mes positions sont entachées par beaucoup d'affirmations non prouvées et mal articulées, mais je demeure convaincu que c'est un questionnement qui se défend. (...)

Le grand hiver d'Ismaïl Kadaré

Une histoire et un pays mal connus

Quoi de plus intéressant pour un progressiste canadien que de connaître ce qui se passe en Albanie et plus encore à l'époque de la rupture d'avec l'URSS. L'Albanie demeure encore trop peu connue et l'époque elle-même est fertile en rebondissements politiques impossibles à soupçonner alors. C'est justement ce dont parle **Le grand hiver** ([1]), le dernier roman d'Ismaïl Kadaré.

L'histoire commence en octobre 1960. Un mois plus tard allait se dérouler à Moscou la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers où le Parti du travail d'Albanie (PTA) allait attaquer le révisionnisme et les visées hégémoniques de la direction soviétique. Le roman se termine vers le début de mars 1961 quand les relations diplomatiques entre l'Albanie et l'URSS seront définitivement rompues. A travers tous ces développements politiques, on peut suivre la vie du personnage principal, un journaliste albanais qui sera traducteur lors de cette Conférence. Très ébranlé par ce qu'il voit et entend à Moscou et comprenant les répercussions que tout cela aurait pour l'Albanie, à son retour il ne peut plus reprendre ses relations amoureuses, au point que ses fiançailles seront rompues. Le parallèle est tracé: les relations entre partis communistes d'une part, et fiancés de l'autre, se détérioreront simultanément.

A la première lecture, on ne peut qu'être ébahi devant la vivacité littéraire du livre où foisonnent tant de personnages, créant une véritable mosaïque de la société albanaise. En effet, en plus du personnage principal, on assiste aux activités de ses proches, aux pensées des anciens bourgeois qui rêvent d'un retour à l'ancien monde, aux réflexions des intellectuels qui hésitent, aux discussions des communistes de la guerre de Libération, à une réception "shakespearienne" donnée à Moscou, au travail d'Enver Hoxha et aux réunions du Comité central du PTA, etc. Tout ce monde grouille de façon extraordinairement vivante. Et ce panorama social est rendu par une écriture finement travaillée aux images saisissantes.

Cependant, malgré les qualités de l'oeuvre, il y a des défauts qu'on ne peut taire. Ainsi, on y parle surtout de l'intelligentsia populaire et quand on aborde la classe ouvrière, occasionnellement, on dirait qu'il s'agit davantage de symboles, de stéréotypes que d'êtres humains.

La deuxième critique concerne la place réservée aux femmes: ou bien il s'agit de femmes desséchées (la description de Dolorès Ibarruri, dirigeante du Parti communiste espagnol, à la Conférence de Moscou, ou celle de la vieille bourgeoise attendant le retour de l'ancien temps), ou bien de mères (la tante du personnage principal durant la guerre) ou enfin d'amoureuses (la fiancée et la soeur du personnage principal). Jamais les femmes n'occupent de haut rang (la seule qui en occupe un sera expulsée du Bureau politique et du Comité central) ou ne vivent par elles-mêmes: elles sont toujours vues par rapport à un homme qui, lui, agit.

Finalement, il y a le très fort nationalisme albanais: on ne voit pas que c'est le révisionnisme qui engendre les visées hégémoniques de l'URSS envers le peuple fier de l'Albanie qui a toujours su résister à l'étranger et à l'envahisseur. (...)

Ceux qui ne connaissent l'Albanie qu'à travers l'aridité des textes d'**Albanie Aujourd'hui** seront surpris du style du roman, et des contradictions à l'oeuvre dans la société albanaise. C'est évidemment un roman à lire mais qui à l'heure actuelle n'est disponible qu'au prix exorbitant de $25.00. Mieux vaut attendre qu'il sorte en livre de poche ou alors l'emprunter d'un ami.

1. Ismaïl Kadaré, ***Le grand hiver*****, Editions Fayard, Paris, 1978, 515p., $25.00**

L'affaire Marty

La vie d'un homme et d'un parti...

André Marty (1888-1956) était membre du Comité central du Parti communiste français (PCF) et un des secrétaires de l'Internationale communiste. Dans son livre, **L'affaire Marty**[1], il raconte comment la direction du PCF a manigancé son exclusion du parti et a organisé une campagne de diffamation contre lui.

L'intérêt de ce livre réside dans ce qu'il illustre concrètement comment un parti révolutionnaire sombre dans la collaboration de classe ouverte avec la bourgeoisie. Le PCF en vient à saboter la grève générale d'août 1953 afin de préserver son Front national uni avec la bourgeoisie! Marty donne beaucoup de faits historiques intéressants pour appuyer l'analyse politique qu'il fait du chemin suivi par le PCF jusqu'au milieu des années 50. André Marty se prononce pour la reconstruction d'une internationale communiste et explique pourquoi elle est tant nécessaire dans le contexte des années 50. Il démontre comment "il faut d'abord partir de la défense des intérêts de la classe ouvrière et il faut toujours poser la perspective révolutionnaire".

Son livre est écrit dans un style très agitationnel et rigoureux. C'est la vie d'un militant exceptionnellement dévoué à la cause de la classe ouvrière et très courageux. Enfin, c'est palpitant à lire...

---

1. **André Marty,** *L'affaire Marty*, **Editions Normand Béthune, Paris 1972.**

BABAKAR SINE

impérialisme et théories sociologiques du développement

présentation par Samir AMIN

éditions anthropos-idep

Impérialisme et théories sociologiques du socio-développement, de Babakar Sine

Le sous-développement, un produit de l'impérialisme

Que penser de ce point de vue qui fait des pays sous-développés des pays tout simplement rendus moins loin dans leur développement économique, des espèces de Canada d'il y a 100 ans? Leur avenir se résume-t-il alors à parcourir à leur tour le même chemin que les pays capitalistes avancés ont parcouru au 19e et au 20e siècle? Et si oui, ne réussira-t-on pas à vaincre le sous-développement en intensifiant "l'aide" internationale, l'envoi de capitaux, d'experts, de technologie, etc?

Voilà le genre de théorie courante sur le sous-développement auquel s'en prend Babakar Sine, un sociologue marxiste d'origine sénégalaise, dans son livre **Impérialisme et théories sociologiques du développement**[1]. Pour Babakar Sine, l'impérialisme se caractérise aujourd'hui principalement par la contradiction qui existe entre le "centre" et la "périphérie", c'est-à-dire entre les pays impérialistes et les pays dominés. Malgré la décolonisation formelle, les structures économiques coloniales sont partout demeurées en place, ce qui fait des ex-colonies des pays essentiellement **dépendants**.

Toute l'activité économique d'une certaine ampleur s'y réalise alors dans les seuls intérêts du "centre", en fonction de la place que le "centre" leur attribue à l'intérieur du marché mondial, la production d'arachides par exemple.

En d'autres mots, le développement limité qui prend place dans les pays dépendants n'est pas un développement réel. L'impérialisme, avec son "aide" internationale, ses capitaux, ne conduit donc pas à la fin du sous-développement, mais à sa perpétuation, à la perpétuation de ce qui empêche ces pays de se développer, à la perpétuation de la dépendance. Babakar Sine rejoint ainsi cet important courant de pensée qu'on appelle souvent "la théorie de la dépendance" et dont Samir Amin, qui préface le livre, est probablement le représentant le plus connu. Pour l'auteur, il doit aussi être clair que le sous-développement ne vient pas de la persistance de rapports de production précapitalistes qui freineraient le développement capitaliste. Ces rapports, selon lui, ou bien ont disparu, ou bien n'ont que la forme de rapports précapitalistes. En fait, ce sont les rapports capitalistes qui dominent largement dans les pays sous-développés.

Pour en finir avec le sous-développement, il ne s'agit donc pas d'importer plus de tracteurs pour cultiver plus de cacahuètes, mais bien de briser les structures coloniales, de chasser l'impérialisme et de rompre avec le marché mondial. Pour réussir cela, il faut également s'attaquer à la bourgeoisie des pays dépendants qui a comme caractérisitque de s'allier d'autant plus à l'impérialisme qu'elle est plus développée.

Sans cette lutte de classes à l'intérieur des pays dépendants, la lutte anti-impérialiste ne pourra en effet que dégénérer ainsi que le montre l'expérience de la décolonisation en Afrique.

Un livre à lire donc, dont le langage est parfois difficile, mais qui n'en soulève pas moins un grand nombre de questions importantes qui donnent matière à réflexion.

---

1. **Babakar Sine,** *Impérialisme et théories sociologiques du développement*, **Editions Anthropos-Idep, Paris, 1975, 396 p.**



Offensives
communautaires et culturelles
Vol 1 no 1
Octobre-novembre-décembre 1980
• Mouvement populaire en bilan
• La jeunesse: force de changement social?
• La question du logement, depuis dix ans
• Le folk: festival réflexions, discographie

librairies
L'ETINCELLE
et
THE SPARK

La librairie l'Etincelle offre des livres, périodiques, journaux, disques et affiches du mouvement révolutionnaire et populaire au Canada et dans le monde.

La librairie vend tout document qui peut contribuer à faire connaître l'histoire des sociétés, à comprendre les problèmes sociaux actuels, à fournir des perspectives de changement social. Ces documents touchent des sujets variés: l'économie politique, l'histoire, la philosophie, la culture, la question nationale, l'oppression des femmes, l'éducation des enfants, l'actualité scientifique, etc...

MONTRÉAL
325 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.
tél: (514) 844-0756
Heures:
Lun, Mar, Mer, 10 à 18h.
Jeudi, Vendredi, 10 à 21h
Samedi, 10 à 17h.

QUÉBEC
110 St-Vallier ouest
Québec, Qué.
tél: (418) 522-2186
Heures:
Lun, Mar, Mer, 12 à 17h30
Jeudi, Vendredi, 12 à 21h.
Samedi, 12 à 17h.

TORONTO
802 Bloor ouest
Toronto, Ont.
tél: (416) 532-1614
Heures:
Jeudi, 17 à 21h.
Vendredi, 19 à 21h.
Samedi, 10 à 17h.

VANCOUVER
25 Cordova ouest
Vancouver, C.B.
tél: (604) 681-7723
Heures:
Mer. au Ven., 16 à 21h.
Samedi, 11 à 16h.



Forum international est un instrument de polémique et d'information qui vise à intensifier la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes à l'échelle internationale. Il est publié par l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! et est diffusé dans plusieurs pays.

TARIF
ABONNEMENT (4 numéros)
régulier-surface $12.00
1ère classe-avion $15.00
LE NUMÉRO $2.50
Envoyez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de DISTRIBUTION PREMIER MAI à l'adresse suivante: Distribution Premier Mai, 1407 rue d'Iberville, Montréal, Québec, Canada. H2K 3B1.
Nom ....
(écrire au dactylo ou en lettre moulée)
Adresse ....
Ville .... Code postal ....
Province/Etat ...... Pays ....
Occupation ....

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE analyse en profondeur les aspects les plus importants de la vie politique et économique du Canada et du monde. En vous abonnant à UNITÉ PROLÉTARIENNE, vous vous assurez de recevoir à tous les 3 mois une revue qui veut faire entendre un autre son de cloche: celui du prolétariat.

Abonnement d'un an (4 numéros):
Canada: ☐ **régulier ($10.00)**
☐ **1ère classe et institutions ($12.00)**
☐ **de soutien ($12.00 plus n'importe quel montant)**
Etranger: ☐ **surface ($12.00)**
☐ **avion ($15.00)**
Nom ....
Adresse ....
Ville .... **Province** ....
Pays .... **Code postal** ....
Envoyez vos chèques ou mandats-postes au nom et à l'adresse suivants: Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1

EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal, car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste fait partie de la construction du parti prolétarien marxiste-léniniste, et par le fait même, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

Abonnement d'un an (46 numéros)
Canada: ☐ **régulier ($15.00)**
☐ **1ère classe et institutions ($20.00)**
☐ **d'essai, pour 10 numéros ($3.00)**
☐ **de soutien ($20.00 plus n'importe quel montant)**
Etranger: ☐ **surface ($20.00)**
☐ **avion ($30.00)**

Ci-inclus $............ pour un abonnement commençant au numéro........ et $........... à titre de soutien financier au journal.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ....
PAYS ....
OCCUPATION ....
Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: ....

Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1, ou à une des librairies L'ETINCELLE ou THE SPARK, ou encore contactez un diffuseur.

Campagne de financement

Objectif: $150,000



Saviez-vous que pour produire la revue que vous tenez en mains, il en coûte près de $6,000. seulement en frais d'impression et de distribution? Et avec cela, nous ne disons rien des centaines d'heures de travail militant données à chaque numéro pour rédiger, traduire, préparer et corriger les articles contenus dans chacun des numéros de la revue.

Et, quand on additionne à ces frais les dépenses occasionnées par les autres publications de l'Organisation EN LUTTE!, et en particulier le journal hebdomadaire, on doit vite constater que la survie de ces publications est **impossible** sans le soutien financier des lecteurs.

Voilà pourquoi, pour faire face à des coûts de production sans cesse grandissants, EN LUTTE! a lancé une campagne de financement dont l'objectif est de $150,000.

Comme en témoigne le contenu de la revue depuis les derniers numéros, EN LUTTE! est engagé dans un processus de débat et d'analyse pour tirer les acquis des victoires et des revers de la lutte pour le socialisme au Canada et dans le monde. Pour être fructueux, ces débats doivent pouvoir rejoindre et entraîner la collaboration de tous ceux qui, à un niveau ou l'autre, sont impliqués dans la lutte quotidienne contre l'oppression. Voilà pourquoi la revue a rencontré des groupes de théâtre pour qu'ils nous livrent leurs points de vue sur la culture populaire (no 22). Voilà pourquoi nous réunissons des groupes de femmes pour qu'ils nous parlent, dans le présent numéro, de la lutte contre l'oppression des femmes et l'implication des communistes dans cette lutte. Voilà pourquoi nous avons demandé à des psychologues de nous fournir une évaluation critique des travaux et des idées de Jean Piaget. Voilà pourquoi finalement des lecteurs et des collaborateurs nous écrivent de plus en plus nombreux pour avancer leurs points de vue et leurs critiques.

UNITÉ PROLÉTARIENNE est donc, et de plus en plus, un forum de débats, un instrument d'analyse qui doit être soutenu, et cela, même par ceux de nos lecteurs qui ont des désaccords avec la ligne et le programme d'EN LUTTE! mais qui estiment que les questions que nous posons doivent être posées et débattues largement.

Il y a bien des façons de participer à la campagne de financement. Si on n'est pas abonné à la revue, pourquoi ne pas prendre un abonnement de soutien ou en offrir un en cadeau? Si on est déjà abonné, pourquoi ne pas envoyer un don de $5, $10, $15 ou davantage? Pourquoi ne pas aller voir des professeurs afin de collecter de l'argent pour qu'UNITÉ PROLÉTARIENNE et l'ensemble de la presse d'EN LUTTE! puisse continuer d'exister et de s'améliorer?

Participons à toutes les activités de la campagne de financement d'EN LUTTE! (envoyez vos dons à EN LUTTE! aux soins des librairies L'Etincelle et The Spark dont les adresses apparaissent au dos de cette page).